

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LES
MALADIES PROFESSIONNELLES
ET
L'ARTICLE 1382 DU CODE CIVIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 7 Novembre 1910, à 3 heures

PAR

ROGER BUREL

Président : M. PIÉDELIÈVRE.

*Suffragants : { MM. JOBBÉ-DUVAL, professeur
BARTIN, professeur*

PARIS

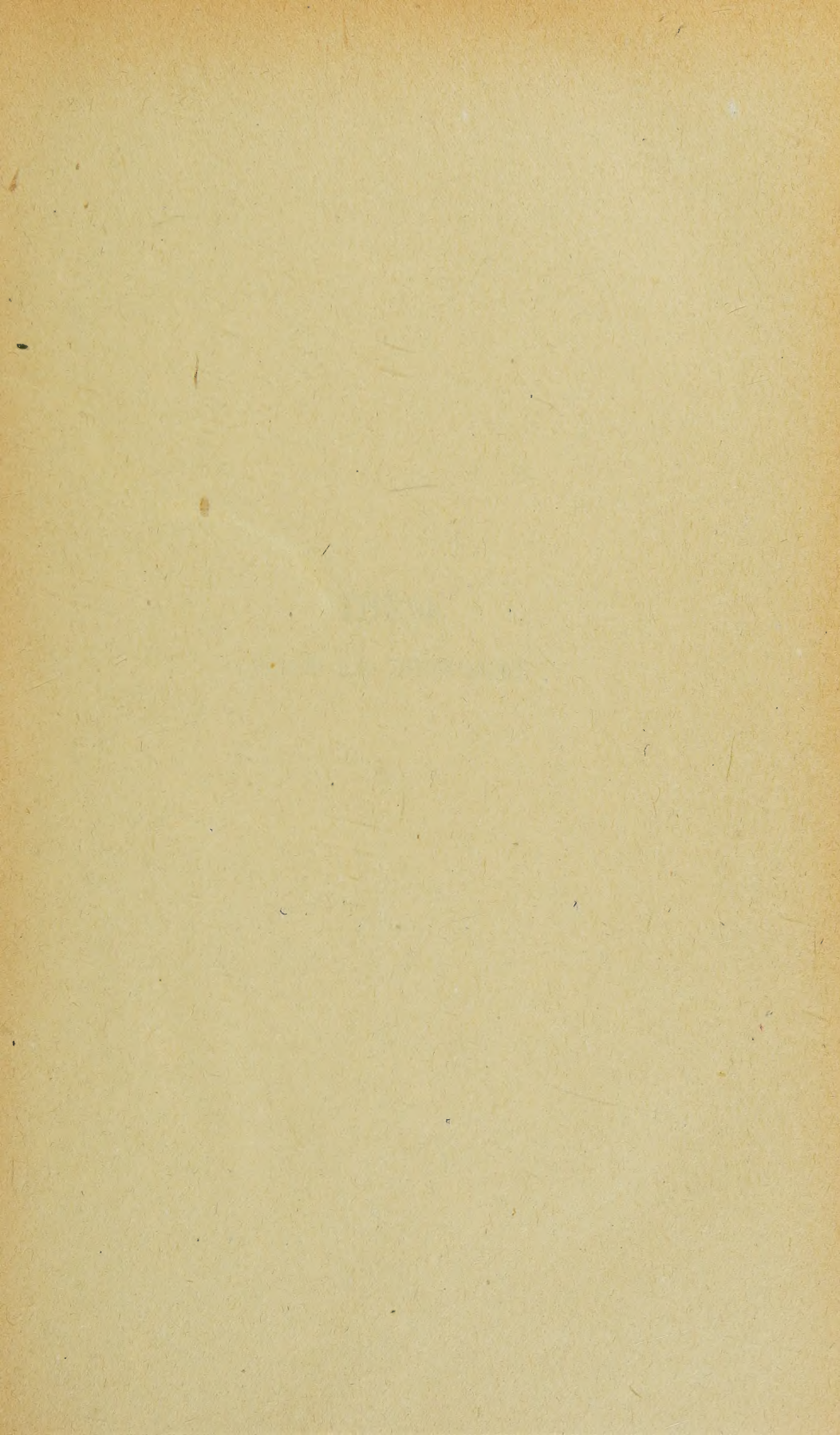
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910



THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
improbation aux opinions émises dans les thèses :
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.

LES
MALADIES PROFESSIONNELLES
ET
L'ARTICLE 1382 DU CODE CIVIL

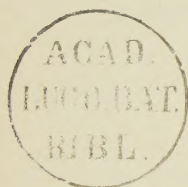
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Lundi 7 Novembre 1910, à 3 heures

PAR

ROGER BUREL



Président : M. PIÉDELIEVRE.

*Suffragants : { MM. JOBBÉ-DUVAL, professeur
BARTIN, professeur*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LES
MALADIES PROFESSIONNELLES
ET
L'ARTICLE 1382 DU CODE CIVIL

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LÉGITIMITÉ DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LES
QUESTIONS OUVRIÈRES PARTICULIÈREMENT EN CE QUI
CONCERNE LES MALADIES PROFESSIONNELLES.

§ 1. — Le rôle de l'Etat.

A. *Généralités.* — La question des maladies professionnelles met en cause celle de l'intervention de l'Etat dans le domaine économique et social, aussi apparaît-il comme nécessaire de préciser tout d'abord l'idée que nous nous faisons du rôle de l'Etat.

L'Etat doit-il intervenir d'une manière illimitée et s'emparer de tout, en sorte que, se substituant à toute initiative privée, il apparaisse comme le seul patron de toutes les industries, dont la collectivité

des citoyens seraient les préposés ? Doit-il, au contraire, se borner à assurer la sécurité des individus qui le composent.

On ne soutient plus guère aujourd'hui la théorie de l' « Etat gendarme ».

Protéger la propriété, en assurer la libre jouissance à ceux qui la détiennent est sans doute une fonction nécessaire, mais qui ne vise, en somme, pour la majeure partie, que les intérêts d'un groupe d'individus : A vouloir se restreindre à ce rôle, l'Etat méconnaîtrait le devoir qui lui incombe d'être à tous, puisque son autorité est généralement considérée comme représentant la volonté de tous les citoyens.

Est-ce à dire que nous sommes partisans de la théorie socialiste qui ramène pour ainsi dire tout à l'Etat, veut le faire intervenir en toute occasion et le considère comme seul capable de connaître nos besoins et d'y pourvoir ? Nous ne saurions admettre une pareille théorie qui porte de si graves atteintes à la liberté des citoyens et supprime toute initiative privée. Il faut que chacun puisse se mouvoir librement et que la concurrence économique apporte non seulement vis-à-vis de l'étranger mais dans l'intérieur même du pays son bienfaisant stimulant.

Entre ces deux théories extrêmes, il ya place pour une action bienfaisante de l'Etat, qui peut, en restant dans des limites raisonnables venir en aide à la

classe ouvrière en lui reconnaissant tous les droits conciliables avec les intérêts vraiment légitimes des patrons.

Toutefois, il ne faut pas le dissimuler, la détermination précise des limites de l'intervention de l'Etat est une question des plus délicates. Sur ce point bien des théories ont été élaborées. En voici quelques-unes qui nous paraissent des plus intéressantes par notre sujet.

B. *Théories de MM. Duguit, Schmoller, Esmein.* — M. Duguit, dans son livre de droit public (1), donne de l'Etat une définition aussi originale que suggestive. Contrairement à l'opinion commune qui voit dans l'Etat la personnification de la collectivité, l'Etat est pour lui « l'homme, le groupe d'hommes qui, en fait, dans une société sont matériellement plus forts que les autres ». « L'Etat, dit-il, n'est que cela, il a été et est toujours cela, quelle que soit la forme dont il se revête, que la puissance matérielle appartienne à un seul, à quelques-uns ou à la majorité. L'idée d'une puissance matérielle, légitime parce qu'elle appartient à l'unanimité, est une fiction, car si tous voulaient la même chose, il n'y aurait pas lieu de la commander ou de l'imposer par la contrainte. Ce serait la négation de l'Etat, il n'y aurait plus ce fait social qui s'appelle l'Etat (2). »

La souveraineté n'existe donc pas, d'après ce

(1) Cf. DUGUIT, *L'Etat, le droit objectif et la loi positive*.

(2) *Op. cit.*, Introduction, § 3, page 20.

théoricien, la seule réalité c'est la personne humaine, c'est-à-dire la conscience et la volonté de l'individu. « Les hommes vivent en société et veulent vivre en société ; 1° parce qu'ils ont la conscience de besoins communs auxquels ils ne peuvent donner satisfaction que par la vie commune (solidarité par similitude) ; 2° parce qu'ils ont conscience qu'ils ont des aptitudes et des besoins différents, et qu'ils ne peuvent assurer la satisfaction de ces besoins divers que par un échange de services dus à la diversité des aptitudes spéciales (solidarité par division du travail) (1). »

Etant donnée cette conception de l'Etat, M. Duguit examine quelle devra être la règle de conduite de chacun et il arrive ainsi à formuler ce qu'il appelle « la règle de droit ». « Tout but est légitime quand il est conforme à la loi sociale, dit M. Duguit, et tout acte fait pour atteindre ce but a une valeur sociale c'est-à-dire juridique ». Mais quelles conditions devra remplir cet acte pour avoir une valeur sociale ? Il devra être déterminé par un but correspondant à la solidarité sociale, solidarité par similitude ou solidarité par division du travail.

La règle de droit est donc la règle de la légitimité des buts et il importe immédiatement de la distinguer de la loi physiologique ou biologique qui est la loi des rapports de cause à effet.

(1) *Op. cit.*, *La Règle de Droit*, page 80.

« La règle de droit, dit M. Duguit, peut donc s'appeler une règle de conduite, puisqu'elle s'applique à des volontés conscientes, puisqu'elle détermine la valeur relative des actes conscients de l'homme. Mais elle n'est pas une règle morale, pas plus qu'elle n'est une loi physique, parce qu'elle ne détermine pas la valeur en soi des actes individuels. »

L'Etat est soumis à la règle de droit, comme les individus eux-mêmes : la volonté des gouvernants ne pourra s'imposer par la contrainte que lorsqu'elle sera conforme à la règle de droit. Or, la règle de droit oblige les gouvernants à employer la plus grande force dont ils disposent à la réalisation de la solidarité sociale. L'Etat doit assurer à tous les membres de la société les moyens d'obtenir la satisfaction des besoins communs à tous, il doit protéger par la force le libre développement de l'activité de chacun. « Deux devoirs objectifs et d'ordre juridique, dit ce même auteur, incombent donc aux gouvernants : l'un négatif : ne pas employer la force dont ils disposent pour entraver la solidarité sociale sous l'une de ses deux formes : l'autre positif : employer la force pour assurer la réalisation de la solidarité sociale et l'obtention du résultat voulu par une volonté individuelle déterminée dans un but de solidarité. »

Arrivons maintenant aux conséquences de cette théorie et à la question qui nous intéresse ici par-des-

sus tout : les devoirs de l'Etat et spécialement son intervention dans les contrats librement consentis par les particuliers. Peut-il imposer ou annuler certaines clauses contractuelles ?

Il faut d'abord remarquer que pour que cet acte contractuel ait une valeur juridique, aucune clause ne doit avoir été déterminée dans un but contraire à la solidarité sociale, sinon elle est nulle. « Par conséquent l'Etat, dit M. Duguit qui prohibe ou annule de semblables clauses, n'intervient point, à vrai dire, dans les contrats conclus entre particuliers. L'Etat constate seulement que l'acte de volonté contractuel ou unilatéral porte atteinte à la solidarité et se trouve par suite sans valeur juridique ; il organise les moyens d'en empêcher l'effet par voie de répression et d'annulation ; il reste donc absolument dans la limite de ses pouvoirs et remplit son devoir juridique. »

Cette conclusion nous intéresse vivement ; elle établit, en effet, la légitimité de l'intervention de l'Etat en ce qui concerne les maladies professionnelles. Il y a vraiment ici acte de solidarité sociale et comme tel, conforme à la règle de droit imposée à l'Etat.

La théorie de M. Duguit a été critiquée par M. Esmein (1), partisan de la personnalité de l'Etat, qui pour lui, n'est pas une pure fiction. L'Etat dit-il, est la

(1) Cf. A. ESMEIN, *Droit constitutionnel*. Introduction.

personnification juridique d'une nation, c'est le sujet et le support de l'autorité publique. M. Esmein constate, d'ailleurs, que si ses idées diffèrent de celles de M. Duguit le résultat est cependant le même et il admet sans hésitation la nécessité de l'intervention de l'Etat dans les questions ouvrières.

L'intervention de l'Etat dans le domaine économique ne paraît pas moins justifié au savant juriste allemand (1), M. Schmoller. S'élevant avec force contre ce qu'il appelle « l'injustice économique », M. Schmoller examine la manière d'appliquer, à l'heure actuelle, les lois existantes :

« Notre procédure suffit-elle, dit-il, permet-elle au
« pauvre, au plus faible de faire valoir son droit ?
« existe-t-il des organes nécessaires pour surveiller
« l'exécution du droit public, des lois de fabrique,
« des ordonnances de police sur les falsifica-
« tions, etc. ? Personne ne contestera que, bien que
« sous tous ces rapports la situation se soit amé-
« liorée, notre état actuel ne laisse encore beaucoup
« à désirer. Le bras vengeur de la justice, dans les
« états modernes les mieux organisés, frappe bien
« plus les classes inférieures que les classes élevées
« de la société : L'indigent, l'homme sans instruc-
« tion, s'il est lésé, aura de la peine à le mettre en
« mouvement. »

(1) Cf. SCHMOLLER, *Politique sociale et économie politique*.

Mais « l'injustice économique » se manifeste encore d'une autre manière. Il existe une autre sorte d'injustice qui échappe au droit positif, qui n'en est pas une au point de vue juridique, mais en est une au point de vue de la politique sociale. M. Schmoller la définit ainsi :

« Il y a injustice chaque fois que dans les relations économiques les uns s'appliquent à mettre les autres dans une dépendance durable, à les exploiter par tous les moyens légaux et illégaux. »

Il convient d'ailleurs de remarquer que cette injustice n'est pas toujours la même et varie avec le degré de civilisation.

« Une civilisation plus avancée reconnaît l'injustice de maints faits tolérés par une civilisation moins avancée. Cette observation explique très bien comment le mécontentement peut croître, alors que la situation est, sous tous les rapports, meilleure qu'auparavant. Ce n'est pas parce que les hommes sont devenus plus envieux, mais parce qu'ils sont dans un état de civilisation plus élevé, qu'ils supportent moins facilement certaines injustices... »

Et ceci démontre encore l'utilité de l'intervention de l'Etat pour assurer la réparation due aux victimes des maladies professionnelles.

On ne conteste plus guère aujourd'hui la légitimité de l'intervention de l'Etat dans le contrat de travail, dans le but de diminuer « l'injustice éco-

nomique ». Quoi qu'en apparence, dans ce contrat, les parties paraissent également libres, il faut néanmoins remarquer que dans bien des cas l'ouvrier est pour ainsi dire forcé d'accepter les conditions plus ou moins onéreuses qui peuvent lui être imposées par le patron. On doit, en effet, tenir compte de l'état de gêne dans lequel l'ouvrier se débat fréquemment, de la nombreuse famille qu'il peut avoir à élever, de l'impossibilité où il se trouve trop souvent de ne pas accepter immédiatement la première offre qui lui est faite, même si elle est inférieure à ce qu'il pourrait équitablement réclamer. Il est donc de toute importance que l'Etat obvie à cette injustice économique et que, dans des limites raisonnables il rétablisse l'équilibre là où il fait défaut.

§ 2. — Nécessité d'une prompte intervention de l'Etat en ce qui concerne les maladies professionnelles.

On ne peut nier que dans ces dernières années l'Etat se soit vivement préoccupé d'améliorer la situation de la classe ouvrière. Spécialement en matière d'accidents, la loi du 9 avril 1898, modifiée depuis à diverses reprises, a assuré à l'ouvrier une juste réparation dans les accidents dont il peut être victime au cours du travail quelle qu'en soit la cause, sauf naturellement la mauvaise foi ou la force majeure.

Mais il est une situation voisine dont le législateur ne s'est pas occupé, et qui, plus que tout autre, doit attirer son attention. C'est celle de l'ouvrier victime des maladies professionnelles. Au point de vue de la responsabilité du patron, il n'y a pas à distinguer entre ces deux situations :

« La question juridique, dit M. Marc Sauzet (1),
« est la même dans les deux cas et au point de vue
« social, je n'aperçois pas de différence entre l'ou-
« vrier amputé d'un membre à la suite d'un acci-
« dent et l'ouvrier perclus de rhumatismes et atteint
« d'anémie, l'ouvrier blessé et l'ouvrier empoisonné
« par son travail. »

Nous nous rangeons entièrement à cette opinion et nous allons même plus loin : plus encore que l'ouvrier blessé, celui qui est victime d'une intoxication professionnelle a besoin d'être protégé. Bien que, assez fréquemment, les accidents industriels semblent dus à un effet du hasard, bien qu'il faille tenir compte du rôle presque passif joué par l'ouvrier dans la conduite des machines (qui tendent de plus en plus à supprimer toute initiative de celui qui les dirige), il y a, cependant, presque toujours, à l'origine d'un accident, une négligence, si minime soit-elle. On pourra la mettre sur le compte de la fa-

(1) Marc SAUZET, De la responsabilité des patrons vis-à-vis des ouvriers dans les accidents industriels. *Rev. critique de législation et de jurisprudence* ; nouvelle série, 1883, tome XII.

tigue, de la trop grande insouciance que l'ouvrier acquiert par l'habitude du danger. Elle n'en existe pas moins dans bien des cas. Il n'en est pas de même de l'ouvrier victime d'une maladie professionnelle ; si parfois on peut lui reprocher de ne pas avoir observé toutes les règles de l'hygiène, usé de tous les moyens préventifs mis à sa disposition par le patron, il faut reconnaître que, dans la majorité des cas, il a succombé dans une lutte inégale avec des substances extrêmement toxiques et qu'on ne peut, en aucune façon mettre en cause sa négligence.

Ainsi, point de faute dont on puisse charger l'ouvrier, souvent même pas de prédisposition donnant prise au mal ; l'exercice normal, intelligent, prudent, de certaines professions n'en condamne pas moins irrémédiablement un nombre considérable d'ouvriers à des désordres dans la santé, souvent très graves, parfois mortels. Point de faute à reprocher au patron, toutes les précautions ont été prises, les appareils les plus perfectionnés ont été installés, à qui l'ouvrier pourra-t-il s'adresser pour obtenir réparation du préjudice qu'il subit ?

NOUS VERRONS QU'IL N'Y A AUCUN TEXTE QUI LUI PERMETTE DE METTRE EN CAUSE, AVEC SUCCÈS CERTAIN, LA RESPONSABILITÉ DU PATRON.

Actuellement c'est à la charité publique, aux institutions de prévoyance qu'il pourra seulement faire appel, dans la plupart des cas.

On ne saurait vraiment rester indifférent devant une pareille situation. Il faut qu'une loi intervienne pour régler cette question et assurer dans tous les cas des soins et des secours aux victimes des maladies professionnelles.

CHAPITRE II

LES MALADIES PROFESSIONNELLES

Afin de nous mieux rendre compte de la nécessité d'une prompte intervention législative et aussi pour déterminer le champ d'application minimum que, sans plus tarder, on pourrait prévoir dans un texte de loi, il nous paraît intéressant de jeter un rapide coup d'œil sur les ravages causés par les principaux poisons industriels.

§ 1. — Qu'entend-on d'abord par maladie professionnelle ?

« On appelle ordinairement maladies profession-
« nelles les différentes intoxications lentes qui
« atteignent certaines catégories d'ouvriers appelés,
« par l'exercice de leur métier, à préparer, à mani-
« puler, à utiliser les produits toxiques dont ils
« absorbent journallement des doses plus ou moins
« importantes. »

Telle est la définition que donne M. Breton dans un rapport sur l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi sur les accidents du travail (1).

Il importe de distinguer nettement la maladie professionnelle de l'accident. Une excellente définition de l'accident a été fournie par le D^r Thoinot. Il considère comme accident du travail : « Toute blessure externe, toute lésion chirurgicale, tout trouble nerveux psychique (avec ou sans lésion concomittante) résultant de l'action *soudaine* d'une violence *extérieure*, intervenant pendant le travail ou à l'occasion du travail, et toute lésion déterminée au cours du travail. »

L'accident se distingue donc de la maladie professionnelle en ce qu'il est *soudain*, *imprévu*, alors que généralement cette dernière est le résultat d'une action lente et un état *continu* et *durable* né d'une cause également *continue* et *durable*.

La distinction a été exposée aussi très clairement par la commission officielle anglaise dans un rapport ayant pour objet l'extension à de nouvelles maladies de la loi anglaise qui visait déjà les maladies professionnelles. Cette commission considère comme « accident » « les symptômes dus à une ca-

(1) Rapport sur l'extension aux maladies professionnelles de la loi sur les accidents du travail par J. L. Breton député (9^e législature).

tastrophe, un événement, une circonstance, c'est-à-dire une cause produisant ses effets dans un instant déterminé dans le temps » et considère comme des maladies ou des lésions non provoquées par accidents « celles qui ne peuvent être attribuées à une cause de ce genre. »

* *

§ 2. — Les principales maladies professionnelles.

Pour comprendre la gravité des maladies professionnelles il suffit de jeter un rapide coup d'œil sur les principales de ces maladies. Les deux qui, à coup sûr, font le plus de victimes et présentent le caractère le plus sérieux sont le saturnisme et l'hydrargisme professionnels, l'empoisonnement par le plomb et l'empoisonnement par le mercure. Ces deux maladies sont, du reste, les deux seules qui aient été prévues par le projet du gouvernement.

Saturnisme professionnel. — Ce sont plutôt les composés du plomb qui sont dangereux que le plomb lui-même. L'absorption se fait le plus souvent par le tube digestif et par l'appareil respiratoire : les poussières plombiques qui souillent les mains ou se déposent sur les objets qui peuvent être en contact avec les aliments et celles qui flottent dans l'air, ou

les émanations plombiques. D'autre part, l'élimination de ces premières altère rapidement le foie et les reins, de plus elle n'est pas en rapport avec l'absorption, de sorte que l'organisme ne tarde pas à en être pénétré. La maladie se manifeste principalement par les « coliques de plomb » et des troubles organiques variés, notamment la paralysie.

Dans un remarquable ouvrage intitulé : « *Diseases of occupation* » l'auteur, M. Thomas Oliver, a communiqué de très intéressantes observations que nous croyons utile de traduire ici. Il constate d'abord qu'il existe certaines circonstances plus ou moins favorables à l'action du plomb :

« Le sexe est dans certains cas, dit M. Oliver, une circonstance prédisposante, par exemple, les femmes sont plus sujettes au « plombisme » et aux types les plus aigus de maladie que l'homme. L'âge aussi n'est pas sans influence, car l'expérience a prouvé que les jeunes adultes des deux sexes sont plus sujets au « Saturnisme » que les personnes plus âgées ».

Examinant les effets du plomb, M. Oliver explique pourquoi il a causé plus de décès que tout autre métal :

« C'est en partie, dit-il, parce qu'aucun métal « n'entre aussi largement dans l'industrie et encore « à cause de la manière sourde et insidieuse avec laquelle l'empoisonnement se produit. Le plomb « exerce une influence néfaste avec une rapidité et

« une gravité plus grandes chez les jeunes personnes
 « que chez les gens âgés. Les jeunes adultes spécia-
 « lement, sont rapidement soumis à son influence...
 « On ne saurait trop affirmer que certains des types
 « les plus dangereux des empoisonnements par le
 « plomb sont plus fréquemment le résultat de l'in-
 « troduction journalière dans le système de petites
 « quantités de plomb, que de doses importantes. Cela
 « tient probablement à ce que le plomb en petites
 « quantités est plus facilement absorbé et ceci est une
 « explication du fait que, au moment où les symp-
 « tômes apparaissent, l'ouvrier a déjà reçu dans son
 « système une grande quantité du métal ou de ses
 « sels. »

Ces conséquences ont une répercussion funeste sur la descendance de l'individu qui en est victime. Tardieu a constaté 609 avortements en 1000 grossesses chez les femmes travaillant le plomb. Constantin Paul a noté 32 fausses couches, 3 mort-nés et 2 enfants vivants mais chétifs sur 43 grossesses survenues chez des femmes intoxiquées par le plomb. Ces effets se remarquent encore *même quand le père seul est saturnin*, ce qui prouve bien la transmission héréditaire : Sur 141 grossesses dans ces conditions on a pu constater 82 avortements, 4 naissances avant terme, 5 mort-nés, et sur les 50 enfants vivants 20 sont morts dans le courant de la 1^{re} année et 15 de un à 3 ans. On relève de plus de fréquents cas de ma-

ladies mentales, idiotie, imbecillité, épilepsie etc. chez les enfants conçus pendant la période d'intoxication du père.

En tenant compte du grand nombre des industries qui emploient le plomb (puisque l'on n'en compte pas moins de 14 classes différentes) on pourra imaginer quelle multitude de victimes il cause chaque jour!

Ces statistiques tout à fait inquiétantes ont motivé, d'ailleurs, entre autres mesures, le décret du 18 juillet 1902 sur la céruse, qui réglemente l'emploi de cette substance et interdit notamment le travail à sec au grattoir et le ponçage à sec des peintures au blanc de céruse dans les travaux de peinture en bâtiment. Ce décret a été étendu par un autre du 15 juillet de 1904 à tous les travaux de peinture. Enfin une loi du 20 juillet 1909, après avoir interdit l'emploi de la céruse dans les travaux exécutés pour le compte de l'Etat en y substituant le blanc de zinc a pris cette même mesure pour l'industrie de la peinture en général, en permettant seulement, durant un certain délai, d'écouler les vieux stocks de blancs de céruse.

Hydrargyrisme professionnel. — Le mercure bien que faisant un nombre plus restreint de victimes n'en doit pas moins attirer notre attention.

Il est dangereux par les vapeurs qu'il dégage, surtout lorsqu'il est chauffé. Ses composés (vermillon, nitrates, sublimé, etc.) sont également nocifs, particulièrement le bichlorure. Les industries exposées à cet empoisonnement sont principalement la métallurgie du mercure, l'étamage des glaces, la dorure et argenture, la fabrication des baromètres, thermomètres, lampes à incandescence ; il faut citer aussi celles qui emploient les composés du mercure.

Là encore l'influence sur les descendants de l'individu intoxiqué est manifeste. On constate des avortements chez les ouvrières en glaces ; quant aux enfants venus à terme, ils succombent très rapidement.

Ajoutons que le docteur Layet ne compte pas moins de 24 industries exposant les ouvriers à l'intoxication mercureille.

L'élimination du mercure est lente, c'est ce qui lui permet de s'accumuler dans les organes.

*
* *

A côté de ces deux poisons qui sont incontestablement les plus dangereux, il en existe un certain nombre d'autres dont les effets sont également funestes, quoiqu'à un degré moindre.

Arsenicisme. — L'arsenic métallique ne paraît pas toxique, mais ses composés, les acides arsénique et arsénieux, les arsénites et arséniates et l'hydrogène arsénié sont des poisons violents, surtout ce dernier. L'hydrogène arsénié, en effet, à raison de son état gazeux est susceptible d'être absorbé facilement par les voies respiratoires, et est d'autant plus dangereux, que l'on ne s'aperçoit de sa présence dans l'organisme que lorsque le mal a déjà fait ses ravages. Sous cette forme, l'arsenic se dégage assez souvent à l'état d'impureté dans la préparation de l'acide sulfurique et dans l'emploi du zinc impur.

L'élimination de l'arsenic par l'organisme est excessivement lente et rend, par là même, plus facile l'action du poison.

Les principales affections causées par l'arsenicisme sont les accidents cutanés et digestifs, la céphalagie, la paralysie, la nephrite et la cachexie.

Les industries qui exposent à l'arsenicisme sont celles qui préparent l'arsenic, le manient (couleurs, papiers peints, teinturiers) et comme nous l'avons dit plus haut, celles où l'ouvrier est exposé à l'action de l'arsenic à l'état d'impureté.

Sulfocarbonisme. — Le sulfocarbonisme est l'empoisonnement par le sulfure de carbone. Le sulfure de carbone est toxique que ce soit par lui-même ou

par les impuretés qu'il contient. L'appareil respiratoire paraît être la seule voie d'absorption du sulfure de carbone. L'intoxication ne se déclare qu'après plusieurs mois, quelquefois plusieurs années, de séjour dans les ateliers.

A la période d'excitation du début, se manifestant par des phénomènes nerveux, succède une période d'abattement pouvant parfois se traduire par de la paralysie.

Les industries qui exposent l'ouvrier au sulfocarbisme sont principalement celles de la préparation du sulfure de carbone et de la vulcanisation du caoutchouc.

Le nombre des objets fabriqués avec le caoutchouc augmentant tous les jours, le danger va aussi croissant.

L'Hydrocarburisme professionnel. — Il n'existe pas moins de 12 espèces différentes de carbures d'hydrogène susceptibles de toxicité :

1° *Benzine*. — C'est sous la forme de vapeurs et par l'intermédiaire des voies respiratoires que la benzine pénètre dans l'organisme. Cependant sous la forme liquide elle agit aussi par contact. La gravité des affections susceptibles d'atteindre les ouvriers qui se servent de benzine dépend de l'emploi à chaud ou à froid. Sous la première forme elle est beaucoup plus grave, peut causer des troubles mentaux et parfois

des accès épileptiformes, sous la deuxième forme elle se manifeste surtout par de l'anémie, de la paralysie et des troubles de la sensibilité. Les ouvriers exposés sont ceux qui travaillent à l'extraction de la benzine et les teinturiers qui l'utilisent pour dégraisser les tissus.

2° *Nitro-benzine*. — C'est encore une des substances que l'industrie moderne emploie de plus en plus. L'intoxication se produit par les voies respiratoires. Les étourdissements sont les phénomènes observés le plus fréquemment. Les industries qui exposent l'ouvrier au nitrobenzisme sont la préparation de cette substance et la fabrication de l'aniline.

3° *Aniline*. — C'est sous forme de vapeurs absorbées par les voies respiratoires qu'elle peut intoxiquer l'ouvrier. Les individus impressionnables sont prédisposés à la forme aigüe de cette intoxication, qui se traduit par des phénomènes nerveux tels que : convulsions, délire, tremblements ; à chaque crise succède une grande fatigue et des douleurs de tête. Sous la forme légère elle frappe, à peu près, tous les débutants et se manifeste par des nausées ou des vomissements, mais l'ouvrier ne tarde pas, par accoutumance, à éviter ces légers troubles.

Les fabriques d'aniline, les teintureries de laines, les fabriques de couleurs d'aniline sont les principales industries exposant les ouvriers à cette intoxication.

4° *Pétrole*. — En France les accidents sont relative-

ment rares, ce n'est guère que dans les raffineries qu'ils peuvent se produire. L'action du pétrole s'exerce non seulement par l'absorption de ses vapeurs, mais par contact direct. La forme chronique se manifeste par de l'anémie et des troubles nerveux divers. L'intoxication aiguë, qui peut être mortelle, et se manifeste par des troubles nerveux connus sous le nom « d'ivresse pétrolique » est rare.

En France la seule industrie susceptible d'occasionner ces troubles est celle de la distillation et de la raffinerie du pétrole.

5° *Goudron*. — La distillation du goudron, par les vapeurs et les gaz qui en résultent peut causer certains troubles nerveux connus sous le nom d'« anémie des houilleurs ». Y sont sujets les ouvriers employés à la fabrication des agglomérés de houille et du charbon de Paris ; ceux travaillant à la fabrication de la paraffine peuvent être atteints de la « galé du goudron », qui résulte du contact répété de la paraffine ; enfin ceux qui fabriquent l'acide phénique sont exposés également par le contact à des brûlures et par les vapeurs à des troubles nerveux.

6° *Essence de térébenthine*. — Les vapeurs de cette essence peuvent déterminer des maux de tête surtout dans les premiers temps de l'exercice de la profession. Elles agissent plus particulièrement sur les femmes et les individus nerveux. Les ouvriers employés à la distillation de ce produit et, en général,

ceux que leur profession contraint à l'usage journalier de cette substance y sont exposés.

7° *Vanille*. — Elle agit par son principe odorant la « vanilline » à la fois par contact et par vapeurs. Dans le premier cas elle cause des démangeaisons dans le deuxième des troubles nerveux. Y sont sujets les ouvriers travaillant au magasinage de la vanille ceux qui fabriquent des liqueurs de vanille (mais d'une manière très légère et sans troubles nerveux.

8° *Essences odorantes*. — Par leurs vapeurs elles peuvent causer des troubles nerveux.

9° *Le Chanvre*. — Par ses poussières peut produire les mêmes affections.

10° *Le thé*. — Les dégustateurs journaliers éprouvent des malaises nerveux connus sous le nom de « théisme ».

11° *Acide picrique*. — Les inhalations de vapeurs de cet acide peuvent causer des accès de dyspnée avec toux sèche quinteuse.

12° *Esprit de bois*. — Pour la dénaturation de l'alcool on y ajoute une petite quantité de méthylène. Les vapeurs de cet alcool méthylique peuvent causer des troubles nerveux ou de l'irritation de la muqueuse oculaire.

La septicémie professionnelle. — Comprend les empoisonnements causés par les virus de la variole du charbon et de la morve.

1° *Charbon*. — Le virus charbonneux est excessivement dangereux. Il est susceptible d'attaquer les ouvriers qui manipulent les peaux, laines, poils ou crins d'animaux eux-mêmes infectés. La maladie du charbon se traduit généralement par le contact de ces matières et se produit généralement par une affection cutanée dite « pustule maligne », qui était autrefois toujours mortelle.

Maintenant, quand on intervient à temps, on peut, par un traitement approprié, presque toujours la guérir.

Nombreuses sont les industries qui exposent l'ouvrier à la septicémie charbonneuse, citons, entre autres, celles des mégissiers et tanneurs, des criniers et brossiers, du tissage des laines, des corroyeurs, cordonniers, selliers etc., le travail des cornes brutes.

2° *La variole*. — Il est difficile de différencier la variole professionnelle d'une variole contractée en dehors des occupations professionnelles, néanmoins il y a certains métiers qui, par leur nature même, rendent plus probable le caractère professionnel de la maladie.

C'est une infection microbienne qui a toujours lieu par contact. Elle frappe surtout les ouvriers employés au triage de vieux papiers ou de vieux chiffons, de cordage de matelas, etc.

3° *La morve*, — qui atteint spécialement le cheval

ne se transmet que rarement à l'homme. Elle peut atteindre les ouvriers de certaines professions, appelées à soigner des animaux qui en sont frappés.

Les pneumokonioses professionnelles. La tuberculose. — Les poussières en suspension dans l'atmosphère peuvent déterminer, en s'introduisant dans l'appareil respiratoire des infections chez les animaux que leur travail force à séjourner dans un milieu rendu par certaines industries spécialement favorable aux inhalations poussiéreuses. La tuberculose se transmettant principalement par des poussières le comité d'hygiène industrielle le considère comme une maladie professionnelle.

Ankylostomiase. — Cette maladie qui peut se manifester chez les ouvriers mineurs est produite par des vers intestinaux qui s'attachent aux parois de l'intestin, sucent le sang du malade et de plus secrètent une toxine pouvant détruire les globules rouges du sang et causer ainsi une véritable anémie.

Il est à noter que ces vers se reproduisent très rapidement et que la chaleur qui règne dans les mines est particulièrement favorable à l'éclosion de leurs œufs.

Les maladies contagieuses. — *La variole.* — Cette maladie a été examinée à propos de la septicémie professionnelle.

En dehors de cette maladie il est logique de comprendre toutes celles qui peuvent atteindre un individu à raison d'un travail qui, par sa nature, rend particulièrement facile la transmission de la contagion. Les professions susceptibles de présenter ce caractère sont les mêmes que pour la variole.

Les Dermatoses. — Ce sont des lésions de la peau et des muqueuses ayant pour origine l'exercice normal de certaines professions (ulcérations provenant de l'usage de l'acide chromique, cancer des ramoneurs etc.)

Maladies causées par le travail dans l'air comprimé. — Les scaphandriers peuvent être victimes d'accidents graves lorsqu'ils quittent leur travail. La décompression a une influence dangereuse sur le sang, Les gaz dissous par les liquides de l'organisme pendant la compression se dégagent alors en boules gazeuses qui distendent les conduits capillaires et peuvent causer des troubles de la circulation.

Le cuprisme professionnel. — L'empoisonnement par le cuivre n'existe pour ainsi dire pas.

Les cas sont très rares; lorsqu'ils se produisent c'est par l'action des poussières de cuivre. Les industries exposées sont l'exploitation des minerais de cuivre, la métallurgie du cuivre enfin les profes-

sions où l'on travaille le cuivre (chaudronniers, ciseleurs, tourneurs, limeurs) et celles où l'on emploie les composés du cuivre (fabriques d'acétate de cuivre, fonte du bronze et du laiton).

Zincisme professionnel. — Egalement très rare. Dans des cas où des accidents se produisent ils sont dus à des circonstances du travail ou à des impuretés (plomb, arsenic) qui peuvent exister dans le métal ou son minerai. Les industries exposées sont la métallurgie du zinc, la fabrication ou la manipulation du blanc de zinc.

Le Phosphorisme. — Bien qu'il puisse résulter de l'ingestion de fines particules de phosphore il a pour cause, le plus souvent, l'inhalation de vapeurs. Son effet est la nécrose ou mal chimique qui peut se produire longtemps après que l'ouvrier a cessé d'être soumis à l'action des fumées phosphoriques.

Les industries qui exposent l'ouvrier au phosphorisme sont les fabriques de phosphore et d'allumettes chimiques. Mais les accidents sont rares car dans le premier cas, les précautions prises ont pu enrayer cette affection et dans le deuxième cas, on l'a remplacé depuis 1898 par du sesquisulfure de phosphore qui ne présente aucun danger.

Nicotinisme. — En raison des précautions prises,

les accidents sont assez rares. Ils se manifestent particulièrement dans la confection du tabac à priser. Après l'opération du tamisage, les ouvriers doivent faire passer le tabac successivement dans plusieurs cases. L'ouvrier étant obligé de travailler dans ces cases, où existe une atmosphère chaude, confinée, remplie de poussières de tabac, saturée de vapeurs et de gaz résultant de la fermentation, peut se trouver indisposé surtout en été où la ventilation naturelle qui s'établit par la différence de température de la case et celle de l'extérieur, ne peut avoir lieu. L'empoisonnement ne se produit que par voie pulmonaire ; en aucun cas le simple contact, même très fréquent (chez les cigarières) ne peut y donner lieu.

L'action néfaste de la nicotine paraît s'être manifestée parfois sur la grossesse. Le D^r Jacquemart a même signalé 45 avortements sur 100 grossesses relevées chez les ouvrières du tabac.

Le Sulphydrisme. — L'hydrogène sulfuré est extrêmement toxique. Les accidents qui résultent de son action ne sont pas très caractéristiques, ce sont des malaises, coliques, vomissements, de l'inappétence. La nature du sujet joue ici un grand rôle, dans son traité sur l'hygiène industrielle (p. 80), M. Poincaré dit :

« Les dispositions personnelles sont pour beaucoup

« dans les effets observés. Dans une même atmosphère chargée de ce gaz, on verra des ouvriers « tomber comme foudroyés, tandis que d'autres se « plaindront seulement de malaise général et de douleurs à l'estomac. Toutefois, si ces derniers séjournent longtemps, ils peuvent arriver à une perte de « connaissance. »

Les principales industries dans lesquelles les ouvriers sont exposés au sulphydrisme sont : Le bronzage en noir des métaux (sulfure d'arsenic) le nettoyage des chaudières à vapeur, des hauts fourneaux, les tanneries, raffineries, usines de produits chimiques.

L'oxycarburisme professionnel. — *Oxyde de carbone.* — Ce n'est pas une asphyxie, comme on le dit communément, mais une véritable intoxication qui atteint les ouvriers qui respirent ce gaz dangereux. L'intoxication professionnelle se manifeste par de l'anémie, le ralentissement du pouls et de la respiration, l'abaissement de la température, des troubles gastro-intestinaux, des phénomènes nerveux. Les troubles nerveux peuvent se produire directement après l'empoisonnement, dans ce cas ils sont caractérisés par une sorte d'ivresse, d'hébètement ; si, au contraire, ils se présentent plus tard ils se manifestent sous la forme de paralysie. Les professions qui exposent à l'intoxication par l'oxyde de

carbone sont celles des cuisiniers, pâtissiers, cuisinières, repasseuses, par l'intermédiaire des poêles ou fourneaux.

Acide carbonique. — Tout en étant moins dangereux que le précédent, il peut, cependant, amener la mort lorsque l'air inspiré contient autant d'acide carbonique que le sang, celui-ci ne pouvant plus, par suite, l'éliminer. Les symptômes de l'asphyxie se produisent alors (rougeur de la face, saillie des yeux, pouls faible, chaleur au creux de l'estomac).

Les fossoyeurs, puisatiers, et les ouvriers des industries à fermentations sont exposés à cette intoxication.

§ 3. — La nécessité d'une prompt intervention législative.

Ce simple aperçu nous démontre clairement quels dangers présente pour les ouvriers l'exercice de certaines professions. On a pu constater que très souvent les effets ne se bornent pas à se manifester chez l'individu qui est victime de ces poisons, mais le frappent jusque dans sa descendance. Les conséquences sociales peuvent être considérables et il existe en France assez de causes de dépopulation sans qu'on veuille encore en allonger la liste.

Nous avons précédemment constaté la légitimité de l'intervention de l'état dans les questions ou-

vrières : Le rapide résumé que nous avons tracé des ravages causés par les poisons industriels, démontre mieux que les développements les plus éloquents la nécessité d'une prompt intervention en ce qui concerne les maladies professionnelles. Nous n'insisterons pas. C'est là une question dont la solution s'impose impérieusement. Pour aller au plus pressé, nous allons maintenant chercher à déterminer le champ d'application de la loi qui pourrait être votée immédiatement en faisant une sélection parmi les différentes maladies passées en revue.

§ 4. — **Sphère d'application minimum qu'il faut prévoir pour la loi sur les maladies professionnelles.**

Voici les maladies professionnelles qui, suivant nous, pourraient être laissées de côté pour le moment : Le cuprisme professionnel, le zincisme, le phosphorisme, le nicotinisme, le sulfhydrisme, l'oxycarbure (1).

Nous allons en faire connaître brièvement les raisons.

Cuprisme. — Pendant longtemps on a cru à la toxicité du cuivre et des mesures sévères ont été

(1) Sur ce point nous sommes entièrement d'accord avec M. Breton, *op. cit.*

prises concernant l'emploi de ce métal. En réalité, il n'est pas toxique, et bien que certainement il soit absorbé par l'organisme il ne peut pas causer de désordres graves; telle est d'ailleurs l'opinion de savants hygiénistes tels que Napias, Poincaré, Layet. Le travail du cuivre peut comporter sans doute des dangers mais il n'y a vraiment pas d'intoxication cuivrique.

Zincisme. — Il n'y a pas non plus d'intoxication professionnelle. Si le travail de ce métal entraîne quelquefois, rarement d'ailleurs, une insalubrité, c'est à raison des circonstances du travail ou à cause des impuretés toxiques qui peuvent exister dans le métal ou dans son minerai.

Phosphorisme. — Depuis 1898, le phosphore blanc n'est plus employé dans la fabrication des allumettes et il a été remplacé par le sesquisulfure de phosphore dont l'emploi ne présente pas de dangers d'intoxication. Il convient d'ailleurs de remarquer, que même auparavant il était difficile de déterminer la part qui revenait au phosphorisme de celle qui revenait à l'alcoolisme ou aux excès. Il n'y aurait donc aucune utilité à le comprendre dans la loi.

Nicotinisme. — Grâce aux précautions hygiéniques prises dans les fabriques de l'Etat, toute insalubrité a disparu.

Sulphydrisme. — L'intoxication chronique qui peut se produire est nulle, quant aux accidents fou-

droyants qui se déclarent dans certains cas, leur caractère de soudaineté les fait rentrer nécessairement dans la loi de 1898 ; il n'y a pas de contestation possible.

Oxycarburisme. — Même observation que pour le sulphhydrisme.

*
* *

Nous limitons donc le champ d'application de la loi aux maladies professionnelles suivantes : Saturnisme, Hydrargyrisme, arsenicisme, sulfocarborisme, hydrocarburisme (benzine, nitrobenzine, essence de térébenthine, pétrole, goudron), la septicémie professionnelle (variole, charbon, morve), les pneumokonioses professionnelles, les maladies contagieuses, les dermatoses, les maladies causées dans l'air comprimé.

Cependant, tout en admettant qu'il soit désirable que dans un temps rapproché, ces différentes maladies donnent lieu à réparation pour ceux qui en sont victimes, nous ne verrions aucun inconvénient à adopter le système proposé par la commission, système qui consiste à laisser à une commission spéciale le soin de déterminer, annuellement, les maladies qui tomberont sous le coup de la loi ; les nécessités de la pratique seront le meilleur guide en cette matière et nous avons la conviction que l'on arrivera

rapidement à englober toutes les maladies que nous venons de considérer comme les principales.

Avant d'examiner dans quelles conditions une loi devrait intervenir, il est nécessaire de se rendre un compte exact de la situation actuelle. Ce sera l'objet de notre deuxième partie.

DEUXIÈME PARTIE

La situation actuelle.

Le tableau des principales maladies professionnelles que nous avons esquissé rapidement suffit à prouver la nécessité qui s'impose impérieusement d'assurer en tout cas avec efficacité la protection des ouvriers victimes de ces maladies. Quels ont été les moyens employés jusqu'à nos jours pour arriver à ce résultat ? C'est ce que nous allons maintenant rechercher. Examinons d'abord quels sont les textes qui ont pu être utilisés. Nous verrons ensuite si, à défaut de textes précis, il n'est pas possible de trouver, dans la législation existante, des éléments susceptibles d'asseoir solidement une action en réparation du préjudice causé.

CHAPITRE PREMIER

LES TEXTES

§ 1. — Le Code civil et la question ouvrière.

A. *Oubli de la question ouvrière.* — Le Code civil s'est-il occupé de la question ouvrière? Bien que certains auteurs, notamment Aubry et Rau, Colmet de Santerre, l'aient considéré comme une œuvre démocratique, il est difficile de prétendre que les critiques un peu vives dont il a été parfois l'objet soient à cet égard complètement dépourvues de fondement. Il semble que l'on ait confondu « démocratie » avec « classes moyennes ».

Quels sont, en effet, les articles qui règlent les rapports entre patrons et ouvriers? Un seul et unique, il faut bien le reconnaître, peut être invoqué, l'article 1780 qui stipule « qu'on ne peut engager ses services qu'à temps ou pour une entreprise déterminée ». En réalité, il y en avait un autre, l'article 1781. Cet article stipulait qu'en cas de difficultés sur le montant des gages, sur le paiement du salaire de l'année échue et

à comptes donnés pour l'année courante, le maître était créé sur son affirmation ; la loi accordait sa confiance au patron, pensant qu'il avait un moins grand intérêt à trahir la vérité. Cette disposition attaquée sous le second Empire comme un dernier vestige des inégalités choquantes qui existent entre patrons et ouvriers a été abrogée purement et simplement par la loi des 2-10 août 1868. Il convient d'ailleurs de remarquer en passant que la politique joua un rôle prépondérant dans cette question, car s'il était légitime de détruire cette situation inégale, il existait dans le Code civil un autre article, l'art. 1716 qui aurait dû avoir le même sort.

Rien en dehors de ces deux articles. Il est surprenant de voir une œuvre de l'importance du Code civil garder un si profond silence sur une aussi grave question.

« Le Code civil de 1804, dit M. Benoist (1), pour des
« raisons qui se devinent et sur lesquelles il n'y a pas
« lieu d'appuyer : ignorance forcée ou volontaire de
« la grande industrie à peine naissante, haine et ter-
« reur de la corporation dégénérant en terreur et en
« haine de la simple association ; nécessité de recon-
« solider la terre de France que la vente des biens
« nationaux avait brutalement mobilisée ; pour toutes

(1) Ch. BENOIST, Rapport fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner les projets de loi portant codification des lois ouvrières [*Doc. parlam.*, annexes 2262, p. 137 et suivantes, année].

« ces raisons et parce que ses rédacteurs étaient des
 « hommes du XVIII^e siècle plutôt que du XIX^e, des
 « bourgeois et des gens de Parlement, des légistes
 « nourris de Pothier et des physiocrates imbus du
 « Quesnay, le Code civil n'était guère que le Code de
 « la propriété. »

Sans doute, il faut tenir compte de l'évolution économique et sociale, il est certain que plus nous irons et plus le Code civil sera en désaccord avec l'état social et il serait tout naturel qu'il y ait lieu, à cet égard comme sur bien d'autres points, de le compléter.

L'industrie, au XVIII^e siècle, est semée pour ainsi dire à travers les provinces d'un bout à l'autre du pays, le travail est isolé mais non pas divisé ; c'est une industrie toute domestique et familiale. Même dans les pays où le travail s'exécute sur place, où existe ce qu'on appelle « La fabrique », chaque ouvrier travaille dans sa maison.

Mais au moment de la confection du Code civil la situation n'était peut-être plus telle qu'elle pût complètement excuser un tel oubli : le travail commençait déjà à passer de la fabrique à l'usine. « Le travail divisé dans l'atelier commun remplace le travail total par ateliers séparés (1). » Et l'on ne peut nier qu'à cette époque le contrat de travail ne fût, comme aujourd'hui, le plus fréquent de tous les contrats.

(1) Ch. BENOIST, *op. cit.*

Il faut le déclarer franchement : Le Code civil est resté trop indifférent aux intérêts des classes pauvres. Loin de nous l'idée de critiquer son œuvre dans son ensemble. Depuis un siècle comme l'a si justement observé M. Esmein (1), il assure aux Français la justice et la paix sociale, et, bien qu'aux « admissions des premiers jours aient succédé des critiques souvent vives et parfois injustes, il reste debout, imposant et respecté. Son influence a largement rayonné au dehors, non seulement par les conquêtes du premier Empire, mais aussi par la contagion pacifique des idées. Pour que cela fut possible, il fallait qu'il recélât en lui un principe puissant de force et de vie c'est-à-dire une profonde originalité ».

Certaines critiques, en effet, ont pu être injustes, d'autres, tout en étant fondées, ont pu paraître suspectes, parce qu'elles émanaient de partisans d'idées extrêmes, néanmoins, il est difficile de soutenir que ces critiques soient toutes dénuées de fondement.

Comme la révolution, le Code civil est anti-aristocratique plus que démocratique, il s'occupe avant tout de protéger la propriété privée, d'apporter des soins vigilants à la conservation de la fortune acquise; et comme le note M. Tissier si exactement (2)

(1) *Le centenaire du Code civil*, 1^{er} volume. ESMEIN, *L'originalité du Code civil*.

(2) *Le Code civil et les classes ouvrières* (Centenaire du Code civil.)

« il admet bien la revision de la vente s'il y a lésion,
 « mais ne songe pas aux lésions nombreuses qui
 « peuvent se produire dans les contrats intéressant
 « le plus les classes pauvres et spécialement dans
 « les contrats de travail ».

Il n'y a qu'une propriété qui ne soit pas intangible, pas inviolable, c'est la propriété féodale, mais du moment qu'elle est devenue bourgeoise elle est sacrée, voilà pourquoi le Code civil a tant d'égards pour elle, voilà pourquoi il la protège seule ; la question sociale, elle, reste dans l'ombre.

B. Les raisons de cet oubli. — Dans son magistral rapport sur la question ouvrière, M. Glasson, sans contester cet oubli, en donne l'explication suivante :

« A vrai dire, dit-il, l'ouvrier a été presque entièrement oublié dans notre Code civil. Il ne faut pour-
 « tant pas s'en étonner. Tel qu'il existe aujourd'hui,
 « l'ouvrier travailleur libre et indépendant est un
 « homme tout nouveau dans notre société. C'est de
 « nos jours seulement que l'industrie a pris un prodigieux développement et réalisé des progrès vraiment extraordinaires. Si l'on compare cette industrie moderne à celle des siècles précédents, on peut
 « dire sans exagération que cette dernière était à peu
 « près restée dans l'enfance. D'un autre côté, par-
 « tout où l'on employait des ouvriers, ceux-ci étaient,

« comme les patrons, organisés en corporations, et
« les règlements intérieurs de ces corporations,
« déterminaient la condition des ouvriers dans leurs
« rapports avec les patrons ; ils s'occupaient même
« de la famille de l'ouvrier, protégeant la femme et
« les enfants (1). »

Les corporations d'arts et de métiers furent supprimées par la loi des 2 et 14 mars 1791 dans le but de défendre le libre exercice de l'industrie et de protéger le droit individuel contre l'oppression des dites corporations. Les réunions et associations de personnes exerçant la même profession furent interdites pour mieux sauvegarder la liberté du travail. Dès lors toute protection faisait défaut à l'ouvrier.

Cet oubli du Code civil a produit les conséquences les plus funestes et multiplié les procès entre patrons et ouvriers. « Il suffit pour s'en rendre compte, dit
« M. Glasson (2), de se reporter aux recueils d'arrêts
« des cours d'appel et de la Cour de cassation. La
« jurisprudence a dû statuer sur un certain nombre
« de questions qui étaient restées en dehors des pré-
« visions du législateur. Elle l'a fait avec beaucoup
« d'hésitation et cela se comprend facilement, les
« tribunaux ont dû souvent choisir entre des raisons

(1) *Le Code civil et la question ouvrière*, GLASSON.

(2) Cf. GLASSON, *op. cit.*

« d'humanité et d'équité et les principes plus rigoureux ou incertains du droit commun ; de là « des tâtonnements, parfois même des contradictions. »

Que l'on ne vienne pas dire que le principe de la liberté des conventions suffit à tout. Le législateur n'a-t-il pas prouvé le contraire en réglementant avec minutie la plupart des autres contrats ?

Le Code civil ayant complètement négligé la question ouvrière, il ne faut pas s'étonner de n'y trouver trace de rien qui concerne la réparation des maladies professionnelles. Mais depuis la promulgation du Code civil a-t-on, du moins, comblé cette lacune ?

§ 2. — Textes exceptionnels qui accordent réparation à certaines victimes d'accidents ou de maladies professionnelles.

Ce n'est guère que depuis 1830 que la question sociale est passée véritablement au premier plan. Nous trouvons une des premières étapes dans le décret du 28 février 1848 qui s'exprime en ces termes :

« Considérant que la révolution faite par le peuple « doit être faite *pour lui*, qu'il est temps de mettre un « terme aux longues et iniques souffrances des tra-

« vailleurs, que la question du travail *est d'une importance extrême*, qu'il n'en est pas de plus haute, de « *plus digne des préoccupations* d'un gouvernement « républicain... qu'il faut aviser, *sans le moindre retard*, à garantir au peuple les fruits légitimes de son travail..... » Tout est pour le peuple, par le peuple et au peuple mais le peuple, cette fois, ce n'est plus la bourgeoisie opposée à la noblesse, c'est l'ouvrier, rien que l'ouvrier.

En même temps qu'on légifère sur le travail en soi, on essaye aussi de faire de la thérapeutique sociale, on s'occupe des maladies du travail. C'est à cette époque que débute une série de lois, dont plusieurs semblent les préliminaires qui doivent aboutir à la réparation des maladies professionnelles. Nous allons examiner, parmi elles, celles qui, en l'absence de texte précis, ont pu, dans une certaine mesure, assurer un commencement de réparation aux victimes des maladies professionnelles, notamment. La loi du 29 juillet 1894 sur les mines, la loi du 13 avril 1898 sur les sapeurs-pompiers, la loi du 21 avril 1898 créant une caisse de prévoyance entre les marins Français ; les sociétés de secours mutuels et enfin les mesures préventives qui ont été prises pour protéger la santé de l'ouvrier.

a) *Loi du 29 juin 1894 sur les mines.* — Cette loi crée une assurance obligatoire entre les ouvriers des mines. Dans chaque exploitation il doit y avoir une

caisse de secours. Chaque société de secours est administrée par un conseil de neuf membres au moins, dont un tiers nommé par l'exploitant et les deux autres tiers élus par les ouvriers ou employés. Si l'exploitant renonce à son droit de choix, les ouvriers nomment tous les membres de ce conseil. Les statuts sont dressés par le premier conseil et soumis par l'intermédiaire du préfet à l'approbation du ministre des travaux publics. Ces statuts fixent : 1° la nature et la quotité des secours et des soins à donner aux membres participants que la MALADIE ou des infirmités empêcheraient de travailler ; 2° la nature et la quotité des subventions à allouer à leurs familles ou ayants droit. En ce qui concerne l'incapacité temporaire de travail, si elle a duré plus de quatre jours, la caisse de la société de secours verse, à la fin de chaque semestre au compte individuel du sociétaire une somme au moins égale à 50/0 de l'indemnité de maladie prévue par les statuts. Les sociétés qui existaient antérieurement à cette loi, pouvaient satisfaire aux conditions de la loi, pourvu qu'elles aient été autorisées par l'autorité administrative et que le ministre des travaux publics ne jugeât pas indispensable leur transformation.

b) *Loi du 13 avril 1898.* — Sur les sapeurs-pompiers. Cette loi prévoit l'attribution de pensions aux sapeurs-pompiers ou à leurs veuves ou orphelins mineurs en cas de blessures ou d'accidents graves en-

traînant une incapacité permanente de travail, mais elle ne faisait pas mention des maladies contractées en service commandé. Le règlement d'administration publique qui paraissait le 12 juillet 1899 comblait cette lacune dans ses articles 1 et 2 que nous allons citer :

« Art. 1^{er}. — Les sapeurs-pompiers communaux de
« tout grade appartenant aux bataillons, compagnies
« et subdivisions organisés conformément au décret
« du 29 décembre 1875, qui dans un service commandé
« auront reçu des blessures *ou contracté une maladie*
« entraînant une incapacité absolue et permanente
« de travail, ont droit à une pension viagère annuelle.

« Art. 2. — Quand un sapeur-pompier meurt, soit
« des blessures reçues, *soit de maladie contractée en*
« *service commandé* ou quand il meurt après avoir été
« pensionné soit pour blessure soit pour maladie entraînant une incapacité absolue et permanente de
« travail, sa veuve a droit à une pension qui est des
« 2/3 de celle qu'il aurait pu obtenir ou a obtenue.

c) *La Loi du 21 avril 1898* ayant pour objet la création d'une caisse de Prévoyance entre les marins Français contre les risques et accidents de leur profession, enrôle obligatoirement et exclusivement dans cet établissement tous les inscrits maritimes à partir de l'âge de dix ans.

Elle est alimentée principalement par les verse-

ments des inscrits maritimes dont le montant des cotisations doit s'élever à la moitié des taxes perçues sur leurs gains et salaires en faveur de la caisse des invalides de la marine.

Les propriétaires ou armateurs de bateaux doivent verser une cotisation égale à celle qui est acquittée par leurs équipages.

Dans son article 5 la dite loi, comprend *les maladies* ou blessures ayant la cause directe dans un accident ou un risque de la profession. Des indemnités sont versées en cas d'incapacité temporaire ou permanente. En cas de décès les dites indemnités prévues sont versées aux veuves ou à leur défaut aux orphelins et à défaut de ceux-ci aux ascendants, lorsque le marin meurt des conséquences des blessures ou des maladies d'origine professionnelle.

d) *Sociétés de secours mutuels*. — Elles étaient anciennement régies par la loi du 15 juillet 1850 et le décret de 1852. Le concours de l'Etat, nécessaire pour protéger efficacement l'ouvrier ou l'employé contre les risques qui le menacent n'existait sous l'ancienne loi qu'au prix d'une sujétion administrative très étroite. Sous le régime de 1850-52 il ne pouvait y avoir de sociétés libres, toute personnalité légale était refusée aux sociétés simplement autorisées ; pour jouir des avantages prévus par la loi, ces sociétés devaient être approuvées ou reconnues comme établissements d'utilité publique. La loi du 1^{er} avril 1898 est venue

modifier cet état de choses. Elle stipule que les sociétés de secours mutuels peuvent se former librement à la condition de déposer à la sous-préfecture de l'arrondissement où la société a son siège ou à la préfecture du département, un mois avant leur fonctionnement : 1° les statuts de la dite association ; 2° les noms des fondateurs. Les sociétés de secours mutuels se divisent en sociétés libres, en sociétés approuvées et en sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique :

Les sociétés libres jouissent d'une personnalité civile restreinte ; elles peuvent recevoir des dons et des legs mobiliers, ester en justice, posséder des immeubles à la condition qu'ils soient affectés à leur service.

Les sociétés approuvées jouissent d'une capacité juridique très étendue. Elles peuvent posséder en dehors des valeurs mobilières des immeubles de rapport qui ne devrait pas excéder les $\frac{3}{4}$ de leur avoir.

Ces sociétés peuvent embrasser les formes diverses de la prévoyance, notamment donner des secours en cas d'accident et de maladie.

Les statistiques annuelles publiées par le ministère de l'Intérieur établissent que les frais de maladie absorbent à eux seuls plus que l'apport des participants. Une statistique de ces dernières années porte la cotisation annuelle des membres à 14 fr. 15 et la moyenne des dépenses à 17 fr. 84 soit un excédent de dépenses à 3 fr. 69.

Pour ce qui est de la maladie, l'assurance comprend toute la famille des participants. Les sociétés de secours mutuels peuvent donc insérer dans leurs statuts une clause permettant aux familles des sociétaires d'avoir les soins du médecin, les médicaments et de toucher une indemnité de chômage pendant leur *maladie*, quelle qu'en soit la source, blessures, épidémies ou toutes autres infirmités.

§ 3. — Mesures préventives

Elles consistent principalement dans des lois sur l'hygiène en général, dans des prescriptions relatives aux précautions à prendre dans l'emploi de certaines substances, dans l'établissement d'appareils protecteurs.

Voici les principaux textes :

1. *Décret loi du 9 septembre 1848* modifié par la loi du 30 mars 1900. Il fixe la durée maxima du travail à douze heures. La loi de 1900 réduit cette durée à 11 heures au jour de sa promulgation et à 10 h. 1/2 au bout de deux ans.

2. *Loi du 7 décembre 1874* sur les enfants employés dans les professions ambulantes (modifiée par la loi du 19 avril 1897).

3. *Loi du 2 novembre 1892* sur le travail des enfants des filles mineures et des femmes dans les éta-

blissements industriels (modifiée par la loi du 30 mars 1900) fixant l'âge à partir duquel les enfants peuvent être employés (13 ou 12 ans).

4. *Décret du 13 mai 1893* déterminant les travaux interdits à raison des dangers qu'ils présentent, en application de la loi du 2 novembre 1892.

5. *Décret du 15 juillet 1893.*

6. *Loi du 12 juin 1893* (modifiée par la loi du 11 juillet 1903) sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

7. *Décret du 29 juin 1875* réglementant le travail dans les fabriques de vert de Schweinfurt (acétoarsénite de cuivre) prescrit le lavage du sol et des murs des ateliers dans lesquels se fait la dissolution des produits employés. Oblige les patrons à fournir aux ouvriers des appareils protecteurs contre les poussières toxiques.

8. *Loi du 30 mars 1900* modifie la loi de 1892 et le décret loi du 9-14. septembre 1848' relativement à l'âge des travailleurs et à la durée du travail.

9. *Loi du 29 octobre 1900* fixant les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant.

10. *Décret du 18 juillet 1902* sur la céruse réglemente l'emploi du blanc de céruse dans l'industrie de la peinture en bâtiment.

11. *Décret du 21 novembre 1902* interdit l'opération

dite *pompage*. Dans l'industrie de la poterie d'étain (aspiration avec la bouche à l'intérieur des pièces creuses pour s'assurer de leur étanchéité).

12. *Décret du 15 juillet 1904* étendant à tous les travaux de peinture le Décret du 18 juillet 1902.

13. *Décret du 28 juillet 1904* sur le couchage du personnel (aération des locaux, cubage minimum).

14. *Décret du 29 novembre 1904* relatif à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, prescrit l'emploi de procédés d'évacuation ou d'élimination des substances toxiques. Pulvérisation en vase clos des matières irritantes ou toxiques.

15. *Décret du 4 avril 1905* sur la désinfection du linge sale.

16. *Loi sur la céruse* du 20 juillet 1909, interdisant l'emploi de la céruse à partir d'un certain laps de temps dans les travaux de peinture du bâtiment.

§ 4. — Insuffisance de ces textes.

La première série des textes que nous venons d'énumérer constitue certainement un moyen efficace pour mieux assurer l'hygiène des travailleurs, et ont une importance incontestable pour la prévention des maladies professionnelles. Néanmoins, nous sommes obligés de constater qu'ils sont absolument

insuffisants pour assurer la réparation due aux victimes de ces maladies.

La loi sur les mines vient sans doute en aide aux ouvriers mineurs et les met à l'abri du besoin en cas de maladie, mais il n'y a là qu'un cas isolé, qui d'ailleurs impose aux travailleurs le sacrifice d'une partie de leur salaire alors que logiquement le risque devrait être exclusivement à la charge du patron qui tire bénéfice d'une entreprise dangereuse.

Les sociétés de secours mutuels incontestablement rendent de grands services à la classe ouvrière. Moyennant de légers sacrifices, l'ouvrier est assuré de toucher des indemnités qui l'aideront à récupérer la perte du salaire causée par l'accident ou la maladie. Le grand développement que ces sociétés prennent à l'heure actuelle est là pour prouver leur utilité. Mais elles non plus ne suffisent pas pour la réparation des maladies professionnelles. Elles ne sont même pas obligatoires pour l'ouvrier comme les sociétés créées par la loi sur les mines.

Il faut donc que ce dernier y soit affilié. De plus, nous trouvons là encore un sacrifice imposé à l'ouvrier pour le versement des cotisations, sacrifice tout naturel puisqu'il s'agit d'une société se formant librement; mais s'il est légitime en ce qui concerne les maladies étrangères à la profession qu'exerce l'ouvrier, il ne se comprend plus quand il s'agit d'ouvriers travaillant dans les industries insalubres qui

doivent logiquement être indemnisées par le patron du préjudice que leur a causé l'exercice *normal* de leur profession.

D'autre part, les moyens préventifs imposés par les textes précités ont fait beaucoup pour la salubrité, à tel point que l'usage de certains a pu enrayer complètement les conséquences funestes qui résultaient sur la santé de l'emploi de certaines matières toxiques. Tout récemment encore la loi de 1909, interdisant complètement, dans un certain délai, l'emploi de la céruse est sans doute de nature à diminuer considérablement le nombre des victimes des maladies professionnelles. Mais ce ne sont là que des solutions d'espèces; malheureusement, la majorité des poisons industriels ne peut être remplacée par des produits inoffensifs.

*
* *

En résumé, nous n'avons aucun texte général qui assure aux victimes des maladies professionnelles la réparation du préjudice que ces maladies peuvent leur causer.

Heureusement, la jurisprudence précédée d'ailleurs dans cette voie par la doctrine, est venue apporter à l'ouvrier le précieux concours d'une interprétation large des textes. Avant d'étudier ce qu'elle a fait, il n'est pas sans intérêt de jeter un rapide coup d'œil sur les différentes théories qui se

sont succédées depuis la confection du Code civil.

Parmi elles, quelques-unes ne pourraient-elles fournir les éléments utiles à l'établissement définitif d'une construction juridique susceptible d'asseoir solidement le droit à réparation de l'ouvrier victime d'une maladie professionnelle ?

C'est ce que nous allons examiner.

CHAPITRE II

LES DIFFÉRENTES THÉORIES JURIDIQUES

§ 1. — La théorie de la faute délictuelle.

La théorie de la faute délictuelle fondée sur l'article 1382 du Code civil qui stipule que « tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer » a été pendant longtemps la seule ressource fournie à l'ouvrier pour obtenir réparation des préjudices qui pouvaient lui être causés, aussi bien pour les maladies professionnelles que pour les accidents industriels. Pour se rendre compte de l'insuffisance de cette base, dans la plupart des cas, il est indispensable de déterminer minutieusement quelles conditions devaient, nécessairement, remplir les réclamations devant les tribunaux pour être efficaces.

On peut noter deux conséquences principales d'où découlent toutes les autres :

1° C'est à l'ouvrier à faire la preuve de la faute du patron ;

2° Le patron ne peut pas s'exonérer de la responsabilité, qui lui incombe par une clause contractuelle.

1° *C'est à l'ouvrier à faire la preuve de la faute du patron.* — La faute ne se présume pas : c'est donc à celui qui prétend qu'il y a obligation résultant d'une faute, obligation délictuelle, à faire la preuve de l'acte fautif, qui est la source même de cette obligation. L'ouvrier n'est donc protégé ni contre sa propre faute, ce qui peut se comprendre, ni contre les cas fortuits (c'est-à-dire les événements, qui peuvent résulter d'une cause extérieure indéterminable) ni contre les cas de force majeure (c'est-à-dire ceux qui ont pour cause un phénomène de la nature ; tel que foudre, tremblement de terre, etc). Quelle sera la preuve à faire par l'ouvrier ? La plupart du temps il s'agira d'une infraction aux règlements ; le patron n'aura pas pris toutes les précautions voulues, les appareils protecteurs n'auront pas été fournis à l'ouvrier ou encore l'outillage qui lui a été confié était défectueux et a pu ainsi déterminer l'accident ou la maladie. Mais il ne suffit pas que la preuve d'une faute du patron soit relevée, il faut qu'il y ait une relation de cause à effet entre l'accident, la maladie et cette négligence du patron. Il n'est pas sans intérêt de faire cette remarque, car lorsque nous étudierons la Jurispru-

dence, nous verrons qu'elle a varié sur ce point et qu'elle a fini par ne plus exiger, cette relation de cause à effet entre l'accident et la faute.

2° *La deuxième conséquence de cette théorie*, avons-nous dit, c'est que le patron ne peut pas s'exonérer de cette responsabilité par une convention préalable faite avec l'ouvrier. Lorsqu'une obligation a sa source dans un contrat, il est tout naturel, en effet, que les parties au moment de la conclusion de ce contrat, y insèrent les clauses qu'elles désirent [à condition, bien entendu, qu'elles ne soient pas contraires à l'ordre public (Code civil, art. 6)] mais, ici, la source de l'obligation est un délit civil : tout fait constitutif de ce délit tombe nécessairement sous le coup de la loi.

Il faut le reconnaître, la théorie de la faute délictuelle n'est pas du tout protectrice du droit de l'ouvrier ; rarement il pourra obtenir une légitime réparation, de nombreux obstacles, en effet, vont se dresser contre lui.

On ne peut nier la difficulté de la preuve imposée à l'ouvrier. Il faut, avons nous dit, qu'il articule des faits précis. Il le fera au moyen de témoins, mais quels sont ces témoins ? La plupart du temps des ouvriers comme lui, souvent même employés dans la même usine, qui ne pourront déposer en toute indépendance. La crainte de perdre leur place en témoignant contre le patron pourra les faire hésiter à dire

toute la vérité. Comment, d'un autre côté, l'ouvrier surveillera-t-il la procédure, lui, qui, la plupart du temps sera à l'hôpital. S'il est décédé, les difficultés seront encore plus considérables, car la veuve, les enfants, ne sauront comment l'accident s'est passé. Enfin les longueurs de la procédure en ce qui concerne les demandes d'assistance judiciaire le décourageront très souvent.

D'autre part, l'ouvrier aura à tenir tête à des adversaires redoutables : industriels influents, ou compagnies d'assurances que l'expérience aura, malheureusement à juste raison, rendues déflantes. Il est hors de doute qu'avant la loi de 1898, nombre d'ouvriers, ont été dans l'impossibilité d'obtenir, à l'aide de l'article 1382 ce qui, légalement, leur était dû.

C'est ce qui a provoqué une réaction et engagé la doctrine dans la voie d'une nouvelle théorie, à laquelle il faut du moins reconnaître le mérite d'avoir voulu servir la cause ouvrière.

§ 2. — La théorie de la responsabilité contractuelle.

Elle date de 1882 et offre une base toute nouvelle à l'ouvrier pour obtenir réparation. A la responsabilité délictuelle elle substitue la responsabilité contractuelle : la cause de l'obligation du patron n'est plus dans le délit ou le quasi délit civil de l'article 1382,

mais dans la convention même qui lie le patron à l'ouvrier, dans le contrat de louage d'ouvrage. « Elle découle du contrat, dit M. Marc Sauzet (1), comme celle de payer le salaire ». Il y a comme une sorte de convention tacite, conclue entre le patron et l'ouvrier, qui impose au premier le devoir de sauvegarder la santé et la vie de ceux qu'il emploie.

Voici d'ailleurs comment M. Glasson, a résumé cette théorie (2):

« Dans ces derniers temps, dit M. Glasson, certains esprits ont été frappés de la situation difficile de l'ouvrier lorsqu'il doit prouver la faute de son patron. On s'est demandé si les véritables principes du droit ne conduisent pas à une solution contraire. Sans doute, a-t-on dit, le maître doit veiller à la sûreté de ses ouvriers il est tenu de leur livrer des instruments en bon état, de prendre toutes les précautions nécessaires contre les accidents. Mais cette obligation n'a pas sa cause dans l'article 1382, elle naît du contrat même de louage de services. Ce contrat crée des droits et des obligations au profit et à la charge de chacune des parties; pour l'ouvrier obligation de fournir le travail promis et si une chose lui a été remise pour la façonner de préserver cette chose de tout dommage; pour le patron obligation de payer le salaire et aussi de prendre toutes les mesures nécessaires dans l'in-

(1) Cf. MARC SAUZET, *op. cit.*

(2) Cf. GLASSON, *Le Code civil et les classes ouvrières.*

térêt de la vie et de la santé des ouvriers. Par l'effet même du contrat de louage le patron est tenu de livrer à l'ouvrier des outils, des machines, des instruments en bon état ; s'il ne le fait pas, il commet une faute, et lorsqu'un accident se produit c'est à lui de prouver qu'il avait exactement rempli son obligation de fournir des instruments sans défauts et de prendre toutes les précautions exigées par la prudence ».

Quelle est la situation créée à l'ouvrier par cette théorie ?

Par certains côtés elle est avantageuse à l'ouvrier. D'abord en ce qui concerne la preuve, elle n'est plus à sa charge, le patron est responsable de plein droit ; c'est à lui, s'il veut se soustraire à cette responsabilité à prouver que l'accident ne lui est pas imputable soit parce qu'il a pour cause la faute même de l'ouvrier, soit parce qu'il y a eu cas fortuit. Pour obtenir réparation l'ouvrier a donc à établir seulement deux choses :

1° Le fait qui lui ouvre le droit à une indemnité, (accident, empoisonnement pour le cas de maladie professionnelle) et qui est facile à prouver ;

2° L'existence d'un contrat conclu avec son patron : « L'ouvrier, dit M. Marc Sauzet (1), est demandeur, sans doute, mais en démontrant qu'il était bien ouvrier du défendeur, qu'il y a eu contrat il a prouvé la

(1) M. SAUZET, *Op. cit.*

cause génératrice de son droit. » Cet auteur, pour établir ce principe, rapproche cette situation de celle du mandant responsable, d'après l'article 2000 du Code civil, sans qu'il y ait nécessité pour le mandataire de prouver la faute du mandant. « S'il en est ainsi, dit-il, c'est parce que la loi pense que le mandataire dans l'opération exécute, obéit, n'a qu'un rôle subordonné, tandis que le mandant imagine l'affaire, la monte, la dirige. Or, le mandant ne surveille pas le mandataire ; à plus forte raison le patron doit-il être responsable lui qui surveille les ouvriers. »

En somme ce système paraît aboutir au résultat d'imposer au patron l'obligation de rendre à la fin du travail l'ouvrier sain et sauf : il n'y a pas de convention tacite, l'obligation découle du contrat lui-même.

Il est certain que dans les rapports entre patrons et ouvriers, l'art. 1382 n'a pas à intervenir ; il ne doit trouver son application que dans les rapports entre individus qui ne sont pas liés par un contrat. Mais de ce que l'article 1382 ne s'applique pas, de ce qu'il y a lieu de se référer aux règles du contrat de louage, faut-il en conclure qu'en l'absence de toute convention, le patron doit être déclaré responsable de plein droit et que sur lui pèsera le fardeau de la preuve contraire ; en un mot, faut-il admettre qu'il y a renversement de la preuve ? Sans doute lorsqu'une personne liée à une autre par un contrat n'a pas exécuté son obligation, elle ne peut éviter les dommages in-

térêts qu'à la condition de prouver l'existence du cas fortuit ou de la force majeure ; mais pour le cas qui nous occupe il n'est pas établi que le patron n'ait pas rempli son obligation ? C'est précisément la question qui se pose, or la faute ne se présument pas c'est à l'ouvrier à prouver son existence. A supposer d'ailleurs que cette présomption de faute du patron dût exister serait-elle conforme à la réalité des faits ? « Lorsque le législateur, dit M. Glasson (1), établit « une présomption, il doit s'inspirer des faits qui se « produisent *le plus souvent* dans la vie sociale ; or le « plus souvent l'accident provient de la négligence « de l'ouvrier. S'il fallait établir à tout prix une pré- « somption elle devrait donc être en sens contraire « de celle que l'on propose. Mais nous ne voulons pas « plus de privilège au profit du patron qu'en faveur « de l'ouvrier ».

Jusqu'ici nous n'avons étudié que les prétendus avantages de cette théorie et nous venons de constater qu'ils sont tout au moins contestables. Examinons maintenant quels sont les inconvénients que cette théorie apporte à l'ouvrier.

Il faut reconnaître à l'ancienne théorie délictuelle l'avantage de ne permettre à personne de se soustraire aux conséquences de l'art. 1382. Au contraire, si la responsabilité du patron a sa source dans le con-

(1) Cf. GLASSON, *Le code civil et les classes ouvrières*.

trat du travail ne va-t-il pas en résulter nécessairement pour le patron la possibilité, par une clause qui deviendra bientôt du style, d'écarter cette responsabilité? A supposer même qu'il ne fût pas possible de l'écarter, il n'en restera pas moins vrai que la responsabilité dans les contrats se limite, en général, à la faute que ne commettrait pas un administrateur diligent alors que l'art. 1382 s'appliquait même aux fautes les plus légères.

M. Labbé a cru pouvoir trouver un moyen d'éviter ces clauses de style à l'aide de la distinction suivante : Il admettrait la possibilité de s'affranchir de la responsabilité des fautes par une clause insérée, dans le contrat, lorsque ce contrat aurait pour objet des choses matérielles ou serait relatif à des préjudices pécuniaires ; au contraire, s'agirait-il d'un contrat ayant pour objet des personnes et relativement à des atteintes portées à leur vie et à leur santé, cette clause ne pourrait être insérée.

Prétendre que le patron doit rendre l'ouvrier sain et sauf à la sortie du travail c'est aller bien loin, c'est du reste ce qu'a pensé M. Esmein qui a fait à cet égard des réserves fort intéressantes (Sirey 1897.1.20). Il est partisan, lui aussi, de la responsabilité contractuelle, mais avec des modifications importantes. Il critique surtout la solution qui consiste à faire dériver du contrat lui-même, l'obligation de rendre l'ouvrier sain et sauf à la fin du travail. Pour lui,

le patron sera responsable en vertu des principes généraux du louage. Parce qu'il s'agit d'un contrat de bonne foi, chacun des contractants est responsable des vices de la chose qui est remise ou confiée à l'autre partie, alors même que ces vices seraient cachés (art. 1721) à moins toutefois qu'il ait été humainement impossible d'en avoir connaissance. Ces principes étant applicables, sans aucun doute, au louage de choses, il n'y a aucune raison pour ne pas les appliquer au louage d'ouvrage et d'industrie. L'ouvrier n'aura donc à prouver que le vice de construction ; le patron se soustraira à cette responsabilité en établissant comme nous l'avons vu ci-dessus qu'il lui était impossible de connaître ce défaut.

Il est intéressant de signaler encore le système de M. Chavegrin qui pour éviter une objection que l'on pourrait présenter contre le système précédent, à savoir, que l'on suppose toujours que c'est le patron qui manque à son obligation, propose une autre combinaison.

Il se place, il est vrai, au point de vue spécial du voiturier, mais sa théorie pourrait trouver son application en matière de responsabilité industrielle. Voici ce qu'il dit :

« Parmi les accidents dont les voyageurs souffrent, les uns demeurant en dehors de la convention, emportent l'application des articles 1382 et suivants du Code civil et n'obligent le voiturier que si l'on établit

qu'ils proviennent de sa faute ou de celle de ses préposés ; les autres prévus dans la convention incombent au voiturier sauf preuve contraire de sa part. »

Tout compte fait, les théories de la responsabilité contractuelle ne présentent pas de réels avantages pour l'ouvrier, même si on admet l'existence de ces avantages (et ils sont des plus contestables), ils sont compensés par les inconvénients qui découlent nécessairement de cette théorie et qui ne peuvent être écartés par les systèmes les plus ingénieux.

Du reste la Jurisprudence s'est toujours refusée à l'admettre. Au contraire, la théorie objective que nous allons étudier maintenant présente un intérêt réel.

§ 3. — La théorie objective ou du risque créé.

Le point de départ de cette théorie est l'article 1384 qui stipule qu'on est responsable du fait des choses que l'on a « sous sa garde ». La conception traditionnelle fait de cet article une application spéciale de la règle formulée par l'article 1382 ; elle considère l'article 1384, comme annonçant deux nouveaux cas d'extension de l'article 1382, c'est-à-dire les articles 1385, relativement aux animaux domestiques et 1386 relativement aux bâtiments.

La théorie objective, au contraire, voit dans la responsabilité du fait des choses un texte se suffisant à

lui-même et imposant à toute personne qui se sert d'une chose, qui l'utilise, une responsabilité relativement à tous les préjudices que cette chose pourra causer, même en l'absence de toute idée de faute. Il ne s'agit donc pas comme dans l'art. 1382, d'une responsabilité subjective ayant son principe dans une faute imputable à tel ou tel individu, mais d'un fait *matériel*, objectif, le fait d'un dommage causé par une chose inanimée : l'art. 1384 déclare non pas toujours le propriétaire, mais la personne qui *utilise* cette chose, responsable de plein droit du fait de cette chose. « Ce n'est plus, dit M. Saleilles, le propriétaire que l'on considère (comme on le fait, par exemple, dans l'art 1386) mais l'homme dans son activité extérieure. Ce que l'on a sous sa garde, c'est « ce dont on a la « maîtrise extérieure, tout ce que l'on revendique « comme objet d'appropriation en le défendant contre « les tiers, ce que l'on manie directement, dont on se « sert et dont on profite, source de bénéfice d'abord et « par suite de risque corrélatifs ».

Il importe, en effet, de remarquer que « ce n'est pas comme propriétaire que le patron est responsable, il ne s'agit plus comme dans l'art. 1386 d'une charge imposée à la propriété, sous certaines conditions, mais bien d'une charge résultant de la direction industrielle. Toutes les fois, par conséquent, que cette direction passera du patron à l'ouvrier, quand on confiera un instrument isolé à l'ouvrier, l'art. 1384,

ne s'appliquera pas ; mais quand, au contraire, l'ouvrier aura un rôle *d'activité passive*, l'article 1384 donnera droit à réparation pour l'ouvrier.

Remarquons d'ailleurs que cette idée de responsabilité sans faute, fondée sur le profit que l'on peut tirer d'une chose, se rencontre ailleurs dans le Code civil. En vertu de l'article 1384 : les parents, les maîtres, les patrons sont responsables de plein droit des dommages que peuvent causer leurs enfants, élèves ou apprentis. Il en est de même des employés, gens de service, ouvriers travaillant, non plus à titre d'apprentis, mais pour le compte du chef d'industrie. Mais il y a une différence entre ces deux catégories de personnes : alors que les gardiens des personnes de la 1^{re} catégorie peuvent se disculper en prouvant l'absence de faute, les patrons des employés, gens de service, ouvriers, ne le peuvent pas. En voici la raison : c'est que dans le premier cas, il s'agit d'une catégorie de personnes qui ne sont pas *une activité au service du maître*, dont le patron ne tire pas *bénéfice*, alors que le contraire existe pour les employés, gens de service ou ouvriers. Cette différence est d'ailleurs très logique : celui qui a la jouissance d'une chose doit en supporter les risques, contre partie des avantages qu'il en retire.

Conséquences de cette théorie. — Les conséquences de cette théorie sont extrêmement importantes et donnent à l'ouvrier une protection très étendue.

1° D'abord puisqu'il n'y a pas de présomption de faute ce système peut être appliqué aux sociétés industrielles et aux personnes morales de tout ordre (sans avoir à rechercher si elles sont capables ou non de fautes personnelles) ;

2° Le demandeur en indemnité n'a pas à prouver la faute du propriétaire ; on évite ainsi pour l'ouvrier les difficultés de preuve de la vieille théorie délictuelle.

« L'article 1384, dit M. Josserand (1), ne contient pas le mot « faute », il rattache l'obligation au seul fait de l'objet, animé ou non qui a causé le préjudice. Exiger la preuve d'une faute commise par le défendeur, c'est ajouter au texte, c'est l'altérer, en le complétant par l'art. 1382, en le combinant avec une disposition qui appartient à un ordre d'idées bien différent : c'est se substituer au législateur et troubler la teneur de la loi d'une si parfaite limpidité. »

On soutient il est vrai, comme nous le disions en commençant, que l'article 1384, annonce l'article 1385, que le Code a voulu opposer le dommage causé *par le fait des choses* au dommage causé *par le fait des personnes* et que le *fait* dont il s'agit dans les deux cas est « un mouvement actif et propre qui ne peut émaner que d'un être vivant » ; de même dit-on l'expression « avoir sous sa garde » ne peut s'ap-

(1) JOSSERAND, *Responsabilité du fait des choses inanimées*.

pliquer qu'à une chose animée. Comme l'a fort bien dit M. Josserand, il est excessif de prétendre qu'un fait éveille l'idée de mouvement ; si le Code a employé ce mot c'est à dessein : ce terme vague convient bien mieux qu'un terme trop précis. Le même raisonnement peut être tenu en ce qui concerne le mot « garde », parfaitement choisi pour l'idée un peu vague qu'il évoque ; on ne peut vraiment soutenir qu'on ne garde que des choses animées, on dit fréquemment qu'un conducteur de train, par exemple, a la machine « sous sa garde ».

L'ouvrier victime d'un accident, ou plus spécialement, atteint par une maladie professionnelle n'aura donc à prouver qu'un rapport de causalité entre la chose et le dommage ; le propriétaire sera non seulement responsable de plein droit, mais ne pourra même pas s'exonérer de cette responsabilité par une clause formelle insérée dans le contrat, car l'obligation n'a pas sa source dans le contrat mais dans la loi. Autre conséquence de ce que l'obligation n'est pas contractuelle, toute personne atteinte par la chose, qu'elle soit au service du patron ou non, sera protégée.

2° Contrairement à la théorie de la responsabilité contractuelle qui permet au patron de se soustraire à la responsabilité du dommage causé, en établissant qu'il n'a commis aucune faute, la personne qui utilise la chose, le patron, pour le cas qui nous occupe, ne

peut se soustraire à son obligation. Comme la responsabilité du fait d'autrui, la responsabilité du fait des choses est absolue; l'article 1384 pose le principe et il n'y est point dérogé. Par conséquent, à moins de cas de force majeure, le patron sera toujours responsable, même s'il y a cas fortuit;

3° Enfin, comme nous l'avons fait ressortir ci-dessus, il n'est pas nécessaire d'être propriétaire, il suffit de se « servir de la chose » d'en tirer profit.

Cette théorie permet, en l'absence de textes, de faire aux victimes des maladies professionnelles une situation bien préférable à celle qui résulte des deux systèmes précédents : Responsabilité délictuelle et théorie contractuelle.

*
* *

Le court exposé de ces théories prouve que la Jurisprudence a su trouver jusqu'à ce jour des bases juridiques assez solides pour pouvoir, même avant toute intervention législative en ce qui concerne les maladies professionnelles, améliorer dans une certaine mesure la situation des victimes de ces maladies.

Dans le chapitre suivant nous nous proposons d'étudier ce qu'elle a fait, et d'examiner les solutions qu'elle a données toutes les fois que des questions concernant les maladies professionnelles lui ont été soumises.

CHAPITRE III

LA JURISPRUDENCE

§ 1. — L'attitude de la jurisprudence avant la loi de 1898.

Pendant longtemps la jurisprudence n'a fondé la responsabilité du patron que sur l'art. 1382 du Code civil. Jusqu'à la loi du 9 avril 1898, en effet, pour qu'un ouvrier pût obtenir réparation d'un accident ou d'une maladie causée par l'exercice de sa profession, — il était nécessaire qu'il y eût faute du patron et que cette faute fût démontrée par le plaignant. De plus, il devait y avoir relation de cause à effet entre l'acte fautif du patron et le dommage qui en était résulté pour l'ouvrier. Le juge examinait donc si l'auteur du fait dommageable avait pu prévoir ce qui allait survenir et s'il aurait pu l'éviter. Cette conception très étroite de la responsabilité était tout à fait défavorable à l'ouvrier, puisque comme nous l'avons vu plus haut, la preuve qui lui était imposée était pleine de difficultés et dans la majorité des cas impossible à établir pour l'ouvrier.

Mais le rôle de la Jurisprudence ne consiste pas à s'en tenir à la lettre d'un texte, à « se figer », pour ainsi dire, dans une interprétation immuable. Elle doit s'attacher à étudier l'esprit d'un texte et surtout à adapter son interprétation aux idées des temps qu'elle traverse.

« Si, dit M. Saleilles (1), le droit naît de l'histoire, « encore faut-il fournir les organes nécessaires pour « se dégager de l'état diffus qui est celui de la coutume, et pour se cristalliser en formule positive. « Cet organe ne peut être que la Jurisprudence.

« Si nous cherchons à apprécier à ce point de vue « le Code civil français, nous devons reconnaître « avant tout, le rôle considérable qu'il laisse au juge, « rôle que pendant longtemps on a beaucoup trop « méconnu. »

D'ailleurs, il est à remarquer que les auteurs mêmes du Code civil n'avaient pas une conception du rôle du juge si éloignée de celle dont nous avons parlé. Dans le discours préliminaire du projet du Code civil voici ce qu'on lit :

« Un Code quelque complet qu'il puisse paraître « n'est pas plutôt achevé que mille questions inattendues viennent s'offrir au magistrat. Car les lois, « une fois rédigées, demeurent telles qu'elles ont été « écrites. Les hommes au contraire, ne se reposent

(1) Le Code civil et la méthode historique. Centenaire du Code civil.

« jamais : ils agissent toujours, et ce mouvement qui
 « ne s'arrête pas, et dont les effets sont diversement
 « modifiés par les circonstances, produit à chaque
 « instant, quelque combinaison nouvelle, quelque
 « nouveau fait, quelque résultat nouveau.

« Une foule de choses sont donc nécessairement
 « abandonnées à l'empire de l'usage, à la discussion
 « des hommes instruits, à l'arbitraire des juges.

« L'office de la loi est de fixer par des grandes vues
 « les maximes générales du droit, d'établir des prin-
 « cipes féconds en conséquences et non de descendre
 « dans le détail des questions qui peuvent naître sur
 « chaque matière.

« C'est au magistrat et au jurisconsulte, pénétrés
 « de l'esprit général des lois à en diriger l'application.»

Et plus loin :

« Il serait sans doute désirable que toutes les ma-
 « tières fussent réglées par les lois. .

« Mais à défaut de texte précis sur chaque matière,
 « un usage ancien, constant et bien établi, une suite
 « non interrompue de décisions semblables, une
 « opinion et une maxime reçues, tiennent lieu de Loi. » .

§ 2. — L'influence de l'école historique.

Sous l'influence de l'école historique dont les prin-
 cipes, comme nous venons de le voir, ne sont pas en

contradiction avec l'esprit même dont étaient animés les auteurs du Code civil, la Jurisprudence a mieux compris son rôle.

Elle a abandonné peu à peu, sans d'ailleurs s'écarter encore de l'application de l'art. 1382, l'ancienne conception qu'elle se faisait de la faute.

« Cette recherche de la faute individuelle et toute
« subjective, dit M. Saleilles a fait place dans la pra-
« tique de la Jurisprudence à la simple constatation
« matérielle de l'aménagement industriel ; et la faute
« du patron, sans autre analyse subjective, consiste
« pour la Jurisprudence à avoir un outillage insuffi-
« samment perfectionné, à n'avoir pas de règlements
« d'atelier suffisamment rigoureux. En d'autres
« termes la Jurisprudence se fait un idéal de ce que
« doit être l'aménagement d'une usine ; et elle consi-
« dère qu'il y a faute dès que cet aménagement laisse
« à désirer sur un point, dès que l'organisation du
« travail se trouve à ne pas réaliser les conditions de
« perfectionnement, qui, pour la jurisprudence tou-
« jours, doivent constituer le type des progrès ou de
« sécurité industriels.

Ce système permettait ainsi aux victimes des maladies professionnelles, et avant 1898 aux victimes d'accidents industriels d'obtenir plus facilement réparation. Toute analyse subjective de la faute étant mise de côté, l'ouvrier n'aura qu'à faire la preuve du manque de précaution, du vice dans l'aména-

gement industriel et la faute sera ainsi démontrée.

Malgré cela l'ouvrier n'était pas suffisamment protégé, il fallait faire un pas de plus et supprimer ce dernier vestige de l'idée de faute, lui substituer la notion du risque, rendre responsable celui qui en agissant a pris à sa charge les conséquences de son fait et de son activité.

Quelques arrêts intéressants. — Le jugement où les tendances de la jurisprudence paraissent le plus nettement s'inspirer de cette théorie est l'arrêt de la Cour de cassation du 16 juin 1896. Même avant cette époque, on peut d'ailleurs relever quelques décisions qui semblent tendre à ce résultat.

Le tribunal de Gien. — (S. 90.2.14) dans un jugement du 26 avril 1888 reconnaît la responsabilité du patron, alors qu'aucune faute ne pouvait lui être reprochée, dans un accident où un ouvrier avait eu un doigt lacéré par une scie circulaire.

Cette théorie fût d'ailleurs repoussée par la Cour d'Orléans qui sur appel repoussa le jugement.

A noter encore, dans le même ordre d'idées, l'arrêt du 21 juin 1825 (S. 97, 2.33) du Conseil d'Etat, l'arrêt de la Cour de Dijon du 26 déc. 1825 (locomobile).

Quant à l'arrêt de la Cour de cassation du 16 juin 1896 (S. 97. 1.17. Chambre civile), il mérite que nous nous y arrêtions un peu, car il fait époque,

comme nous l'avons dit, dans l'histoire de la théorie de la responsabilité.

La machine d'un remorqueur avait fait explosion par suite d'un vice de construction, le mécanicien succomba à la suite de brûlures provenant d'un jet de vapeur. Le propriétaire du remorqueur fut déclaré responsable, bien qu'on ait eu à lui reprocher aucune faute, et bien qu'il n'ait pu connaître le vice de construction. La Cour n'admettait pas non plus qu'il put se soustraire à cette responsabilité en prouvant la faute du constructeur de la machine. L'article du Code civil invoqué par l'arrêt est l'art. 1384 : on est responsable des choses que l'on a sous sa garde. Dans l'espèce ci-dessus, le propriétaire du remorqueur eût pu seulement échapper à cette responsabilité en prouvant le cas fortuit ou la force majeure.

Nous n'entreprendrons pas ici la discussion de cet arrêt, puisqu'en définitive il semble adopter une théorie que nous avons eue l'occasion d'examiner. Nous avons simplement voulu montrer le terme d'une évolution jurisprudentielle qui consacre la responsabilité d'une personne en dehors de toute faute.

§ 3. — La loi de 1898 et ses conséquences.

La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail supprima toute contestation possible en consacrant le principe du risque professionnel. La reconnais-

sance de ce principe par le législateur ouvrirait un nouveau champ d'action à la jurisprudence. D'abord, elle l'incitait plus que jamais à admettre la responsabilité du propriétaire d'une chose, ou de celui qui s'en sert sans aucune faute de sa part.

Il convient à ce sujet pour fixer les idées de signaler quelques décisions qui sont particulièrement caractéristiques de l'orientation prise par la jurisprudence.

C'est ainsi, tout d'abord, qu'il faut citer l'arrêt du 1^{er} juin 1904 de la Cour d'Aix (D. 1904. 1. 163), admet l'application de l'art. 1384 relativement à la chute d'une enseigne : Un passant avait été blessé par la chute d'un grand châssis en bois portant une enseigne. Le comité électoral propriétaire de cette enseigne fut déclaré responsable comme ayant cette chose « sous sa garde ». Un recours il est vrai fut ouvert au propriétaire contre l'entrepreneur qui l'avait placée, néanmoins la Jurisprudence au lieu de rendre responsable immédiatement l'entrepreneur s'attaqua d'abord au propriétaire. Et les conséquences peuvent être très importantes la question de solvabilité pouvant se poser.

Un autre jugement, celui du 23 janvier 1903 du tribunal civil de la Seine est ainsi tout à fait significatif. Un locataire renverse de l'eau sur un plancher, ce liquide, en traversant le plancher tombe dans un atelier d'imprimerie. Or, un précédent locataire avait

répandu à la même place de l'acide sulfurique, l'eau en s'en imprégnant acquit des propriétés corrosives qui dégradèrent la machine à imprimer. Le propriétaire fut déclaré responsable, bien qu'ayant complètement ignoré ce détail, parce que l'immeuble devait être considéré « comme étant sous sa garde et sa surveillance puisqu'il en était propriétaire ». On trouve ainsi quelques décisions rendant le propriétaire responsable (toujours en vertu du même article 1384) de la chute d'arbres sur la voie publique.

*
* *

La loi de 1898 eût aussi un autre effet heureux en ce qui concerne les maladies professionnelles. Toutes les fois, en effet, qu'une maladie professionnelle s'est produite dans des conditions qui présentent *une analogie avec les accidents* du travail visés par la dite loi, les tribunaux se sont efforcés de leur faire l'application de cette loi.

C'est ainsi, entre autres que :

1° Le tribunal de Rennes par un jugement du 8 mars 1901 admet l'application de la loi de 1898 pour une inoculation charbonneuse survenue en manipulant des peaux contaminées dans l'usine du patron ;

2° Même décision dans des arrêts de la Cour de Rennes du 13 janvier 1902 et de la Cour de cassation du 3 novembre 1903 (Chambre des requêtes).

Dans ces différents cas, en effet, l'empoisonnement avait un caractère soudain qui permettait de le considérer comme un accident ;

3° Le tribunal de Vienne (24 janvier 1903) admettait l'application de la loi de 1898 par l'Intoxication saturnine. Dans l'espèce elle présentait un caractère brusque et soudain résultant d'émanations méphytiques et nocives de vapeurs ;

4° La Justice de Paix de Paris (29 avril 1900) et la Cour d'appel de Limoges (22 juillet 1904) consacraient la même solution pour le durillon forcé.

Le tribunal civil de Saint-Etienne, 28 mai 1906, appliquait la loi de 1898 à un ouvrier verrier atteint d'une maladie contagieuse pour s'être servi d'une canne de verre contaminée par un de ses camarades. Des décisions de même nature ont été rendues par la justice de paix de Lyon 4 juillet 1902, Trib. civ. de Lyon 7 août, 1902, Trib. civ. de Montbrison, 21 fév. 1903, Cour d'appel de Lyon, 3 août 1903, Cour d'appel de Lyon, 20 mars 1907 etc (1).

*
* *

La Jurisprudence se montre donc très large, mais encore faut-il qu'il y ait un point de contact avec la loi de 1898.

(1) Il est intéressant de signaler que par un arrêt du 14 mars 1905 le Tribunal civil de Pontoise a appliqué la loi de 1898 dans un cas de tuberculose.

Aussi avons-nous des décisions contraires lorsque ce point de contact n'existe pas, ou encore lorsqu'il s'agit de certains tribunaux qui ont une interprétation plus étroite.

Ainsi la Cour de Nancy par un arrêt de 12 février 1901 a refusé de faire droit à une demande d'indemnité faite par un parqueteur, qui avait eu une inflammation aiguë d'une bourse séreuse consécutive à l'exercice de la profession. La lésion ici présentait le caractère nettement professionnel. Même décision de la Cour de cassation chambre des requêtes du 23 juillet 1902. La Cour de Grenoble refusa également l'application de la loi de 1898 relativement à l'état variqueux résultant de l'exercice de la profession; la Justice de Paix de Paris (12 déc. 1900) écarte l'application de la loi de 1898 pour l'eczéma, résultant de la pratique normale de la profession (manipulation prolongée de substances malsaines). On a refusé également l'application de la loi de 1898 à des ouvriers manipulant le pétrole ayant des affections sous-cutanées résultant du contact habituel avec le pétrole.

A signaler encore comme cas de non application de la loi de 1898 : Intoxication saturnine Trib. Civ. du Havre, (4 mars 1905). Trib. civ. de Lure (17 déc. 1902; Cour d'appel de Besançon 20 mars 1903 (mains gelées); Cour d'appel de Grenoble 25 janvier 1907; Dermatite de la main par contact journalier de substances caustiques; Cour d'appel d'Angers 24 mai 1901

(Hernier résultant d'un effort professionnel normal) etc.

On a pu se rendre compte par l'exposé qui précède des efforts qui ont été faits par la Jurisprudence soit avant la loi de 1898 en adoptant des théories très larges, soit depuis en essayant de se rattacher à cette loi, les cas de maladie professionnelle qui peuvent y être englobés. Mais malgré tous ces efforts la nécessité d'une intervention législative en ce qui concerne les maladies professionnelles se fait sentir. D'abord les théories les plus favorables à l'ouvrier pourraient ne pas être admises universellement par la Jurisprudence et il n'y aucune raison pour qu'un malheureux également empoisonné par une substance toxique soit moins protégé à un endroit qu'à l'autre. Ensuite, à supposer même que mue par un noble sentiment la jurisprudence en France admit universellement l'application de l'art. 1384 aux victimes des maladies professionnelles, il y aura toujours la question d'indemnité à régler, et sur ce point l'on restera dans le vague. C'est l'occasion ici de répéter ce que disait M. Glasson dans son mémoire sur le « Code civil de la classe ouvrière » en 1886 : « J'aime mieux des lois précises qui évitent les contestations. La Jurisprudence n'a pas non plus la solidité de la loi : « plus d'une fois un arrêt nouveau s'écarte d'une décision antérieure. Les hésitations de la Jurisprudence sont même plus souvent à craindre dans « le silence de la loi pour les contestations entre pa-

« trons et ouvriers où les tribunaux touchés par des
« raisons d'humanité, restent indécis entre l'équité et
« l'application rigoureuse du droit commun des au-
« tres contrats. »

*
* *

Du reste, certains pays nous ont devancés sur ce point et leur expérience pourra nous être utile ; il nous suffira, pour le constater, de jeter un coup d'œil sur ce qui a été fait à l'étranger.

TROISIÈME PARTIE

La législation des maladies professionnelles à l'étranger.

Actuellement il n'y a guère que la Suisse et l'Angleterre dont la législation prévoie la réparation des maladies professionnelles. Dans certains pays, comme l'Italie la question est encore à l'étude; d'autres comme l'Allemagne et l'Autriche l'ont résolue en partie, du moins, grâce à l'assurance contre la maladie.

SUISSE.

Bien avant l'Angleterre, la Suisse avait voté une loi concernant à la fois les accidents du travail proprement dits et les maladies professionnelles.

§ 1. — Textes législatifs.

La loi fédérale du 23 mars 1877, dans son article 5, disait: « Le Conseil fédéral désignera, en outre, celles

des industries, dont l'exercice suffit à engendrer certaines maladies graves, auxquelles s'étendra la responsabilité prévue pour les accidents. »

La loi fédérale du 25 juin 1881 sur la responsabilité civile des fabricants vint la modifier. Son article 3 se réfère encore aux maladies professionnelles, il stipule, en effet, que « dans les industries que le Conseil Fédéral, (en exécution de l'article 5, lettre *d*, de la loi sur le travail dans les fabriques), désigne comme engendrant des maladies graves, le fabricant est, en outre, responsable du dommage causé à un employé ou à un ouvrier par une de ces maladies, lorsqu'il est constaté qu'elle a exclusivement pour cause l'exploitation de la fabrique ».

Enfin, il fut fait application de cet article 3 à deux reprises :

La première fois, le 17 octobre 1882 dans le règlement concernant la fabrication de la vente des allumettes. Ce règlement considère cette industrie comme susceptible d'engendrer des maladies dangereuses et la soumet aux dispositions de l'art. 3 de la loi du 25 juin 1881.

La deuxième fois, dans une circulaire du 29 novembre 1884 du Conseil fédéral aux Gouvernements cantonaux qui étend aux ateliers de tissage Jacquard, employant des poids de plomb, les dispositions de l'article 5, § d de la loi de 1877.

§ 2. — L'arrêté du Conseil fédéral du 19 déc. 1887.

Enfin un texte ayant vraiment un caractère général est l'arrêté du Conseil fédéral du 19 décembre 1887, modifié et étendu par celui du 18 janvier 1901.

L'arrêté du 19 décembre 1887, désigne dans son article premier : les industries soumises à la responsabilité civile ; ce sont celles qui emploient les poisons suivants :

1° Plomb, 2^a Mercure et ses combinaisons ; 3° Arsenic et ses combinaisons ; 4° Phosphore ; 5° certains gaz irrespirables (acide sulfureux, acide hypoazoteux, acide azoteux, vapeur d'acide azotique, acide chlorhydrique, chlore, brome, iode, acide fluorhydrique, acroléine ; 6° gaz vénéneux (acide sulfhydrique, sulfure de carbone, oxyde de carbone, acide carbonique) ; 7° Cyanogène et ses composés ; 8° Benzine ; 9° Aniline ; 10° Nitroglycérine ; 11° Virus de la variole, du charbon et de la morve ;

L'article 2 soumet les industries ci-dessus désignées à la responsabilité civile en ce qui concerne les maladies dont l'origine professionnelle sera démontrée.

§ 3. — L'arrêté du 18 janvier 1901.

L'arrêté du 18 janvier 1901, a abrogé ces dispositions ;

D'abord il étend considérablement la liste des industries visées : Voici, en effet, quelles sont les substances qu'il désigne comme donnant naissance à des maladies graves ;

« 1. Plomb, ses combinaisons (litharge, céruse, minium, extrait de saturne, etc.) et alliages (métal d'imprimerie, etc.) ;

2. Mercure et ses combinaisons (sublimé, nitrate de mercure, etc.) ;

3. Arsenic et ses combinaisons (acide arsénique, acide arsénieux, etc.) ;

4. Phosphore blanc ;

5. Oxychloride de Phosphore, chlorure de phosphore, chlorure de phosphore et hydrogène phosphoré ;

6. Bichromate de potassium et de sodium ;

7. Chlore, brome, iode ;

8. Acide chlorhydrique et acide fluorhydrique ;

9. Acide sulfureux ;

10. Acide hypoazoteux, acide azoteux et vapeurs d'acide azotique ;

11. Ammoniaque ;

12. Acide sulfhydrique ;

13. Sulfure de carbone ;
14. Oxyde de carbone et acide carbonique ;
15. Chlorure sulfureux ;
16. Tetrachlorure de carbone ;
17. Gaz phosgène ;
18. Chloroforme ;
19. Chlorure de méthyle et chlorure d'éthyle ;
20. Bromure de méthyle et bromure d'éthyle ;
21. Iodure de méthyle et iodure d'éthyle ;
22. Sulfate de diméthyle ;
23. Acroléine ;
24. Nitroglycérine ;
25. Cyanogène et ses combinaisons ;
26. Benzine de pétrole ;
27. Benzol ;
28. Mononitrobenzol et dinitrobenzol ;
29. Dinitrosoluol ;
30. Aniline ;
31. Phénylhydrazine ;
32. Acide Phénique ;
33. Virus de la variole, du charbon et de la morve.

L'article 2 stipule que « Dans le cas de maladies graves et nettement déterminées, provoquées d'une manière certaine et absolue par l'emploi ou la présence des substances énumérées plus haut, les industries désignées à l'article précédent sont soumises à la responsabilité prévue à l'article 3 de la loi du 25 juin 1881, sur la responsabilité civile des fabri-

cants et à l'article 1^{er} de la loi du 26 avril 1887, concernant l'extension ou la responsabilité civile. »

*
* *

La loi suisse ne laisse rien à désirer en ce qui concerne les industries qu'elle désigne comme susceptibles d'engendrer des maladies professionnelles ; la liste nous paraît tout à fait complète.

Au contraire, en ce qui concerne le droit à indemnité, ce système nous paraît critiquable. Il ne consacre pas le principe d'une indemnité transactionnelle et forfaitaire qui évite la recherche du caractère professionnel de la maladie toujours très difficile à établir. Il faut, en effet, d'après la loi suisse, que l'ouvrier fasse la preuve de l'origine professionnelle de la maladie ; s'il y réussit il obtient, non plus un tant pour cent du préjudice qu'il a subi, mais la totalité qui lui est due. On peut s'en rendre compte en considérant ce que peut comprendre l'indemnité en cas de mort (1).

En apparence le système suisse pour sembler plus

(1) En vertu de la loi de 1881, « les frais quelconques de la tentative de guérison, le préjudice souffert par le défunt pendant sa maladie par suite d'incapacité totale ou partielle de travail, les frais funéraires, le préjudice causé aux membres de la famille, à l'entretien desquels le défunt était tenu au moment de sa mort ».

juste, puisqu'en somme il cherche à n'attribuer une indemnité que quand elle est réellement due, mais alors à la donner complète. Malheureusement, nous avons eu d'ailleurs l'occasion de nous en rendre compte en étudiant la théorie de la responsabilité délictuelle, les preuves sont particulièrement difficiles à établir pour l'ouvrier, et il risquera ainsi de ne rien toucher du tout. Nous préférons donc de beaucoup l'indemnité transactionnelle et forfaitaire qui est à la base de la loi de 1898 et du projet de la commission sur les maladies professionnelles. Il sacrifie sans doute une partie des avantages de la loi suisse, mais en évite les grands inconvénients.

ANGLETERRE

L'Angleterre a eu, comme nous et même avant nous, une loi fixant les indemnités dues aux victimes d'accidents du travail. Les revendications ouvrières attirèrent de plus en plus l'attention du législateur anglais. Aux systèmes de la « common law » (loi non écrite) et de l'exception du « common employment » [cette dernière permettant au patron de se soustraire à la responsabilité qui peut lui incomber dans les accidents industriels, toutes les fois que l'accident a été le résultat d'une maladresse

d'un des camarades du blessé « follow servant » au cours d'un travail commun « common employment »] à ces systèmes, dis-je, ont succédé l'act de 1880 et surtout le Worksmen compensation act de 1897 qui est venu consacrer le principe du risque professionnel.

Mais cette loi de 1897, comme notre loi du 9 avril 1898, a laissé de côté la question des maladies professionnelles. Bientôt, cependant, un projet fut déposé, au nom du gouvernement par le secrétaire d'Etat de l'Intérieur, M. Gladstone. Ce projet apportait non seulement certaines modifications à la loi primitive sur les accidents du travail, mais un article (l'art. 9) était consacré spécialement aux maladies professionnelles. Après des modifications assez nombreuses insérées au cours de la discussion parlementaire, modifications visant plutôt la forme que le fond, ce projet devint la loi du 21 décembre 1906.

La question des maladies professionnelles est réglée par l'article 8, que nous allons seul examiner, le reste de cette loi se rapportant exclusivement aux accidents du travail proprement dits.

§ 1. — Caractéristiques du système anglais.

Le système anglais est particulièrement intéressant en ce qu'il se rapproche beaucoup de la propo-

sition de loi arrêtée par la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

1° Comme le projet de la commission française le législateur anglais n'a point voulu établir pour les maladies professionnelles, un système différent de celui des accidents du travail. Il se borne donc à assimiler, sous certaines conditions, les maladies professionnelles aux accidents déjà garantis par la loi de 1897 et celle de 1901 sur les usines et ateliers, en faisant seulement les modifications rendues nécessaires à raison de l'objet spécial de la loi.

Il° Comme dans le projet français il y a un tableau annexé à la loi désignant les maladies garanties et les professions assujetties; ce sont : L'anthrax, les intoxications causées par le plomb, le mercure, le phosphore, l'arsenic et leurs conséquences et l'ankylostomiase. Voici du reste le début de l'article 8.

« Dans le cas où le médecin chargé de délivrer le
« certificat, et nommé, en vertu de la loi de 1901 sur
« les usines et ateliers, pour le district où l'ouvrier
« travaille, certifiera que cet ouvrier est atteint d'une
« des maladies énumérées dans la 3^e cédula annexée
« à la présente loi et que cette maladie le rend inca-
« pable de gagner son salaire normal en effectuant
« le travail auquel il était employé ;

« Dans le cas où l'ouvrier, par application de
« l'une des dispositions de la loi de 1901 sur les
« usines et ateliers a interrompu son travail habi-

« tuel par suite d'une des maladies susdites qu'il y a
« contractée ;

« Dans le cas où il meurt des suites d'une de ces
« maladies ; et lorsque la maladie est provoquée par
« la nature du travail que l'ouvrier a effectué pen-
« dant les douze mois qui ont précédé la date de son
« incapacité ou celle de l'interruption de son travail
« (qu'il ait été employé par un ou plusieurs em-
« ployeurs), l'ouvrier ou ceux qui sont à sa charge,
« ont droit, en vertu de la présente loi, à une in-
« demnité, *comme si la maladie ou l'interruption de*
« *travail susdites étaient le résultat d'un accident oc-*
« *casionné par ou pendant le travail*, avec les modifi-
« cations suivantes :

a) L'incapacité ou l'interruption de travail dans
ces cas seront considérées comme le résultat de
l'accident.

Comme dans le projet de la commission, c'est le
dernier employeur qui aura occupé l'ouvrier au tra-
vail qui a occasionné la maladie qui devra l'indem-
nité. Le texte du projet de loi français est tout à fait
analogue, voici ce que dit le dernier paragraphe de
son article 3 : « Le dernier des employeurs respon-
« sables sera tenu vis-à-vis de la victime ou de ses
« ayants droit pour le tout de l'indemnité sauf son
« recours contre les employeurs précédents. »

III° Il est très difficile de pouvoir arriver à détermi-
ner le caractère professionnel de la maladie, aussi,

la loi anglaise, comme notre projet français, a pris une mesure propre à éviter toute contestation à cet égard. Si l'ouvrier, à l'époque de l'incapacité ou de l'interruption de travail, était employé à l'un des travaux énumérés par le tableau annexé à la loi et si la maladie qui s'est déclarée est celle qui correspond dans le dit tableau à la profession visée par cette cédule ou ne mettra pas en doute le caractère professionnel de cette maladie, à moins que le certificat du médecin n'affirme le contraire. Voici du reste le texte du § 2 de l'article 8 de la loi anglaise :

« Si à l'époque de l'incapacité ou de l'interruption
 « de travail l'ouvrier était, ou venait d'être employé
 « à l'un des travaux énumérés dans la 2^e colonne
 « de la 3^e cédule annexée à la présente loi, et si la
 « maladie dont il est atteint est celle qui leur corres-
 « pond dans la 1^{re} colonne de cette même cédule,
 « cette maladie sera, à moins de preuve contraire
 « fournie par l'employeur, tenue pour une consé-
 « quence de la nature du travail, sauf dans le cas où
 « le médecin chargé de délivrer les certificats, cer-
 « tifiera, que, à son avis, la maladie n'a pas été pro-
 « voquée par la nature de ce travail. »

Nous verrons bientôt, que le projet français a le même caractère transactionnel et forfaitaire. Il va cependant un peu plus loin, car la présomption qu'il admet, à cet égard, ne souffre pas la preuve contraire (art. 2 du projet de la commission).

IV. — En ce qui concerne la responsabilité des anciens patrons, nous trouvons une grande analogie entre la loi anglaise et le projet français. Voici ce que dit la loi anglaise dans les décisions du § C du 1^{er} de l'art. 9.

« 1^o L'ouvrier ou ceux qui sont à sa charge fourniront à cet employeur (le dernier au cours du délai de responsabilité de douze mois) s'il les en requiert, toutes les indications qu'ils peuvent posséder relativement aux noms et adresses de tous les employeurs qui l'ont occupé pendant le délai de douze mois. A défaut de ces indications, ou, si elles sont insuffisantes pour permettre à l'employeur d'agir conformément aux dispositions ci-dessous, le dit employeur ne sera pas tenu de payer l'indemnité, s'il prouve que ce n'est pas pendant la période où il a employé l'ouvrier que celui-ci a contracté cette maladie.

« Si le dernier employeur allègue que l'ouvrier n'a contracté la maladie que pendant qu'il était sous les ordres d'un autre, il peut citer cet autre employeur devant l'arbitre et s'il prouve cette allégation, cet autre employeur sera lui-même tenu de payer l'indemnité ;

« 3^o Si la maladie est de celles qui se développent lentement, tout employeur qui, pendant le dit délai de douze mois, aura employé l'ouvrier à un travail duquel elle résulte, sera tenu de verser à l'em-

« ployeur débiteur de l'indemnité une contribution
« dont le montant sera, à défaut d'accord, déterminé
« par l'arbitrage prévu par la présente loi pour le règlement des indemnités.

« d) Le chiffre de l'indemnité sera proportionnel
« au salaire payé à l'ouvrier par l'employeur débiteur
« de cette indemnité. »

Cette responsabilité des anciens patrons a été également admise par l'article 3 du projet de la commission.

Le § 6 de la loi anglaise stipule que :

« Le secrétaire d'Etat peut édicter des règlements
« pour étendre, en les modifiant ou non, les dispositions du présent article à d'autres maladies ainsi
« qu'aux préjudices, autres que ceux qui résultent
« d'un accident, provoqués par la nature de travaux
« énumérés dans ces règlements. »

Le gouvernement anglais a, du reste, constitué une commission officielle, ayant pour rôle, l'étude des affections d'origine professionnelle susceptibles de rentrer dans le cours de la loi anglaise. Chez nous c'est la commission supérieure des maladies professionnelles qui doit, d'après le projet, être chargée d'étendre, si besoin est, à de nouvelles affections professionnelles, les bénéfices de la loi.

*
* *

Critique du système anglais. — Le système anglais paraît donc avoir résolu d'une manière satisfaisante la question de la réparation due aux victimes des maladies professionnelles. Toutefois, il y a certaines critiques de détail à lui adresser.

La troisième cédula, qui, comme nous l'avons vu, désigne les maladies professionnelles avec les indications correspondantes, reste beaucoup trop dans le vague. Elle ne désigne pas suffisamment les diverses maladies qui peuvent être causées par des poisons industriels, il en est de même pour les professions correspondantes indiquées d'une manière bien trop générale à ce point de vue.

Le tableau annexé à la loi prévu par l'article 2 du projet français semble beaucoup plus précis. En déterminant minutieusement les diverses maladies et les industries dans lesquelles elles peuvent se produire, on évite ainsi bien des contestations qui naîtront certainement en Angleterre.

La loi anglaise manque encore de précision en ce qui concerne la responsabilité des anciens patrons. Le partage de responsabilité entre les divers employeurs est sans doute consacré par la loi ; mais il n'est pas indiqué avec précision dans quelles conditions il s'opèrera.

Enfin, il est une disposition très regrettable qui amènera dans la pratique de graves inconvénients, c'est la sous-division *b* du § 1 de l'article 8 ainsi conçue : « S'il est prouvé que l'ouvrier au moment de son embauchage avait volontairement et inexactement déclaré, par écrit, n'avoir pas été précédemment atteint de la dite maladie, il n'y aura pas lieu à indemnité. » Cette disposition est sans doute légitime en soi, mais il faut se rendre compte de ce qui se passera dans la pratique, et tout législateur ne doit pas seulement avoir en vue le texte qu'il impose, mais aussi le résultat qu'il pourra donner dans son application. Or, voici ce qui ne peut manquer de se produire en Angleterre : un ouvrier atteint précédemment par une maladie professionnelle ou en fera la franche déclaration au patron dont il sollicite du travail, et il risquera d'être éconduit, ou il fera une déclaration mensongère, et dans ce dernier cas, il risquera de ne rien toucher en cas de nouvelle maladie. Il eût mieux valu ne pas prévoir cette situation et laisser aux patrons le soin de prendre leurs informations à leurs risques et périls.

Enfin le § 7 de l'article 8 contient une disposition tout à fait exorbitante. Voici quel en est le texte : « Si d'une enquête demandée par un employeur ou un ouvrier de l'une des industries auxquelles cet article s'applique, il résulte qu'une société d'assurances mutuelles ou une compagnie d'assurances

« répond des risques de cette industrie, et si la ma-
 « jorité des employeurs de cette industrie est assurée
 « contre ces risques à cette société ou compagnie, il
 « pourra être ordonné à tous les employeurs de la dite
 « industrie, par un règlement provisoire et sous des
 « conditions et exceptions à déterminer par le même ré-
 « glement, des'assurer à la dite société, ou compagnie.
 « Dans le cas où une société de cette nature est cons-
 « tituée, mais n'est ouverte qu'aux employeurs d'une
 « certaine localité ou d'une certaine catégorie, le secré-
 « taire d'Etat pourra, en ce qui concerne l'assurance,
 « considérer l'industrie dont il s'agit comme une in-
 « dustrie distincte. »

Ce serait donner à une compagnie d'assurance particulière un monopole de fait, susceptible de soulever les légitimes protestations des industriels intéressés.

Malgré ces quelques critiques de détail, il faut reconnaître à l'Angleterre le mérite de s'être préoccupée l'une des premières des victimes des maladies professionnelles et de leur avoir assuré une protection efficace dans bien des cas, protection qui, chez nous, n'est actuellement encore réglée par aucun texte. Ce qui confirme d'ailleurs l'utilité de cette loi, c'est son extension qu'il faut dès maintenant prévoir pour toute une série de maladies, non visées par la loi de 1906. La Commission créée, comme nous l'avons vu, en vertu du § 6 de l'article 8, a porté à 18 le

nombre des affections présentant un caractère professionnel.

ALLEMAGNE

L'Allemagne n'a point de loi concernant les maladies professionnelles. Cependant elle garantit, au moins en partie, une réparation à leurs victimes par ses lois d'assurance contre la maladie.

Les textes fondamentaux sont les lois du 15 juin 1883 28 mars 1885 et 5 mai 1886. Ces lois ont été modifiées par un projet du 22 novembre 1890 voté le 19 mars 1892 et devenu la loi d'assurance contre la maladie du 10 avril 1892.

Avant la loi du 15 juin 1883 il n'y avait pas de texte ayant une portée générale assurant des indemnités aux victimes de la maladie.

La loi du 6 juin 1870 relative aux sociétés de bienfaisance ne s'appliquait qu'aux domestiques, manœuvres et apprentis ; celle du 7 avril 1876 sur les caisses de secours ne prévoyait que des secours insuffisants. Ces raisons déterminèrent le vote de la loi du 15 juin 1883.

Cette loi ne s'appliquait qu'aux ouvriers de l'industrie ; elle fut étendue en 1885 à d'autres classes d'ouvriers et le 5 mai 1886 aux ouvriers agricoles et forestiers.

§ 1. — loi du 15 juin 1883.

La loi de 1883 n'impose l'assurance contre la maladie qu'à certaines personnes ; ce sont d'après l'art. 1^{er}, celles qui sont occupées (1) :

1° Dans les mines, salines, ateliers de préparation mécanique, carrières et fosses, travaux de dragage, chantiers de construction navale, constructions de toute nature et fabriques ;

2° Dans les métiers et entreprises permanentes d'un caractère industriel ;

3° Dans les établissements où il est fait un usage permanent d'une chaudière ou d'un moteur actionné par une force élémentaire ;

4° Dans les postes, télégraphes, chemins de fer (travaux techniques) établissements de la guerre et de la marine (travaux techniques) ;

5° Dans les entreprises de transport d'un caractère industriel.

Elle est facultative pour certaines catégories de personnes :

L'article 2 de la loi de 1883 autorise les communes à étendre l'obligation de l'assurance :

1° Aux ouvriers de passage ;

(1) BELLOM, *Les lois d'assurances ouvrières à l'étranger*.

2° Aux auxiliaires et apprentis des maisons de commerce et de pharmacies ;

3° Aux personnes employées par l'entrepreneur à l'extérieur de la fabrique ;

4° Aux ouvriers indépendants qui travaillent pour le compte d'autrui à l'élaboration ou à la fabrication de produits industriels.

5° Aux ouvriers agricoles ou forestiers.

De plus, peuvent s'affilier à l'assurance les domestiques et les employés dont le traitement annuel ne dépasse pas 2.000 marks.

Sont exclus de l'assurance en général toutes personnes qui en cas de maladie ont déjà droit à une assistance équivalente au secours légal.

Le texte énumère aussi certaines personnes qui en sont dispensées.

L'assurance mutuelle des ouvriers de la même industrie forme la base de cette loi.

L'objet de cette assurance est de fournir des secours aux ouvriers malades, consistant en soins médicaux et pharmaceutiques gratuits, depuis le début de la maladie, et en secours pécuniaires correspondant environ au demi salaire de l'ouvrier. La durée de ces secours est de treize semaines : Ils sont généralement versés à la fin de chaque semaine. En cas de décès on accorde généralement aux ayants droit une indemnité funéraire équivalente à 20 fois le salaire quotidien.

Ces secours sont incessibles et insaisissables.

Les organes destinés à assurer le fonctionnement de cette loi sont les caisses communales, les caisses locales, les caisses industrielles (fabriques, entreprises de construction, caisses minières, caisses des corporations) et les caisses libres.

L'administration de ces caisses est conférée : à la commune s'il s'agit d'une caisse communale, à un comité directeur et à une assemblée générale assistée d'un comptable s'il s'agit de toute autre caisse.

L'assurance organisée par la loi de 1886 en faveur des ouvriers de l'agriculture et des forêts fonctionne dans des conditions à peu près semblables.

*
* *

Le système allemand fournit sans doute aux ouvriers dans de nombreux cas la réparation du préjudice qu'ils peuvent subir du fait des maladies professionnelles, puisque la loi garantit indirectement toutes les maladies sauf celles provoquées intentionnellement. Mais ce système ne peut être considéré comme entièrement satisfaisant. La durée des secours, en effet, est limitée à treize semaines et dans la plupart des cas, particulièrement pour les maladies professionnelles, ce délai est insuffisant. Enfin il est nécessaire que l'ouvrier verse une cotisation,

c'est là une disposition qui, à notre sens, doit disparaître. C'est au patron, en effet, qu'il appartient de supporter en totalité les frais nécessaires à la réparation de toute maladie professionnelle causée par les poisons qu'il fait manipuler à ses ouvriers.

Il reste donc, sur ce point, un sérieux progrès à accomplir chez nos voisins.

AUTRICHE

L'Autriche comme l'Allemagne n'a pas prévu la question des maladies professionnelles ; mais l'assurance sur la maladie y fonctionne dans des conditions qui se rapprochent beaucoup du système allemand.

La loi de 1883 avait imposé l'assurance obligatoire à la petite industrie, mais la grande industrie échappait à cette assurance ; la loi de 1888 est venue combler cette lacune.

Elle oblige certaines catégories de personnes.

D'abord les ouvriers et employés assujettis à l'assurance contre les accidents et en plus les ouvriers occupés dans les fabriques, usines et établissements agricoles accessoires (teils que moulins, etc.) les employés, apprentis volontaires, manœuvres, enfants, ouvriers des mines ; pharmaciens, entreprises commerciales, comptables des établissements industriels, clercs d'avoués et de notaires, etc.

L'article 3 a laissé à chacune des provinces de la monarchie autrichienne le soin de régler l'assurance des ouvriers agricoles et forestiers.

La loi exclut les ouvriers qui exécutent un travail n'ayant pas le caractère professionnel, les ouvriers ou employés volontaires des entreprises de l'Etat, d'une province, d'un district, etc.

Enfin elle dispense de cette assurance les ouvriers qui, pendant une durée de vingt semaines reçoivent des soins chez leur patron ou la continuation de leur salaire.

Le fonctionnement de cette institution est assuré par différentes caisses : les caisses de district, les caisses de fabriques, les caisses des entreprises de construction, les caisses des corporations, les caisses des ouvriers mineurs, et les caisses instituées par application de la législation sur les sociétés. Les 3 premières de ces caisses sont d'institution nouvelle, les 3 autres existaient déjà avant 1888. Le but de cette assurance est de fournir en cas de maladie des secours à l'ouvrier et en cas de décès une indemnité à la famille pour frais funéraires. Elle donne droit, de plus, gratuitement, à des soins médicaux et pharmaceutiques, y compris les soins d'accouchement, depuis le début de la maladie. Les secours en argent correspondent à une indemnité journalière égale à 60 0/0 environ du salaire moyen des ouvriers de la circonscription judiciaire soumis à l'obligation de

l'assurance. La durée de ces secours est de vingt semaines à dater du début de la maladie.

L'administration des différentes caisses est confiée à des comités directeurs et à des commissions de surveillance.

L'assurance pour la maladie fonctionnant dans des conditions tout à fait analogues à celle qui existe en Allemagne, nous ne renouvelerons, pas ici les critiques que nous avons adressées au système allemand.

AUTRES PAYS

La **Hongrie**, et le **Danemark** ne possèdent également que le système d'assurance contre la maladie. En **Norvège** il n'existe même qu'à l'état de projet.

En **Belgique** la loi du 24 décembre 1903 ne prévoit que la réparation des accidents du travail.

En **Italie**, il n'existe également qu'une loi (17 mars 1898) visant les accidents du travail, mais la question des maladies professionnelles est à l'étude. Sur l'initiative du ministre du Commerce une commission composée de médecins et d'hygiénistes a été instituée dans le but d'étudier « les causes des maladies professionnelles des ouvriers de l'industrie et les mesures propres à les prévenir ».

Une circulaire du 9 novembre 1901 a été adressée aux Préfets, aux directeurs d'établissements indus-

triels, aux associations industrielles, aux sociétés coopératives de travail, aux sociétés de secours mutuels pour « leur demander des renseignements sur les maladies professionnelles et sur les mesures propres à les prévenir. Il y a tout lieu d'espérer que prochainement une loi interviendra, la commission italienne ayant protesté avec force contre « l'exclusion des maladies professionnelles du régime établi par les accidents du travail par la loi du 17 mars 1898 ».



La plupart des pays, dont nous venons de passer en revue la législation, s'ils n'admettent pas tous la réparation des maladies professionnelles, ont du moins pour la plupart créé des institutions qui, indirectement, viennent en aide aux victimes des maladies professionnelles.

En France, malheureusement, rien encore n'a été fait. Depuis plusieurs années, cependant la question est à l'étude. Divers projets ont été déposés auprès des Chambres. Ils méritent d'être examinés avec le plus grand intérêt.

QUATRIÈME PARTIE

Les projets français

CHAPITRE PREMIER

LES PROJETS ANTÉRIEURS A 1905

C'est dans le premier projet du gouvernement sur les accidents du travail déposé le 24 mars 1885 par M. Rouvier, ministre du commerce, qu'il fût question pour la première fois des maladies professionnelles. M. **Camille Raspail** déposa un amendement qui avait pour but de comprendre, dans la loi, les maladies professionnelles, en ajoutant à l'énumération des cas dans lesquels un ouvrier victime de son travail aurait droit à une indemnité, le paragraphe suivant :

« Dans tout travail dans lequel les entreprises, usines, fabriques et manufactures emploient des *matières toxiques* pouvant déterminer des maladies graves et souvent incurables. »

Cet amendement fut combattu par M. Félix Faure qui estimait que la question des maladies profession-

tions d'accidents et de maladies. La chambre renvoya la question à une commission spéciale qui ne devait être soulevée qu'à propos d'une loi sur l'hygiène industrielle. M. Camille Raspail retira son amendement.

Proposition de MM. Ricard et Guieysse. — Le 20 janvier 1891 MM. Ricard et Paul Guieysse ayant déposé une proposition sur l'assurance mutuelle obligatoire, le 27 janvier M. Pierre Richard déposait une autre proposition tendant au même but mais visant, outre les accidents proprement dits, les maladies. L'objet de ce projet était « l'assurance obligatoire des ouvriers, ouvrières et employés des deux sexes contre les accidents et la maladie ». Il ne s'agissait donc pas ici seulement des maladies professionnelles mais de toutes les maladies.

Amendement Faire. — La loi sur les accidents du travail étant venue en discussion devant la Chambre en mai 1893. M. Faire déposa un amendement ayant pour but d'intercaler entre le premier et le second paragraphe de l'article premier (qui établit le droit à réparation pour les ouvriers victimes d'accidents du travail) le texte suivant : « Il en est de même de l'incapacité de travail et du décès causés par des maladies dites professionnelles. » La thèse de M. Faire fut combattue par M. Armand Desprès, puis par M. Guieysse qui démontra la nécessité d'étudier séparément les deux ques-

poussa à mains levées l'amendement de M. Faire.

Amendement de M. Goujon. — Dans un nouveau débat concernant les accidents du travail qui s'ouvrit le 18 octobre 1897 devant la Chambre M. Julien Goujon déposa un amendement ayant pour but d'ajouter à l'article premier après les mots « matières explosives » ceux-ci « ou toxiques ». Cet amendement fut combattu comme inutile successivement par MM. Maruéjols, Boucher, Léon Bourgeois et finalement M. Goujon retira son amendement.

Proposition de M. Vaillant. — Après le vote de la loi du 9 avril 1898 une discussion ayant eu lieu à la Chambre relativement à diverses propositions ayant pour but de modifier la loi de 1898, M. Vaillant déposa un article additionnel dont voici le texte : « Les maladies professionnelles sont comprises dans les accidents du travail et visées comme telles par la présente loi. La tuberculose de l'ouvrier et de l'employé est tenue pour maladie professionnelle. » L'amendement fut renvoyé à la commission qui prit l'engagement de mettre à l'étude la question des maladies professionnelles.

Première proposition de loi de M. Breton.

Enfin le 5 décembre 1901 la chambre fut saisie par M. Breton d'une proposition de loi ayant pour objet

l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Cette proposition fut renvoyée comme le demandait son auteur à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

En même temps la Chambre lui accorda le bénéfice de l'urgence. A la suite de la discussion qui s'ouvrit à propos de cette première proposition, M. Mirman fit adopter par la Chambre une motion ayant pour objet d'inviter le gouvernement à constituer une commission extra-parlementaire, composée de membres du Parlement, de savants, de représentants des patrons et ouvriers chargée de dresser : « 1° la liste « des maladies professionnelles ; 2° la liste des professions correspondantes avec, pour chacune d'elles, le « coefficient de risque spécial d'invalidité ou de morbidité résultant des dites maladies. » M. Millebrand fit alors observer très justement qu'il était inutile de créer une commission spéciale alors qu'il en existait déjà une : La commission d'hygiène industrielle, qui pourrait très bien se charger de cette mission. L'élaboration du projet de loi devait être ensuite confiée au comité consultatif des assurances contre les accidents du travail. Ce fut ce comité qui mit en effet sur pied le projet du gouvernement.

CHAPITRE II

LE PROJET DU GOUVERNEMENT ET LA DEUXIÈME PROPOSITION BRETON MODIFIÉE PAR LA COMMISSION DE LA CHAMBRE

§ 1. — Le projet du Gouvernement.

Elaboration du projet. — Le projet fut déposé une première fois, le 16 mai 1905 par M. Fernand Dubief, ministre du commerce. Il fut ensuite repris avec quelques modifications de détail et déposé à nouveau le 14 juin 1906 par MM. Doumergue et Raymond Poincaré.

Ce projet se divise en 5 titres : Titre I. — Des indemnités dues à la suite de maladies : Titre II. — Des mutualités locales : Titre III. — Des syndicats centraux de garantie : Titre IV. — Des comités d'arbitrage et de la commission supérieure des maladies professionnelles : Titre V. — Dispositions diverses et transitons.

Ses principales dispositions. — Dans son article premier le projet énumère les différentes substances dont la fabrication, la manutention ou l'emploi,

susceptibles de donner naissance à des maladies professionnelles, donnent droit à réparation pour l'ouvrier. Il se limite aux deux poisons les plus dangereux le plomb et le mercure provoquant le saturnisme et l'hydrargisme professionnels.

Au point de vue du montant de l'indemnité les maladies sont divisées en deux catégories : 1° Celles dont la durée n'excède pas trente jours ; 2° celles qui dépassent ce délai. Des règles diverses sont appliquées à ces deux catégories au point de vue des maladies visées et au point de vue du caractère de l'indemnité.

1° *S'agit-il d'une maladie n'excédant pas trente jours*, il importera peu de déterminer son caractère professionnel ou non, toutes les maladies quelle qu'en soit la source donneront droit à des indemnités correspondant à celles prévues par la loi du 9 avril 1898 (art. 1 et 5). Mais l'indemnité ne sera pas absolument gratuite pour l'ouvrier. Elle sera en effet acquittée par des mutualités locales comprenant patrons et ouvriers où les ouvriers contribueront au versement des cotisations avec les patrons (art. 4) ; ces mutualités locales font l'objet du titre II et nous y reviendrons tout à l'heure.

2° *S'agit-il d'une maladie excédant trente jours*, le caractère professionnel de la maladie devra être établi (art. 1). L'indemnité sera supportée dans ce cas totalement par les patrons groupés en syndicats

de garantie. Ces syndicats font l'objet du titre III, nous y reviendrons également tout à l'heure.

En ce qui concerne les ouvriers dont le salaire annuel dépasse 2.400 francs, ils ne bénéficient des dispositions de la présente loi que jusqu'à concurrence de cette somme, pour le surplus ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 5 sauf convention contraire (art. 2).

Les industries et professions diverses sont classées en groupes similaires au point de vue de la nature et de l'importance des risques courus. Tous les chefs d'entreprise compris dans un de ces groupes font de plein droit partie du syndicat central de garantie qui a pour but le paiement des indemnités mises à sa charge (art. 3 et 4).

L'art. 5 détermine la quotité des indemnités qui correspond à la loi de 1898 : $\frac{1}{2}$ salaire quotidien (calculé d'après le dernier salaire gagné) jusqu'au 30^e jours inclus. — Si l'incapacité excède trente jours à partir du 31^e jour le caractère professionnel de la maladie doit être établi comme nous l'avons remarqué ci-dessus. — L'indemnité sera encore égale au $\frac{1}{2}$ salaire jusqu'à complète guérison ou mort.

A partir de ce moment il y aura lieu d'appliquer à la victime ou à ses représentants l'art. 3 de la loi du 9 avril 1898. Les frais médicaux pharmaceutiques et funéraires sont dus dans les mêmes conditions

établies par la loi de 1898. Les articles 6 et 7 règlent des questions de détail, sur lesquels il n'y a pas lieu d'insister.

Au cas où l'ouvrier ne pourrait continuer à exercer sa profession sans avoir à redouter une maladie professionnelle grave, il pourra réclamer devant le comité local d'arbitrage (vis dans l'art. 32) une rente viagère correspondant à la moitié de la réduction de salaire qui résulte de l'abandon de sa profession. S'il venait par la suite à embrasser de nouveau la profession qu'il avait abandonnée, il serait déchu de sa rente et à tout droit ultérieur à indemnité résultant du fait de la maladie professionnelle.

Le projet du gouvernement examine dans son titre II, la création de mutualités locales et leur fonctionnement.

Ces mutualités comprennent de plein droit les patrons et ouvriers d'un même groupe d'industrie et par arrondissement (art. 9). Les listes des chefs d'entreprise et ouvriers (d'au moins 21 ans) de ces mutualités, appelés à élire le comité directeur de la mutualité locale, sont dressées tous les trois ans par le sous-préfet au moyen des listes communales établies elles-mêmes par le maire de chaque commune assisté de deux assesseurs (un électeur patron et un électeur ouvrier). Pour faciliter l'établissement de ces listes un registre est tenu dans chaque mairie et chaque patron assujetti à la loi doit s'y faire inscrire avant

toute ouverture d'exploitation (art. 14). Toute difficulté relative à l'établissement de ces listes électorales est déférée aux comités locaux d'arbitrage. Quand les difficultés portent sur l'assujettissement des entreprises, on peut faire appel au comité central d'arbitrage.

Le comité directeur de la mutualité locale chargé de l'administrer et de la gérer, est composé : 1° de trois électeurs patrons, choisis par les électeurs patrons, et leurs préposés ; 2° de trois ouvriers ou employés choisis parmi les électeurs ouvriers ou employés, 3° d'un président désigné par les membres précédents à la suite de chaque élection ou à défaut par le président du tribunal civil.

Ce comité directeur est renouvelé par moitié tous les trois ans. C'est la mutualité locale qui acquitte les indemnités journalières, frais médicaux, pharmaceutiques, hôpital, frais funéraires qui restent définitivement à sa charge.

Elle acquitte encore les indemnités pour incapacité excédant trente jours ainsi que les rentes, mais cette fois au nom du syndicat central de garantie qui devra lui tenir compte de ses déboursés (art. 15), les paiements sont faits à l'aide du fonds de réserve visé dans l'article 16.

Pour faire face à ces dépenses, la mutualité locale reçoit des contributions des patrons ainsi que celles des ouvriers (sous forme de retenue de salaire).

Ces contributions sont fixées d'après les bases suivantes :

Les contributions des patrons doivent représenter d'après des statistiques spéciales un tant pour cent correspondant au chiffre des incapacités d'origine professionnelle n'excédant pas 30 jours comparé au montant global de toutes les indemnités des maladies inférieures à trente jours mises à la charge des mutualités locales. Le montant de la contribution ouvrière sera du surplus c'est-à-dire qu'ils ne devront contribuer que dans la proportion des maladies d'origine non professionnelle (d'après statistique spéciale) par rapport au montant global des indemnités mises à la charge des mutualités locales pour les maladies inférieures à trente jours.

Les patrons qui auront pris des précautions spéciales dans le but d'amoindrir le risque pourront voir leurs contributions réduites par le comité directeur de la mutualité locale.

Syndicats centraux. — L'administration de ces syndicats est confiée à un conseil d'administration composé de sept membres élus par les chefs d'entreprise faisant partie des comités directeurs des mutualités locales ressortissant au syndicat. Le vote a lieu tous les trois ans, le contentieux des élections est confié au comité central d'arbitrage (prévu à l'article 37). Le syndicat central répartit entre ses membres les dépenses relatives aux maladies excédant 30 jours

dont les avances leur ont été faites par les mutualités locales.

Les parts d'insolvables sont réparties entre tous les syndicats centraux qui les répartissent eux-mêmes entre leurs membres, chacun étant tenu propositionnellement à sa contribution. Les syndicats centraux fourniront à certaines époques les éléments d'une statistique générale des maladies professionnelles.

Comités d'arbitrage et commission supérieure des maladies professionnelles. — Le patron doit faire la déclaration à la mairie de sa commune (avec certificat médical à l'appui) de toute maladie qui paraît être d'origine professionnelle et devoir entraîner une incapacité de plus de trente jours, une incapacité permanente ou la mort. L'enquête a lieu dans les conditions de la loi de 1898 et est transmise par le juge de paix au président du comité local d'arbitrage. Ce comité composé de deux membres patrons, deux membres ouvriers du comité directeur de la mutualité locale, d'un président et d'un médecin désignés par ces membres et pris en dehors du comité directeur de la mutualité locale, (ces deux derniers désignés à défaut d'entente par le président du tribunal civil) a pour rôle de statuer sur les difficultés relatives aux indemnités journalières, frais médicaux et pharmaceutiques, frais funéraires et même en cas d'accord, sur les attributions de rentes.

La prescription des indemnités est d'un an ; si au-

cune réclamation n'a été transmise durant ce délai au comité local d'arbitrage, elle n'est plus recevable passé ce délai.

La composition de la commission supérieure des maladies professionnelles est la suivante :

1° Trois députés et deux sénateurs élus par leurs collègues ;

2° Le directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales ;

3° Le directeur du travail ;

4° Le directeur général de la caisse des dépôts et consignations ;

5° Deux membres du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ;

6° Deux médecins membres de la commission d'hygiène industrielle ;

7° Un conseiller prudhomme patron et un conseiller prudhomme ouvrier, désignés par le conseil supérieur de travail parmi ses membres ;

8° Un professeur de la Faculté de droit ;

9° Un professeur de la Faculté de médecine ;

10° Quatre personnes spécialement compétentes en matières de maladies professionnelles.

Le comité central d'arbitrage est composé :

1° De deux membres du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ;

2° Deux médecins membres de la commission d'hygiène industrielle ;

3° Un conseiller prudhomme patron et un conseiller prudhomme ouvrier désignés par le conseil supérieur du travail parmi ses membres ;

4° Un professeur de la Faculté de droit ;

5° Deux conseillers à la Cour de cassation ;

6° Deux conseillers d'Etat ;

Le Président et le vice-président sont élus par le comité central lui-même ;

Un recours peut-être ouvert à la Cour de cassation.

Le titre V contient toute une série de mesures diverses et de sanctions sur lesquelles il n'est pas nécessaire d'insister.

*
* *

Que faut-il penser de ce projet ? — Le projet que nous venons de résumer a soulevé de tous côtés de nombreuses critiques même chez les partisans de l'intervention de l'Etat en matière de législation ouvrière.

D'abord on ne peut nier la complication de ce projet qui ne comprend pas moins de 47 articles. Sa complication même risque d'en faire ajourner longtemps encore le vote définitif alors qu'un texte plus simple et plus clair aurait sans doute des chances d'aboutir plus rapidement.

En admettant le principe de l'assurance obligatoire ce projet risque en outre d'éveiller la résistance du

sénat qui jusqu'ici s'est toujours montré hostile, à toute idée d'obligation. D'autre part il rencontrera certainement peu d'enthousiasme chez les ouvriers qui devront en ce qui concerne les maladies inférieures à 30 jours, contribuer à la formation de la caisse des mutualités locales. Cette contribution pour eux est indéterminée ; ne peuvent-ils redouter dans ces conditions de la voir atteindre un chiffre qui grève lourdement leur modeste budget ? Enfin ils se défont des comités chargés d'établir leur part contributoire.

Le projet du gouvernement a voulu éviter, en ce qui concerne les maladies inférieures à 30 jours, toute difficulté pour la détermination du caractère professionnel de la maladie, mais c'est là tourner dans un cercle vicieux ; car il n'en reste pas moins nécessaire, pour établir la contribution respective des patrons et des ouvriers, de se baser sur des statistiques qui soulèvent la même question. Au début de l'application de la loi, on devra donc forcément se baser sur des approximations un peu arbitraires puisque toute statistique fera défaut. La difficulté n'est donc pas levée.

*
* *

En ce qui concerne les maladies excédant 30 jours, la question reste entière et il est déjà possible

de prévoir les contestations innombrables qui résulteraient de la détermination du caractère professionnel de la maladie.

Indemniser les victimes d'intoxications professionnelles est certes de première utilité, mais ne convient-il pas également d'intéresser les patrons le plus possible à user de tous les moyens en leur pouvoir pour restreindre le nombre de ces maladies ? Le projet que nous venons d'exposer ne s'en préoccupe pas suffisamment. L'article 17, en stipulant que le comité directeur de la mutualité locale pourra réduire les contributions des patrons ne précise pas assez l'importance qu'il conviendrait de donner aux perfectionnements réalisés par les chefs d'industrie.

Au double point de vue des patrons et des compagnies d'assurances, l'assurance obligatoire créée par ce projet serait également très préjudiciable.

Les patrons seront atteints dans leur liberté et ils craindront, à juste titre, de voir une extension prochaine, qui ne manquerait pas de se produire, mettre à leur charge une partie des indemnités versées aux travailleurs pour les maladies non professionnelles de moins de trente jours.

Les Compagnies d'assurances ne seront-elles pas lésées, elles aussi, par cette mesure qui tarirait ainsi une nouvelle source de développement et pourront leur faire redouter pour l'avenir l'accroissement

de mutuelles groupant tous les patrons d'une même industrie pour des risques nouveaux ?

Nous estimons qu'une loi sur les maladies professionnelles devrait être une adaptation étroite à la loi de 1898 sur les accidents industriels en n'y apportant que le minimum de changements nécessités par le caractère spécial de cette loi.

L'exemple de l'Angleterre est là pour prouver les résultats bienfaisants que l'on peut attendre d'une étroite adaptation à une loi antérieure sur les accidents du travail.

§ 2. — La proposition Lacroix.

La commission d'assurances et de prévoyances sociales fut saisie, par l'intermédiaire de M. Chauvin d'une proposition de M. Lacroix, maître des requêtes au Conseil d'Etat.

Cette proposition prévoit des allocations viagères, aux victimes (ou à leurs ayants droit) de maladies professionnelles ayant entraîné la mort, l'invalidité ou l'impossibilité de continuer l'exercice de la profession.

Elle prévoit un décret qui aura pour objet d'énumérer :

1° Les produits dont la préparation ou l'emploi donne naissance à des maladies professionnelles ;

2° Les maladies causées par ces produits ;

Il devra en outre fixer pour chaque industrie un coefficient de risque professionnel basé sur la fréquence et la gravité des maladies dans chaque profession.

Ce décret sera révisé tous les 5 ans pour pouvoir tenir la loi au courant des transformations diverses.

La préparation de ce décret est confié à une commission composée pour moitié d'hygiénistes médecins pour 1/4 de représentants des syndicats ouvriers, pour 1/4 des représentants des chambres de commerce ou syndicats patronaux.

La proposition se réfère pour le chiffre des retraites allouées aux bases fixées par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898. Dans le cas d'aggravation de la maladie survenue dans un délai à fixer, à compter du jugement accordant une pension pour impossibilité de continuer l'exercice d'une profession, l'ouvrier pourra demander la révision. Inversement la caisse des maladies professionnelles pourra demander la suppression de la pension...

L'ouvrier occupé dans une industrie visée par la présente loi, se croyant atteint d'une maladie professionnelle devra réclamer au juge de paix de son domicile la vérification contradictoire de son état. Ses ayants droit, après son décès, pourraient faire la même demande. Trois médecins, l'un désigné par l'ouvrier ou ses ayants droit, l'autre par le représentant de la

caisse, le troisième par le juge de paix seront chargés de cet examen.

Toutefois, M. Lacroix s'est déclaré (1) partisan, pour l'application de son système, de l'assurance obligatoire des chefs d'industries malsaines. La caisse des maladies professionnelles prévue par ce projet serait alimentée par des contributions perçues sous forme de centimes additionnels à la patente, tels que ceux qui sont institués dans des buts divers tels que Chambre de commerce, Bourses, etc. Le taux variera suivant l'importance du personnel ou la gravité des affections. Si ces centimes étaient inférieurs ou supérieurs aux dépenses affectuées par la dite caisse, il y aurait lieu, suivant le cas, ou d'établir des rôles supplémentaires pour l'année suivante ou de diminuer la contribution.

Nous ne pouvons nous rallier à ce projet qui, comme le projet du Gouvernement, laisse subsister la difficulté de la détermination du caractère professionnel de la maladie. Il sera, de plus, difficile d'établir ce taux en raison de l'absence des statistiques sérieuses.

Enfin, comme le projet du Gouvernement il a peu de chance de réussir en voulant imposer une assurance obligatoire contre laquelle nous avons déjà eu l'occasion de nous élever et qui selon toute vraisem-

(1) *Revue politique et parlementaire*, 10 juillet 1904.

blance risquerait d'être repoussée par le Sénat.

Enfin plus que le projet du gouvernement il s'écarte de la loi de 1898 et forme une loi tout à fait spéciale.

§ 3. — La II^e proposition Breton et le projet de la commission.

La commission d'assurance, et de prévoyance sociales chargée d'examiner le projet et la proposition de loi sur l'extension aux maladies d'origine professionnelle de la loi sur les accidents du travail s'est prononcée en faveur de la proposition Breton. Comme elle n'a fait qu'apporter à cette dernière de légères modifications nous ne ferons qu'une seule et même étude pour ces deux projets en nous bornant à signaler les différences très minimes qui séparent les deux textes.

Au point de vue du champ d'application de la loi d'abord, ce projet de loi offre un grand avantage en décidant que l'on considérera comme maladies professionnelles les affections aiguës ou chroniques mentionnées dans un tableau, qui sera dressé annuellement par les soins de la commission supérieure des maladies professionnelles. De plus il suffira qu'elles atteignent des ouvriers travaillant dans des exploitations correspondantes indiquées au dit tableau.

Il y a là une disposition très heureuse à deux points de vue. D'abord, en effet, au fur et à mesure des nécessités de la pratique, la commission des maladies

professionnelles pourra compléter la liste primitivement établie sans qu'une loi soit nécessaire. La seconde raison, c'est le caractère forfaitaire (point sur lequel nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir), attaché à cette disposition. L'ouvrier est atteint d'une maladie prévue au tableau, il est bien dans une des industries correspondant à cette affection, prévue également au tableau, cela suffit : on évite ainsi les difficultés presque insurmontables et les nombreux procès qui résulteraient de la nécessité de déterminer le caractère professionnel de la maladie.

Du reste ce ne sera pas tout avantage pour l'ouvrier, le caractère forfaitaire de l'indemnité formera la contre partie, au point de vue des indemnités. En effet, ce projet se réfère à la loi de 1898 dont personne n'ignore le caractère transactionnel : Si l'origine de la maladie est professionnelle, l'ouvrier reçoit une indemnité inférieure à celle qui lui serait due, mais si la maladie provient d'une prédisposition et que l'industrie qu'il exerce n'en soit vraiment pas la cause principale il récupère la perte subie dans le premier cas : c'est la seule solution vraiment pratique. Des statistiques, en effet, ont fourni les renseignements suivants : sur 100 accidents, 25 peuvent être attribués à la faute de l'ouvrier, 20 à la faute du patron, 8 à la faute combinée du patron et de l'ouvrier, 47 à des cas fortuits ou de force majeure, ou à des causes indéterminées.

*
* *

La responsabilité des patrons successifs. — Une question tout à fait spéciale aux maladies professionnelles se pose au sujet de la responsabilité des anciens patrons. Lorsque l'ouvrier a été employé successivement par plusieurs chefs d'industrie, et lorsqu'il s'agira d'une maladie se développant lentement comment va se partager cette responsabilité entre les anciens patrons? Ce cas a été l'objet particulier spécial de l'attention de M. Breton et la solution qu'il propose est certainement aussi satisfaisante que possible. Au tableau annexé dont nous parlions tout à l'heure figure, en regard de chaque maladie un chiffre indiquant le délai spécial durant lequel la maladie professionnelle peut se déclarer. Ceci suppose, bien entendu, qu'il s'agit d'une affection chronique, car pour les accidents suraigus à raison de leur caractère soudain, ils peuvent être et ils ont été assimilés à des accidents. Dans certaines maladies le délai peut atteindre jusqu'à un an, tandis que pour d'autres, il n'est question que de quelques jours. Pour le saturnisme professionnel le délai de responsabilité est d'un an, alors que pour certaines maladies contagieuses il n'est que de 15, 8 ou même 3 jours. Quand un ouvrier aura donc quitté un premier employeur s'il

s'agit, par exemple de saturnisme, ce premier employeur pourra encourir une responsabilité pendant un an à compter du jour du départ de son préposé, mais il est juste que la responsabilité aille en décroissant par conséquent si, pour raisonner sur l'espèce ci-dessus il y a neuf mois que ce préposé a quitté son premier patron, ce dernier ne sera tenu que pour $1/4$. Si l'ouvrier travaille toujours dans la même industrie à laquelle correspond sa maladie il y aura une répartition proportionnelle de responsabilité entre les différents patrons. Il était indispensable d'admettre cette disposition, autrement on aurait abouti à un résultat choquant. Un patron aurait pu congédier un ouvrier avant que le poison n'ait eu le temps de produire sur lui son effet et se soustraire ainsi à toute responsabilité alors que l'ouvrier tombant malade chez un nouveau patron aurait pu le rendre entièrement responsable même si ce dernier n'avait contribué en aucune manière à l'intoxiquer.

La Commission d'hygiène industrielle s'était préoccupée de cette question, mais elle s'était bornée à déclarer que « si la maladie actuelle dépend d'une profession précédente, la responsabilité du patron antérieur pourra être recherchée, sauf la prescription établie par la loi ». C'était rester dans une situation trop vague.

Mais quelle va être la situation de l'ouvrier en présence de plusieurs débiteurs? va-t-il être obligé de

s'adresser séparément à chacun d'eux ? Le gouvernement est intervenu à ce propos et a pris l'heureuse initiative de rendre débiteur pour le tout le dernier patron sauf son recours contre les précédents employeurs, et on a ainsi ajouté un nouveau paragraphe à l'article.

L'avant dernier paragraphe de l'article 3 est ainsi conçu :

« Néanmoins, s'il est établi que l'un des employeurs a commis une faute inexcusable ayant pu avoir une repercussion sur la santé de la victime, le tribunal pourra augmenter sa part de responsabilité. »

Il y a là une différence notable avec le texte de la proposition Breton. Cette dernière, en effet, ne visait pas spécialement la faute inexcusable, mais toute faute, en général, ou toute négligence consistant dans le fait d'avoir omis de prendre les précautions indiquées par les règlements concernant l'hygiène des ateliers. Cette disposition était critiquable d'abord parce qu'elle créait ainsi une situation privilégiée, (on ne tenait compte, en effet, que de la faute du patron) ; ensuite parce qu'elle s'écartait ainsi de la loi de 1898 dont un des caractères essentiels, nous l'avons déjà remarqué est d'être forfaitaire. M. Paulet le fit très justement remarquer à la commission qui se rangea à son opinion et décida que la faute du patron, pour pouvoir donner lieu à une indemnité, devait être

inexcusable. On calquait ainsi d'une manière parfaite l'art. 20 de la loi de 1898.

Etait-il besoin de le dire un patron qui cesse d'employer les matières toxiques susceptibles d'engendrer les maladies professionnelles pourra se soustraire à l'application de la loi en en faisant la déclaration. Il restera néanmoins tenu pendant un certain temps des maladies se développant lentement qui pourraient survenir à des ouvriers qu'il aurait employés avant cette déclaration. Il y aura lieu ici de se reporter au tableau annexé à la loi qui fixe pour chaque maladie le délai de responsabilité.

Une sanction sévère (pouvant consister en une amende de 100 à 5.000 francs ou même en un emprisonnement de 3 jours à un mois) frappe ceux qui font une déclaration inexacte. Le projet a raison de se montrer rigoureux contre les faux déclarants. C'est le seul moyen, d'assurer son efficacité.

L'article 5 du projet a réglé une situation très intéressante, celle des ouvriers contraints d'abandonner une profession qui pour eux pourrait présenter un danger certain de maladie grave. Il était équitable d'accorder le cas échéant une indemnité à celui qui perd ainsi son gagne pain et peut être contraint de se livrer à l'exercice d'une autre profession moins rémunératrice. L'article 5 a prévu l'allocation d'une rente viagère, correspondant à la moitié de la réduction de salaire que peut causer

l'abandon définitif de la profession ou des professions similaires. — Précisément à raison des dangers qu'elles font courir, les professions susceptibles de causer des maladies sont plus rémunératrices ; bien souvent il arrivera que l'ouvrier subira en raison de l'obligation où il se trouve de changer de métier une diminution de salaire importante. L'indemnité consistant ici en une rente viagère basée sur la diminution de salaire est tout à fait légitime. De plus, nous trouvons encore ici une analogie frappante avec la loi de 1898 qui prend pour base le même taux de rente, pour une diminution de salaire provenant non plus d'un changement de profession, mais d'une infirmité résultat d'un accident.

Le second alinéa de l'article 5 qui vise le même objet a prévu le cas de mauvaise foi de l'ouvrier. Il pourrait arriver en effet que l'ouvrier s'embauchât à nouveau dans un métier susceptible de causer des maladies professionnelles après n'avoir fait qu'un stage passager dans une industrie ne comportant pas l'emploi de matières toxiques, [moins rémunératrice et qui par suite de cette différence de salaire avait été pour lui la source d'une rente viagère]. Il est tout à fait équitable, quand ce fait se produira, que l'on prononce la déchéance de l'ouvrier à cette rente, d'abord, parce que il a voulu cumuler des avantages ensuite parce qu'il a négligé les moyens mis à sa disposition pour la loi de protéger sa santé

même. Tout intéressé pourra provoquer cette déchéance.

La disposition du projet que nous venons d'étudier présente une certaine analogie avec la loi de 1898 : (mais la loi de 1898 ne suppose pas, elle, la mauvaise foi de l'ouvrier) nous voulons parler de la faculté de revision. En effet, l'art. 19 de cette loi prévoit le cas, assez fréquent d'ailleurs, ou l'infirmité de l'ouvrier, qui lui a valu l'attribution d'une rente s'améliore ou s'aggrave. N'est-il pas juste, en pareil cas, au moins pendant un certain délai, de permettre aux deux parties en cause une demande de revision basée soit sur l'amélioration soit sur l'aggravation de l'état de l'ouvrier ; réduction de rente demandée par le patron, augmentation de rente sollicitée par l'ouvrier, les situations présentent sans doute des différences importantes, néanmoins le principe est le même, on ne veut pas dans les deux cas qu'un accident, qu'une maladie professionnelle puisse devenir pour ce patron ou pour l'ouvrier une source de bénéfice. En ce qui concerne la loi de 1898 la facilité même d'une expertise évaluant l'aggravation ou l'amélioration de l'état de l'ouvrier ne permet pas ici l'application du système forfaitaire ; dans les maladies professionnelles, la mauvaise foi de l'ouvrier, et l'injustice d'un cumul suffiront à justifier cette disposition.

L'article 6 du projet règle certaines questions de détail qui n'ont point d'intérêt juridique ; nous nous

bornons donc simplement à en transcrire ici le texte :

Art. 6. Toute maladie professionnelle dont la victime demande réparation en vertu de la présente loi doit être par ses soins, déclarée dans les quinze jours qui suivront la cessation du travail au maire de la commune, qui en dresse procès verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Un certificat de médecine indiquant la nature de la maladie et ses suites probables doit compléter cette déclaration, dont la forme sera déterminée par décret.

Copie certifiée de cette déclaration est transmise immédiatement par le maire au chef de l'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

Du jour de la déclaration court le délai de prescription prévu par l'article 18 de la loi du 9 avril 1898.

Nous rappelons que l'article 18 de la loi de 1898 auquel il est fait allusion ici vise le délai de prescription de l'action en indemnité et le fixe à un an. Ce délai courra, soit du jour de la cessation du travail résultant de la maladie, soit de la clôture de l'enquête de juge de paix soit de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire. L'art. 19 de la loi de 1898 concernant la demande en revision de l'indemnité, fondée sur une aggravation ou une amélioration de l'état de la victime, ou son décès s'appliquera ici, et fera courir un délai de 3 ans, pendant lequel la demande

en révision devra être introduite, délai prenant son point de départ au jour de l'accord intervenu entre les parties ou de la décision définitive.

Le projet de la Commission prévoit l'extension des opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents aux nouveaux risques relatifs aux maladies professionnelles. La loi de 1898 avait déjà étendu aux risques qu'elle prévoit les opérations de cette caisse, il serait donc logique d'en faire autant pour la loi sur les maladies professionnelles. Les tarifs de cette caisse d'assurances seront établis chaque année, dans les six mois qui suivront la promulgation du décret, établissant, conformément, à l'article 2 du présent projet le tableau de maladies visées par la loi. Ces tarifs devront être approuvés par un décret rendu sur le rapport du ministre du travail et de la Prévoyance sociale et du ministre des finances.

Le § 3 stipule que « ces tarifs devront être calculés de manière que les risques et les frais généraux d'administration de la caisse soient entièrement couverts, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 11 juillet 1868.

Ces dispositions sont entièrement conformes à celles qui ont été fixées dans la loi de 1898 par les articles 25 et 26.

Il est certain qu'on éprouvera au début de l'application de la loi des difficultés analogues à celles que

l'on a rencontrées lors des premières années d'application de la loi de 1898 pour l'établissement de ces tarifs, il y a là une période de tâtonnements qu'on ne peut éviter.

L'article 8 du projet n'existait pas dans la proposition Breton, c'est le gouvernement qui a demandé qu'il fut ajouté au texte.

Le projet Breton, en effet, en ce qui concerne le rachat des rentes allouées aux victimes de maladies professionnelles renvoyait purement et simplement à l'article 28 de la loi de 1898 : or, cet article ne tient compte, pour l'établissement du tarif que de la mortalité des victimes d'accidents et de leurs ayants droit ; il était donc nécessaire de prévoir ici un tarif spécial, car la mortalité des victimes de maladies professionnelles doit différer sensiblement de la mortalité des victimes d'accidents. C'est pourquoi l'article 8 stipule que *les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif des pensions, allouées en vertu de la présente loi, à la caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes de maladies professionnelles et de leurs ayants droits, ce tarif pouvant être modifié ultérieurement suivant les résultats de l'expérience.*

L'article 9 n'existait pas non plus dans le projet. Breton, c'est sur la demande du gouvernement éga-

lement, par l'intermédiaire de M. Paulet qu'il fut inséré dans le projet de la commission. Cet article prévoit le fonctionnement de syndicats de garantie ayant pour but de garantir les employeurs contre les risques visés par le projet, concurremment avec les compagnies d'assurances. Là encore il n'y a qu'une extension d'une disposition de la loi de 1898 qui avait prévu, elle aussi, la constitution de mutuelles et de syndicats de garantie.

Pour l'alimentation du fonds de garantie, le projet Breton avait renvoyé aux formes prévues par la loi du 9 avril 1898. L'article 10 ne fut ajouté que sur la demande du gouvernement qui désirait un texte précis, il suffira ici de le citer : *Les chefs d'entreprise assujettis à la présente loi devront contribuer au fonds de garantie prévu par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 dans les conditions respectivement déterminées par le dit article ou par l'article 4 § 2 de la loi du 12 avril 1906 indépendamment de la contribution dont ils sont déjà redevables en matière d'accidents du travail.*

Commission des maladies professionnelles. — La commission des maladies professionnelles dont il a été question à plusieurs reprises dans l'examen de ce projet de loi est ainsi composée (art. 11) :

1° Trois députés et deux sénateurs élus par leurs collègues ;

2° Le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales ;

3° Le Directeur du travail ;

4° Le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;

5° Deux membres du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ;

6° Quatre médecins membres de la Commission d'hygiène industrielle ;

7° Un conseiller prudhomme patron et un conseiller prudhomme ouvrier désignés par le Conseil supérieur du travail parmi ses membres ;

8° Un professeur de faculté de médecine ;

9° Cinq personnes spécialement compétentes en matière de maladies professionnelles.

Le mode de nomination et de renouvellement des membres, la désignation du président, du vice-président et du secrétaire seront prévus par un décret.

Déclaration des maladies professionnelles. — Il était nécessaire d'adopter un mode spécial de déclaration des maladies professionnelles : à raison même de la nature du risque les dispositions de la loi de 1898 étaient inapplicables.

D'abord le délai de 48 heures qui convient parfaitement à un fait soudain auquel on peut assigner un moment précis, quand il s'agit d'un accident, ne saurait trouver son application en cas de maladie professionnelle. Ces maladies étant le résultat d'une

intoxication lente et continue qui peut se prolonger parfois plusieurs années, il ne pouvait être question d'indiquer le lieu, l'heure, la nature, les circonstances et les témoins du fait qui a donné naissance à cette maladie. De plus la victime est seule compétente pour faire la déclaration de cette maladie que le patron peut parfaitement ignorer ; aussi l'art. 6 du projet oblige la victime d'une maladie professionnelle à en faire la déclaration à la commune dans les 15 jours qui suivent la cessation du travail. Un certificat médical indiquant la nature de la maladie et ses suites probables doit accompagner cette déclaration. Le maire dresse procès-verbal et délivre un récépissé. Le chef d'entreprise est informé à son tour par le maire, on lui fait parvenir ainsi qu'à l'inspecteur départemental ou à l'ingénieur ordinaire des mines, chargé de la surveillance de l'entreprise une copie de la déclaration de maladie.

Etablissement des statistiques. — Dans le but d'arriver à une statistique établissant le coefficient de morbidité spécial à chacune des professions exposées aux intoxications professionnelles, il était utile d'assimiler ces maladies à celles dont la loi sur la santé publique rend la déclaration bien obligatoire : Ce système fonctionne d'ailleurs en Angleterre.

L'article 12 du projet qui consacre cette manière de voir a imposé la déclaration des maladies, ayant un caractère professionnel et comprises dans une liste

établie par décret après avis de la commission supérieure, à tout docteur en médecine ou officier de santé qui a pu en reconnaître l'existence. Cette déclaration est ensuite adressée au ministre du travail par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail ou de l'ingénieur ordinaire des mines.

La présente loi d'après l'article 13, ne devra être applicable que 6 mois après la publication des décrets prévus pour son exécution, sauf en ce qui concerne les dispositions de l'art. 12 (déclaration obligatoire par les médecins) qui entreront en vigueur un mois après la publication du décret prévu à cet article.

*
* *

Avant de terminer l'examen de ce projet nous voudrions dire un mot d'une disposition préventive qui figurait dans le projet Breton et qui a été éliminé du projet de la commission pour certaines raisons qu'il est intéressant de signaler.

M. Breton avait ajouté à son ancienne proposition un nouvel article, l'article 4 prévoyant une répartition dans chaque département des mines en 6 classes suivant l'hygiène générale des ateliers et les moyens préventifs qui y seraient employés. Cette répartition eût été faite par une commission composée d'un délégué du ministre du commerce de l'Industrie et du

travail, d'un délégué du préfet, d'un délégué des chambres syndicales, patronales intéressées, d'un délégué des syndicats ouvriers intéressés et de l'inspecteur du travail. Cette disposition avait pour but de stimuler les patrons en les dégageant, suivant la classe à laquelle ils appartiendraient, d'une partie des indemnités qu'ils pourraient avoir à servir à des victimes de maladies professionnelles. La première classe eût été le type des derniers perfectionnements employés par l'aménagement, l'hygiène et les moyens préventifs, la 6^e purement fictive, car la loi n'eût pas toléré l'existence de pareils établissements, créée seulement pour servir de point de comparaison, eût été théoriquement celle où les précautions les plus élémentaires n'avaient même pas été prises. Mais ce dégrèvement n'aurait pas eu lieu mathématiquement l'article 3 disait seulement que le tribunal *pourrait* tenir compte, dans la répartition des responsabilités, du classement des usines prévu par l'article 4. Il eût été sans doute préférable d'obtenir un dégrèvement pour ainsi dire automatique, mais il n'aurait pu être obtenu qu'en diminuant l'indemnité due à l'ouvrier intoxiqué ou en frappant parfois d'une façon injuste certains industriels.

Si, en effet, dit M. Breton, on décidait que les patrons des *usines des premières classes, verraient, en tout état de cause, leur responsabilité diminuée dans une certaine mesure, cette diminution devait*

être, ou supportée, par l'ouvrier, ou reportée sur les autres patrons également responsables, mais dont les usines seraient dans une classe inférieure.

Dans ce dernier cas, si un ouvrier, travaillant dans une usine de première classe, était frappé d'une affection professionnelle la veille du jour où expire le délai de responsabilité de son ancien patron dont l'usine est la 6^e classe, ce dernier aurait eu à supporter en plus de la part infime de responsabilité qui lui incombe en vertu de l'article 3 le dégrèvement dont aurait profiter le premier patron. Lorsqu'on pense qu'il n'aurait plus rien dû si l'ouvrier avait été atteint un jour plus tard, on voit qu'il y aurait là une anomalie vraiment inadmissible.

Il eût été également injuste de faire supporter la diminution de la responsabilité patronale à l'ouvrier en lui réduisant son indemnité.

Il y avait cependant exception pour la tuberculose, car ici l'origine professionnelle est assez rare et l'exercice de certaines professions ne peut que la développer ou l'aggraver. C'est pourquoi en ce qui concerne cette maladie, l'art. 5 du projet Breton réduisait l'indemnité à verser suivant la classe à laquelle appartenait l'établissement où avait travaillé l'ouvrier (10 0/0 pour les patrons des usines de la 5^e classe, 20 0/0 pour ceux de la 4^e, 30 0/0 pour ceux de la 3^e, 40 0/0 pour ceux de la seconde et 50 0/0 pour ceux de la 1^{re}).

Toutes ces dispositions eussent certainement été d'excellents moyens préventifs, les patrons étant directement intéressés à prendre toutes précautions voulues puisqu'ils auraient vu réduire les indemnités à verser et par cela même les primes d'assurances à payer. Cependant au nom du gouvernement, M. Paullet s'opposa à l'insertion de ces dispositions dans la loi. Une première raison c'était qu'il y avait là une complication évidente ajoutée au système déjà compliqué par lui-même de la responsabilité des anciens patrons. D'autre part, une telle disposition eût certainement rencontré l'opposition de certains patrons qui auraient redouté la partialité de la commission de classement. Enfin, on aurait sans doute diminué les chances de maladies professionnelles, mais on ne les aurait pas supprimées entièrement, car avant tout, les dispositions personnelles de l'ouvrier, son aptitude plus ou moins grande à contracter ces maladies ne sont-elles pas des facteurs importants dans cette question ? Au surplus, cette disposition n'était pas indispensable et il y a dans la loi des sanctions assez sévères pour pouvoir assurer l'exécution des mesures préventives. On supprima donc ces articles.

CONCLUSION

§ 1. — Nos raisons d'être partisans du projet Breton modifié par la Commission de la Chambre des députés.

En examinant les diverses dispositions du projet Breton modifié par la commission, nous avons déjà eu l'occasion de faire remarquer l'avantage qu'il présente sur les projets antérieurs et les garanties de réparation qu'il offre aux victimes des maladies professionnelles.

Avant tout, s'inspirant à juste titre du système anglais, l'auteur a voulu en faire une étroite adaptation de la loi de 1898, en se référant à ses dispositions principales et en n'y apportant que le minimum de changements nécessités par la question toute spéciale dont il s'agit.

Ce projet a, en outre, l'avantage de concilier les intérêts divers qui se trouvent en présence, ceux de l'ouvrier, du patron, des sociétés de secours mutuels et même des compagnies d'assurances. Nous avons vu qu'on ne pouvait en dire autant des autres projets.

Il résout de la manière la plus heureuse, les diffi-

cultés que comporte une loi sur les maladie professionnelles. Au lieu de chercher à déterminer le caractère professionnel de la maladie et de subordonner l'indemnité à verser à l'ouvrier à la preuve de ce caractère, comme dans la loi de 1898, il va prescrire une indemnité transactionnelle et forfaitaire.

En ce qui concerne la responsabilité des anciens patrons il admet une solution assez juste taxée sur le temps plus ou moins long que mettent les maladies professionnelles à se développer.

Enfin il concilie, autant qu'il est possible, les divers intérêts en présence, qualité qu'on ne peut reconnaître aux autres projets.

En effet, il ne prévoit aucun prélèvement sur le salaire des ouvriers c'est là une mesure équitable qu'il faut approuver ; comme nous l'avons déjà déclaré à plusieurs reprises, nous estimons qu'on ne doit rien leur demander.

Les patrons ne se verront point contraints à une assurance obligatoire comme celle qui leur était imposée par le projet du gouvernement, ils auront donc leur entière liberté à cet égard.

Les compagnies d'assurances, loin de voir une concurrence immédiate et une menace future par la création de mutuelles obligatoires, comme cela était prévu par le projet du gouvernement, trouveront au contraire une occasion d'extension de leurs opérations.

Les sociétés de secours mutuels ne risqueront plus de perdre une partie de leurs adhérents et de trouver la concurrence d'une loi qui engloberait toutes les maladies (au moins d'une durée inférieure à 30 jours) comme le voulait le projet du gouvernement, en limitant strictement ses opérations aux maladies d'origine professionnelle sinon établies du moins présumées ; le projet de la commission leur laissera un champ d'action libre en ce qui concerne les maladies ordinaires.

En présence de tous ces avantages nous nous déclarons nettement partisans du projet Breton.

§ 2. — L'insuffisance de notre législation exige impérieusement une prompt solution

« Cette loi fera plus pour l'hygiène des ateliers que
« tous les règlements et inspecteurs du travail. Quand
« cela coûtera de tuer les hommes, quand cela élè-
« vera le prix de revient, on n'en tuera plus. »

Telles furent les paroles prononcées par le rapporteur général de la commission d'hygiène industrielle, qui voulait insister sur les effets bienfaisants de la loi projetée.

S'il était nécessaire de faire valoir en faveur des victimes des maladies professionnelles de nouvelles raisons pour justifier l'urgence d'une loi destinée à les protéger, nous dirions, comme M. le Rapporteur de

la commission d'hygiène industrielle, que l'existence même de cette loi, suffirait à elle seule à diminuer notablement le nombre des victimes des poisons industriels. Peut être est-il exagéré de dire que c'est seulement lorsque la responsabilité des patrons se traduira en indemnités pécuniaires, que les chefs d'industrie se préoccuperont de la santé de leurs ouvriers. La majorité, on ne saurait le contester, est tout de même plus soucieuse de la vie des travailleurs que ne semble se l'imaginer le rapporteur de la commission.

Néanmoins, il faut reconnaître que souvent une sérieuse sanction pécunière peut être très efficace si elle est vraiment fondée en équité.

En tous cas, nous avons la ferme conviction qu'après le vote de la loi que nous réclamons, les patrons redoubleront de précautions.

Mais est-il besoin, pour justifier la nécessité d'une prompt intervention du Parlement d'invoquer d'autre argument, que l'insuffisance flagrante de notre législation et l'impossibilité pour l'ouvrier d'obtenir, dans la plupart des cas, aucune réparation du grave préjudice qu'il a subi ?

Insuffisance du Code, d'abord, trop peu soucieux de la question ouvrière.

Insuffisance des lois postérieures au Code qui trop souvent n'ont eu en vue que des intérêts particuliers

Insuffisance de la Doctrine même et de la Juris-

prudence qui malgré leurs louables efforts n'ont pu parvenir à une solution exempte d'arbitraire et vraiment satisfaisante.

L'urgence d'une loi réglant définitivement le sort des ouvriers victimes d'industries malsaines n'est pas contestable.

C'est là une des questions qui, à notre sens s'imposent le plus impérieusement à l'attention du législateur. Puisse être réalisée prochainement la solution équitable que nous avons examinée !

Vu, le Doyen,
CAUWÈS.

Vu, Le président de la Thèse.
R. PIÉDELIEVRE.

Vu, et permis d'imprimer
Le vice-recteur
de L'Académie de Paris.
Pour le Vice-Recteur l'Inspecteur de l'Académie.
FONTENÉ

ANNEXES

ANNEXE I

Texte du projet de loi sur les maladies professionnelles
présenté au nom de M. Armand Fallières, Président
de la République : par M. Gaston Doumergue, Mi-
nistre du Commerce, de l'Industrie et du Travail et
par M. Raymond Poincaré, Ministre des Finances.

Le Président de la République française,

Décète :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la
Chambre des Députés par le Ministre du Commerce, de
l'Industrie et du Travail, et par le Ministre des Finances,
qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir
la discussion.

TITRE PREMIER

Des indemnités dues à la suite des maladies

Article premier.

Dans les industries, professions ou travaux désignés
par décrets rendus après avis de la Commission supé-

rieure visée à l'article 36 ci-après comme donnant lieu du fait de la fabrication, de la manutention ou de l'emploi soit du plomb ou de ses composés soit du mercure ou de ses composés à des affections aiguës ou chroniques fréquentes, les maladies d'origine professionnelle constatée et, pour les incapacités de travail n'excédant point trente jours, toutes les autres maladies donnent droit aux allocations déterminées par la présente loi.

Art. 2.

En dehors des cas régis par la législation sur les accidents du travail, les ouvriers et employés intéressés ne peuvent se prévaloir, à raison des maladies susvisées d'aucunes dispositions législatives autres que celles de la présente loi.

Ceux dont le salaire annuel dépasse 2.400 francs ne bénéficient de ces dispositions que jusqu'à concurrence de cette somme. Pour le surplus ils n'ont droit qu'au quart des rentes stipulées à l'article 5, à moins de convention contraire élevant le chiffre de la quotité.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ne peuvent être assujettis à la présente loi par le fait de la collaboration accidentelle d'un ou de plusieurs de leurs camarades.

Art. 3.

Les décrets prévus à l'article premier classent les industries, professions ou travaux régis par la présente loi

en groupes similaires au point de vue de la nature et de l'importance des risques courus.

Ces décrets ne peuvent être modifiés qu'à intervalles de trois ans au moins.

Art. 4.

Tous les chefs d'entreprises ou parties d'entreprises comprises dans chacun des groupes visés à l'article précédent font d'un plein droit partie de syndicat central de garantie liant solidairement tous ses adhérents pour le paiement des indemnités mises à sa charge par la présente loi et fonctionnant à Paris dans les conditions prévues au titre III ci-après.

Ils sont répartis en mutualités locales dans les conditions prévues au titre II ci-après.

Art. 5.

Les ouvriers et employés occupés dans les entreprises ou parties d'entreprises sus-visées ont droit :

1° Pour toute incapacité de travail occasionnée par maladie, quelle que soit l'origine de la maladie, ou par accouchement, et à partir du jour fixé par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 jusqu'au trentième jour inclusivement, à une indemnité journalière égale à la moitié du dernier salaire quotidien, à moins que le salaire soit variable ; dans ce dernier cas, l'indemnité journalière est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois précédent ;

2° Pour toute incapacité excédant trente jours et due à une maladie d'origine professionnelle constatée à la même indemnité journalière jusqu'au jour où l'intéressé se trouve soit complètement guéri et en état de reprendre son travail, soit définitivement atteint d'une incapacité permanente. Dans ce dernier cas, et dans le cas où la maladie est suivie de mort, la victime ou ses représentants ont droit aux rentes prévues par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 ; ces rentes sont calculées dans les conditions spécifiées par l'article 10 de la même loi.

Dans tous les cas, les soins médicaux et pharmaceutiques et, s'il y a lieu, les frais d'hospitalisation sont dus au malade pendant le même temps que l'indemnité journalière. Les frais funéraires sont, s'il y a lieu, réglés dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi du 9 avril 1898.

Art. 6.

L'indemnité journalière est payable aux époques et lieu de paye usités dans l'entreprise, sans que l'intervalle puisse excéder seize jours.

Les rentes sont incessibles et insaisissables ; elles sont payables à la résidence du titulaire ou au chef-lieu de canton de cette résidence et, si elles sont servies par la Caisse nationale des retraites, chez le préposé de cet établissement désigné par le titulaire ; elles sont payables par trimestre et à terme échu ; toutefois le comité local d'arbitrage visé à l'article 32 peut ordonner le paiement d'avance de la moitié du premier arrérage.

Les frais d'hospitalisation sont supputés dans les conditions et limites fixées par le troisième alinéa de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898, modifié par la loi du 31 mars 1903, mais à l'exclusion de la majoration de 50 0/0 spécifiée au dit alinéa.

Art. 7.

Les ouvriers étrangers ont droit, dans les mêmes conditions que les ouvriers français, à l'indemnité journalière et aux soins médicaux et pharmaceutiques pour les incapacités n'excédant pas trente jours.

Pour les autres incapacités, ils n'ont droit aux indemnités prévues par la présente loi que dans les conditions déterminées en cas d'accidents de travail par la législation sur la matière, ou par les traités intervenus en conformité de cette législation.

Art. 8.

Au cas où la prolongation de l'exercice de la profession présente un danger certain de maladie professionnelle grave, l'ouvrier ou employé intéressé peut réclamer devant le comité local d'arbitrage visé à l'article 32 l'allocation d'une rente viagère correspondant à la moitié de la réduction de salaire que peut lui occasionner l'abandon définitif de la profession et des professions similaires. Le chef d'entreprise peut, de son côté, provoquer l'allocation d'une rente dans les mêmes conditions.

Si le titulaire de cette rente vient à reprendre du travail dans la profession ainsi abandonnée ou dans une profession similaire, il est déchu de ladite rente, ainsi que de tout droit à indemnité ultérieure du fait de maladie professionnelle. Ces déchéances sont prononcées à la requête de tout intéressé par le comité d'arbitrage qui a connu de l'attribution de la rente.

TITRE II

Des mutualités locales.

Art. 9.

Dans chaque arrondissement et pour chacun des groupes visés à l'article 3, il est institué par arrêté du Ministre du Commerce, après avis de la Commission supérieure des maladies ou parties d'entreprises ressortissant au groupe, ainsi que tous les ouvriers et employés qu'elles occupent.

Toutefois, une mutualité locale peut, dans les mêmes formes, être restreinte à un ou plusieurs cantons ou bien, par exception, être étendue à plusieurs arrondissements.

Art. 10.

La liste générale des chefs d'entreprise et la liste générale des ouvriers et employés ressortissant à chaque mu-

tualité locale et appelés à élire son comité directeur sont arrêtées tous les trois ans par le sous-préfet, à l'aide de listes communales. Si la mutualité locale correspond à plusieurs arrondissements, ces listes sont établies par le sous-préfet de l'arrondissement dans lequel elle a son siège.

Les listes communales sont dressées par le maire de chaque commune, assisté de deux assesseurs, qu'il choisit l'un parmi les électeurs patrons, l'autre parmi les électeurs ouvriers. Ces listes contiennent les nom, prénoms, sexe, âge et adresse de chaque intéressé, ainsi que l'indication de l'entreprise qu'il dirige ou dans laquelle il se trouve occupé:

Les listes générales ne comprennent que les chefs d'entreprises ou les ouvriers et employés de l'un ou l'autre sexe âgés d'au moins vingt et un ans.

Art. 11.

En vue de l'établissement des listes prévues à l'article précédent, tout chef d'entreprise ou de partie d'entreprise ressortissant à la mutualité locale est tenu, dans le mois de l'entrée en vigueur de la présente loi et, ultérieurement, huit jours au moins avant toute ouverture d'exploitation ou partie d'exploitation visée à l'article premier, de s'inscrire ou de se faire inscrire sur un registre spécial tenu à cet effet, à la mairie du siège de l'entreprise en indiquant les industries, professions ou travaux en raison desquels il se trouve assujetti et en pro-

duisant un état des ouvriers et employés bénéficiaires.

Ces déclarations, ainsi que les déclarations subséquentes en cas de modifications d'exploitation et de changements de personnel, sont faites dans les conditions, formes et délais déterminés par décret, rendu après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles.

Art. 12.

Les patrons et les ouvriers et employés inscrits sur les listes générales visées à l'article 10 sont respectivement réunis dans chaque commune en assemblées particulières pour élire, dans les conditions déterminées pour l'éligibilité et les opérations électorales des conseils de prud'hommes et à la date fixée par le Ministre du Commerce, le comité directeur de la mutualité locale, qui est renouvelé par moitié tous les trois ans et qui est composé : 1° de trois patrons choisis parmi les électeurs patrons ou leurs préposés ; 2° de trois ouvriers ou employés choisis parmi les électeurs ouvriers et employés ; 3° d'un président désigné à la suite de chaque élection triennale par les membres précédents ou, à défaut, par le président du tribunal civil.

Art. 13.

Les difficultés relatives à l'établissement des listes électorales visées à l'article 10 et aux élections prévues à l'article 13 sont jugées en dernier ressort par les comi-

tés locaux d'arbitrage prévus à l'article 32, à moins qu'elles ne se rapportent à l'assujettissement des entreprises. Dans ce dernier cas, elles peuvent faire l'objet d'un appel devant le Comité central d'arbitrage prévu à l'article 37.

Les pourvois en cassation contre les décisions des comités locaux d'arbitrage prévues au présent article seront portés directement devant la chambre civile, dans les conditions spécifiées par l'article 23 du décret du 2 février 1852.

Art. 14.

La mutualité locale peut en ester en justice et recevoir des libéralités mobilières.

Elle est administrée et gérée par son comité directeur.

Le comité directeur désigne comme trésorier soit un de ses membres, soit un préposé gratuit ou salarié, soit le greffier de la justice de paix, qui ne peut refuser, et qui a droit à des taxations spéciales déterminées par le décret.

Il choisit les médecins et pharmaciens chargés d'assurer les soins médicaux et pharmaceutiques prévus par la présente loi.

Art. 15.

La mutualité locale acquitte et supporte définitivement les indemnités journalières pour incapacité n'excédant point trente jours, ainsi que les frais médicaux et

pharmaceutiques ou frais d'hospitalisation correspondants et, s'il y a lieu, les frais funéraires.

Elle acquitte, mais au compte du syndicat central et à charge de remboursement annuel par lui, les mêmes indemnités pour les incapacités excédant trente jours et, s'il y a lieu, les arrérages de rentes.

Art. 16.

La mutualité locale fait face aux dépenses qui lui incombent à l'aide des contributions des patrons et des retenues opérées par leurs soins sur les salaires de leurs ouvriers, suivant les taux respectivement déterminés chaque année pour l'année suivante, après avis de son comité directeur et du conseil d'administration du syndicat de garantie, par décret rendu après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles.

Ces taux doivent être calculés en pourcentage des salaires à payer, de telle manière.

1° Que la recette annuelle totale puisse correspondre aux charges présumées de l'exercice et assurer en outre la constitution progressive d'un fonds de réserve, qui doit être au moins égal au montant des dépenses moyennes d'un exercice, sans dépasser le triple de ce montant ;

2° Que le montant global des contributions patronales représente, d'après des statistiques spéciales dressées à cet effet, la charge qui incomberait aux entreprises assujetties du fait des indemnités correspondant aux incapa-

cités n'excédant pas trente jours et dues à des maladies d'origine professionnelle, si lesdites incapacités étaient indemnisées dans les mêmes conditions que les accidents du travail ;

3° Que le surplus seulement correspondant aux incapacités sans origine professionnelle, soit laissé à la charge des ouvriers, par voie de retenues sur les salaires effectuées par les chefs d'entreprise ;

4° Que la portion destinée à l'alimentation du fonds de réserve soit proportionnellement répartie entre les deux éléments ci-dessus.

Art. 17.

Le décret visé à l'article précédent détermine les conditions et limites dans lesquelles le comité directeur de la mutualité locale peut réduire les contributions patronales afférentes aux entreprises dont l'installation et le fonctionnement ont pour effet d'amoindrir le risque de maladie professionnelle.

Les réclamations relatives à ces réductions sont portées devant le conseil d'administration du syndicat central, qui statue définitivement comme arbitre.

Art. 18.

Le comité directeur peut confier le service des indemnités qu'il a mission d'assurer :

1° Aux sociétés de secours mutuels auxquelles sont affiliés les ouvriers et employés intéressés ;

2° A des caisses patronales ou à des sociétés d'assurances dûment agréées à cet effet par le Ministre du Commerce dans les conditions déterminées par décret, rendu après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles.

Art. 19.

Le Comité directeur peut décider qu'accessoirement il effectuera, pour le compte des chefs d'entreprise inscrits à la mutualité locale qui le demanderont, le service des indemnités en cas d'accidents de travail pour les incapacités n'excédant pas trois mois. Ce service ne devra occasionner à la mutualité locale ni gain ni perte.

Il peut également décider qu'il assurera aux ouvriers et employés inscrits à la mutualité locale qui en feront la demande le service d'indemnités journalières, de frais médicaux et pharmaceutiques et, s'il y a lieu, des frais funéraires : 1° pour les incapacités n'ayant point une origine professionnelle constatée, en ce qui concerne la période consécutive au trentième jour ; 2° pour les premiers jours ne donnant pas lieu à indemnité dans les termes de l'article 5, § 1^{er}. Les cotisations supplémentaires volontairement souscrites par les ouvriers et employés pour ce service spécial sont fixées chaque année par le Comité pour l'année suivante ; elles sont recouvrées et employées dans les conditions déterminées par un règlement particulier, soumis à l'approbation du Ministre du Commerce. Elles font, avec les dépenses corrélatives l'objet d'une gestion spéciale, qui ne doit occasionner

pour la mutualité locale ni gain ni perte, et, si cette gestion présente un excédent, cet excédent est annuellement porté à un fonds de réserve spécialisé.

Art. 20.

L'acquittement des indemnités incombant finalement au syndicat central, dans les termes du second alinéa de l'article 15 ci-dessus, est opéré à l'aide des ressources du fonds de réserve visé au paragraphe 1^{er} de l'article 16 ou, en cas d'insuffisance de ces ressources, à l'aide d'avances du syndicat central.

Art. 21.

Le trésorier de la mutualité locale ne peut jamais garder en caisse une somme supérieure au quart de la dépense totale de l'année précédente. Le surplus doit être placé soit aux caisses d'épargne, jusqu'au maximum de 15.00 francs, soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit en valeurs nominatives désignées à l'article 3 de la loi du 27 décembre 1895.

Art. 22.

La commune dans laquelle la mutualité locale a son siège est tenue de lui fournir, si elle le demande, des locaux nécessaires à ses réunions.

Art. 23.

Tous les actes intéressants la mutualité locale sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

Sont également exempts du droit de timbre de quittance les reçus des contributions ou cotisations, les reçus des sommes versées aux bénéficiaires, ainsi que les registres à souche pouvant servir au payement des indemnités.

Cette immunité n'est pas applicable aux transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles, soit entre vifs, soit par décès.

Les certificats, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'application de la présente loi sont délivrés gratuitement et exempts des droits de timbres et d'enregistrement.

Art. 24.

Dès le début de la seconde année d'application de la loi, le fonctionnement de chaque mutualité locale sera déterminé par un règlement intérieur soumis à l'approbation du Ministre du Commerce trois mois au moins avant la date fixée pour sa mise à exécution.

Il en sera de même des modifications ultérieures audit règlement.

TITRE III

Des syndicats centraux de garantie.

Art. 25.

Chaque syndicat central de garantie est administré par un conseil d'administration composé de sept membres, élus par tous les chefs d'entreprise faisant partie des comités directeurs des mutualités locales ressortissant au syndicat.

Le vote a lieu, tous les trois ans, par écrit, à la date fixée par décision du Ministre du Commerce. Il est dépouillé par une commission de cinq membres choisis par le Ministre parmi les électeurs et présidé par son délégué. Les difficultés relatives aux élections sont jugées par le comité central d'arbitrage prévu à l'article 37.

Le syndicat peut rester en justice.

Il a pour correspondants les mutualités locales et centralise leur comptabilité, en ce qui concerne les dépenses faites pour son compte.

Il fait face aux dépenses prévues au second alinéa de l'article 15 et en répartit le montant, en fin d'exercice, entre tous les chefs d'entreprise inscrits aux mutualités locales, en proportion des contributions dues par eux aux dites mutualités par application des articles 16 et 17.

Art. 26.

Le conseil d'administration décide si le capital représentatif des rentes qui seront mises à la charge des syndicats pendant l'exercice doit être versé à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse ou si le service des rentes doit être directement assuré, au compte du syndicat, par l'intermédiaire des mutualités locales.

Pour les rentes attribuables dans le cas visé à l'article 5 (§ 2) les versements à la Caisse nationale des retraites sont effectués d'après un tarif établi par décret et tenant compte de la mortalité spéciale des invalides visés audit article. Toutefois, jusqu'à l'établissement de ce tarif, la détermination des capitaux constitutifs à verser sera faite d'après les tarifs en usage pour les rentes régies par la loi du 20 juillet 1886.

Art. 27.

En cas d'insolvabilité constatée des chefs d'entreprise débiteurs, le montant non recouvré des contributions dues pour l'exercice aux mutualités locales et de la répartition visée à l'article 25 fait l'objet d'un état fourni par chaque syndicat central au Ministre du Commerce, à la date et dans les conditions qu'il détermine.

Le total de ces états est réparti par ses soins entre les syndicats centraux, au prorata du chiffre de leurs répartitions respectives.

La part incombant ainsi à chaque syndicat central

fait ensuite, par ses soins, l'objet d'une répartition complémentaire entre les chefs d'entreprise qui le composent.

Art. 28.

Dès le début de la seconde année l'application de la loi, le fonctionnement de chaque syndicat central sera déterminé par un règlement intérieur soumis à l'approbation du Ministre du Commerce trois mois au moins avant la date fixée pour sa mise à exécution.

Il en sera de même des modifications ultérieures audit règlement.

Art. 29.

Les mutualités locales et les syndicats centraux doivent fournir au Ministre du Commerce, aux époques et dans les formes qu'il détermine, les éléments d'une statistique générale des maladies professionnelles.

Leur gestion est soumise au même contrôle que celle des sociétés d'assurances contre les accidents du travail.

Les frais de ce contrôle sont remboursés annuellement, sur décision du Ministre du Commerce, par les syndicats centraux, proportionnellement au montant total des sommes versées par les chefs d'entreprise qui les composent.

TITRE IV

*Des Comités d'arbitrage et de la Commission supérieure
des maladies professionnelles.*

Art. 30.

Toute maladie qui paraît être d'origine professionnelle et devoir entraîner soit une incapacité de plus de trente jours, soit une incapacité permanente ou la mort, doit être immédiatement déclarée, avec certificat médical à l'appui, par le chef d'entreprise ou ses préposés au maire de la commune, dans les conditions déterminées par décret.

La déclaration peut être faite, avec certificat médical à l'appui, par la victime ou par ses représentants.

Art. 31.

L'enquête effectuée à la suite de la déclaration par le juge de paix, dans les formes et délais prévus par la loi du 19 avril 1898, est transmise par lui au président du comité local d'arbitrage visé à l'article 32 ci-après.

Passé un an à compter de la clôture de l'enquête, aucune demande en indemnité n'est plus recevable, si la victime ou ses ayants droit n'ont pas saisi le comité local d'arbitrage.

Art. 32.

A défaut d'accord entre les parties, les difficultés relatives à l'attribution des indemnités journalières, des frais médicaux et pharmaceutiques et des frais funéraires dus en vertu de la présente loi, et, même en cas d'accord, toutes les attributions de rentes sont déferées à un comité local d'arbitrage correspondant à chaque mutualité locale et composé :

1° De deux membres patrons et de deux membres ouvriers du comité directeur de la mutualité locale, élus par ce comité ;

2° D'un président et d'un médecin désignés par ces quatre premiers membres en dehors du comité directeur de la mutualité locale. A défaut d'entente, le président et le médecin sont désignés par le président du tribunal civil.

Le président du comité local d'arbitrage a voix prépondérante en cas de partage.

Art. 33.

Les membres du Comité local d'arbitrage, ainsi que les membres du comité directeur de la mutualité locale, peuvent recevoir, aux frais de ladite mutualité, des jetons de présence, dans les conditions fixées par décret rendu après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles.

Art. 34.

Auprès du Comité local d'arbitrage est accrédité, à titre permanent, un chef d'entreprise appartenant à la mutualité locale et délégué par le syndicat central pour représenter, le cas échéant, ses intérêts.

Art. 35.

Les décisions du Comité local d'arbitrage relatives aux difficultés prévues par l'article 13 et aux indemnités visées au premier alinéa de l'article 15 sont en dernier ressort. Elles peuvent être l'objet de pourvois en cassation pour incompétence ou excès de pouvoir.

Les décisions relatives aux indemnités visées au second alinéa du même article peuvent être pendant trois ans à compter de leur date, l'objet d'une revision, sur la demande soit de la victime ou de ses représentants soit, de la mutualité locale, soit du syndicat central, fondée sur une aggravation ou une atténuation d'incapacité. Il peut être appelé de ces décisions et des décisions de revision devant le Comité central d'arbitrage visé à l'article 37 ci-après, soit par les victimes ou leurs ayants droit soit par la mutualité locale, soit par le syndicat central, dans le mois de leur notification.

Art. 36.

La Commission supérieure des maladies professionnelles est composée : 1° de trois Députés et de deux Sé-

nateurs élus par leurs collègues ; 2° du Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales ; 3° du Directeur du travail ; 4° du Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ; 5° de deux membres du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ; 6° de deux médecins membres de la Commission d'hygiène industrielle ; 7° d'un conseiller prud'homme patron et d'un conseiller prud'homme ouvrier désignés par le Conseil supérieur du travail parmi ses membres ; 8° d'un professeur de faculté de droit ; 9° d'un professeur de Faculté de médecine ; 10° de quatre personnes spécialement compétentes en matière de maladies professionnelles.

Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres, ainsi que la désignation du président, du vice président et du secrétaire.

Art. 37.

Les membres visés aux numéros 5, 6, 7 et 8 de l'article précédent constituent, avec deux conseillers à la Cour de cassation et deux conseillers d'Etat désignés par décret, un Comité central d'arbitrage.

Le Comité central d'arbitrage élit son président et son vice-président. Il ne peut statuer que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Ses décisions peuvent être déférées à la Cour de cassation. Si elles sont infirmées, il est statué définitivement par la Commission supérieure, qui doit se conformer aux décisions de la Cour de cassation sur les points de droit jugés par cette Cour.

Art. 38.

La procédure devant les comités locaux d'arbitrage et devant le Comité central d'arbitrage est déterminée par un règlement d'administration publique rendu après avis de la Commission supérieure.

Toutes les contestations autres que celles déferées par la présente loi aux comités locaux ou au Comité central d'arbitrage restent soumises aux tribunaux compétents, qui doivent toutefois surseoir à statuer s'il y a question préjudicielle à résoudre par lesdits comités.

TITRE V

Dispositions diverses et transitoires.

Art. 39.

En vue de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de la présente loi, toute maladie ayant un caractère professionnel et comprise dans une liste établie par décret, après avis de la Commission supérieure, doit être déclarée par le médecin traitant au moyen d'une formule en double exemplaire déposée ou adressée par ses soins à la mairie de la résidence du malade, laquelle doit transmettre un de ces exemplaires au Ministre du Commerce et l'autre à l'inspecteur départemental du travail.

Ces déclarations donnent droit à des émoluments fixés par décret, après avis de la Commission supérieure, et liquidés par la préfecture au vu de récépissés délivrés par les mairies. Ces émoluments sont imputables sur les frais de contrôle visés à l'article 29 ci-dessus.

Art. 40.

Toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit.

Cette nullité peut être poursuivie par tout intéressé devant le Comité local d'arbitrage. La décision qui prononce la nullité fait courir à nouveau les délais impartis soit pour la prescription, soit pour la revision.

Art. 41.

Sont passibles d'une amende de 1 à 15 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 16 à 500 francs les infractions aux articles 11, 17 (§ 1^{er}), 21, 24, 28, 30 (§ 1^{er}) et 39 (§ 1^{er}).

Sont punis des mêmes peines les chefs d'entreprise qui ne procèdent pas régulièrement aux retenues prescrites par l'article 16, ainsi que les administrateurs des mutualités locales ou des syndicats centraux qui, par leur fait ou par leur négligence, ont fait obstacle à l'application des dispositions de la présente loi.

Les infractions aux dispositions des articles 11, 30 (§ 1^{er}) et 39 (§ 1^{er}) peuvent être relevées par les inspecteurs du travail.

Art. 42.

Dans le cas de violation des dispositions de la présente loi ou d'inexécution du règlement intérieur prévu à l'article 24, la dissolution du comité directeur de la mutualité locale peut être prononcée par le Ministre du Commerce, après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles, sans préjudice de la responsabilité civile ou pénale encourue par les administrateurs.

Les électeurs devront être réunis pour procéder à la nomination du nouveau comité directeur au plus tard dans un délai de deux mois.

Dans l'intervalle, la caisse de la mutualité locale sera gérée par un délégué du Préfet. Il en sera de même dans le cas où le comité directeur n'aurait pas pu être constitué.

Art. 43.

Le Ministre du Commerce adresse au Président de la République un rapport annuel, publié au *Journal Officiel* sur le fonctionnement général de la présente loi.

Art. 44.

La présente loi ne sera applicable que trois mois après la promulgation des décrets qui doivent en régler l'exécution, exception faite du décret prévu au deuxième alinéa de l'article 26.

Art. 45.

Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du Ministre du Commerce et des Ministres compétents, après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles, déterminera les modalités spéciales d'application de la présente loi aux ouvriers et employés occupés dans les exploitations de l'État comportant la fabrication, la manutention ou l'emploi des substances visées à l'article premier ci-dessus.

Art. 46.

Un règlement d'administration publique pourra déterminer les conditions dans lesquelles la présente loi pourra être appliquée à l'Algérie et aux colonies.

Art. 47.

A titre transitoire, les difficultés relatives aux premières élections, prévues par l'article 10, seront, jusqu'à l'installation régulière des comités locaux d'arbitrage, jugées directement par le Comité central d'arbitrage.

Fait à Paris, le 7 juin 1906.

Signé : A. FALLIÈRES.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie
et du Travail.*

Signé : Gaston DOUMERGUE.

Le Ministre des Finances.

Signé : POINCARÉ.

ANNEXE II

Loi anglaise du 22 décembre 1906 destinée à compléter et à modifier la loi relative aux indemnités accordées aux ouvriers pour les accidents dont ils peuvent être victimes aux cours de leur travail.

Article premier.

Si, dans un *travail quelconque*, un ouvrier est victime d'un accident produit *par et pendant* ce travail, l'employeur sera, ainsi qu'il est exposé ci-dessous, tenu de lui payer une indemnité conformément à la première cédule annexée à la présente loi.

Art. 2.

a) L'employeur ne sera pas tenu par la présente loi à l'indemnité pour un accident qui ne mettrait pas l'ouvrier hors d'état pendant *une semaine au moins*, de gagner son salaire entier par le travail auquel il était affecté.

b) Si l'accident est provoqué par la *négligence person-*

nelle ou par le *fait volontaire* de l'employeur ou d'une personne du fait de qui il est civilement responsable, les dispositions de la présente loi n'affecteront en rien la responsabilité civile de cet employeur telle qu'elle résulte du droit commun ; dans ce cas l'ouvrier pourra, à son choix, soit réclamer une indemnité en se conformant aux prescriptions de cette loi, soit agir par toute autre voie de droit.

Toutefois l'employeur ne pourra pas être tenu d'indemniser l'ouvrier victime d'un accident causé par ou pendant le travail, simultanément aux termes de la présente loi et dans les conditions du droit commun. Il ne pourra être soumis aux poursuites en dehors de ladite loi qu'en cas de négligence ou de fait volontaire (Faute).

c) S'il est prouvé que l'accident a été occasionné par la *maladresse* grave ou l'imprudence volontaire (serious and wilful misconduct) *de l'ouvrier*, toute indemnité réclamée à raison de cet accident sera refusée, *à moins que l'accident n'entraîne la mort ou une incapacité sérieuse et permanente du travail*.

Si une contestation s'élève pendant les poursuites intentées en vertu de cette loi, soit en ce qui concerne l'obligation imposée à l'employeur de payer l'indemnité (y compris la question de savoir si la victime est un des ouvriers auxquels s'applique la loi) soit en ce qui concerne le montant et la durée de l'indemnité prévue par la loi, à défaut de l'accord des parties, cette contestation sera, conformément aux dispositions de la première cédule de la présente loi, tranchée par l'arbitrage réglé dans deuxième cédule.

Si dans les délais ci-dessous prévus pour l'ouverture de la procédure une action est intentée en vue d'allouer des dommages-intérêts, en dehors de la présente loi, en raison du préjudice causé par un accident, et s'il est établi au cours de cette action ouverte, que l'employeur eût été tenu de payer l'indemnité en vertu de la présente loi, cette action sur l'accident rentre dans la catégorie de ceux auxquels cette action sera écartée. Dans ce cas, le tribunal devant lequel elle aura été intentée, procédera (si le demandeur le désire) à l'évaluation de l'indemnité ; mais il pourra déduire de cette indemnité tout ou partie des frais qu'il estime que le demandeur a engagés en intentant ladite action au lieu de se conformer aux dispositions de la présente loi.

Dans tous les cas où, en vertu de ce paragraphe, le tribunal évaluera l'indemnité, il délivrera un certificat consignant le montant de l'indemnité qu'il accorde, ainsi que la décision qu'il a prise relativement à la déduction des frais, et ce certificat aura la même force et produira les mêmes effets qu'un jugement rendu conformément à la présente loi.

Cette loi ne déroge en rien aux dispositions relatives aux mines, usines et ateliers prononçant une amende, ni à l'application de ces amendes.

Les actions intentées conformément à la présente loi en vue d'une indemnité pour cause d'accident ne seront recevables :

1° *Que s'il est déclaré dans le plus court délai pratiquement possible, et avant que l'ouvrier ait volontairement quitté le travail au cours duquel il a été blessé ;*

2° Que si sa demande d'indemnité a été faite dans les *six mois de la date de l'accident* qui a occasionné le dommage, ou, en cas de mort, dans les six mois qui suivent le décès.

a) L'absence, l'irrégularité ou l'inexactitude de cette déclaration ne feront pas obstacle à la validité des poursuites, si, au cours de la procédure, une déclaration ou une régularisation de la déclaration étant faites, et les débats ajournés, il est prouvé que l'employeur n'a et ne pourrait pas avoir à souffrir dans sa défense de cette absence, de cette irrégularité ou de cette inexactitude, ou bien encore que cette absence, cette irrégularité ou cette inexactitude résultent d'une erreur, d'un séjour à l'étranger, ou de toute autre cause raisonnable.

b) Le fait de n'avoir pas réclamé dans le délai ci-dessus mentionné ne constituera pas pour la victime, un obstacle à la validité de l'action, s'il est prouvé que *ce défaut résulte d'une erreur, du séjour à l'étranger de l'intéressé*, ou de toute autre cause raisonnable.

La déclaration d'un accident faite en vertu de la présente loi, doit mentionner le nom et l'adresse de la victime, constater en langage courant la cause de l'accident, sa date, et être notifiée à l'employeur, ou, s'il y en a plusieurs, à l'un d'eux.

La remise de la déclaration ou son envoi par lettre recommandée au domicile particulier ou au siège de la maison de commerce de la personne à qui elle doit être remise constitueront une notification suffisante.

Si l'ouvrier est employé par une société ayant ou non la personnalité civile, la remise de la déclaration ou son

envoi par lettre recommandée au siège de la société, ou, s'il y en a plusieurs, à l'un d'eux, constitueront une notification suffisante.

Art. 3.

(1) Si le greffier des sociétés de secours mutuels, après s'être enquis des intentions de l'employeur et des ouvriers, certifie qu'un contrat relatif à une indemnité, à un dédommagement ou à une assurance, que ce contrat s'étende ou non à d'autres employeurs et ouvriers, établit une échelle d'indemnités au moins aussi favorable aux ouvriers et à ceux qui sont à leur charge que le tarif correspondant édicté par la présente loi, l'employeur peut, tant que le certificat du greffier reste valable, convenir avec tout ouvrier que les dispositions de ce contrat seront substituées à celles de la présente loi. Dans ce cas, il sera nécessaire, si la convention implique des versements faits par les ouvriers, qu'elle confère, à ceux-ci, outre le bénéfice qui leur est accordé par la présente loi, des avantages correspondant au moins à ces versements ; les ouvriers auxquels s'applique cette convention devront également s'être prononcés à la majorité en sa faveur. L'employeur ne sera dès lors responsable que dans les limites dudit contrat. *Dans tout autre cas la présente loi s'appliquera malgré toute convention contraire qui lui serait postérieure.*

(2) Le greffier a qualité pour délivrer un certificat valable pour une période d'au moins cinq ans ; il peut le renouveler périodiquement avec ou sans modifications :

les nouveaux certificats courront jusqu'à la fin de la période pour laquelle ils ont été renouvelés.

(3) Aucun contrat ne peut être certifié s'il oblige les ouvriers à s'y soumettre comme condition de leur embauchage, ou s'il ne contient des clauses qui leur permettent de s'en délier.

(4) En cas de plainte adressée au greffier des sociétés de secours mutuels par des ouvriers, ou en leur faveur, à raison de ce que les avantages stipulés par un contrat ne seraient pas conformes aux conditions prévues par le paragraphe (1) du présent article, ou de ce que les dispositions de ce contrat seraient elles-mêmes violées, ou bien de ce que ce contrat serait déloyalement exécuté, ou encore de ce qu'il y aurait des raisons suffisantes de l'annuler, le greffier examinera la plainte, et, s'il en constate le bien-fondé, il annulera le certificat, à moins que la cause de cette plainte n'ait disparu.

(5) Quand une autorisation est révoquée ou arrive à expiration, toutes dispositions nécessaires étant prises pour faire face aux engagements existants, les sommes ou garanties consignées en vue de l'exécution du contrat seront distribuées d'accord, entre l'employeur et les ouvriers, ou, à défaut de leur accord, selon la décision du greffier des sociétés de secours mutuels.

(6) Le contrat une fois certifié, l'employeur doit répondre à toutes les questions et fournir tous les comptes qui lui seront posés ou demandés par le greffier des sociétés de secours mutuels relativement à ce contrat.

(7) Le greffier en chef des sociétés de secours mutuels mentionnera dans son rapport annuel les particularités

des procès-verbaux du greffier, faits conformément à la présente loi.

(8) Le greffier en chef de sociétés de secours mutuels déterminera les mesures propres à l'exécution de cet article.

Art. 4.

(1) Si une personne dite *entrepreneur principal* traite, au cours ou dans l'intérêt de son commerce et de ses affaires, avec une autre personne dite *sous-entrepreneur*, afin de faire exécuter par ce sous-entrepreneur ou sous ses ordres tout ou partie du travail dont elle a la charge, cet entrepreneur principal sera tenu de payer à tout ouvrier employé à l'exécution du travail, l'indemnité prévue par la présente loi, dont il eût été débiteur si cet ouvrier avait été directement employé par lui. Si, en conséquence, une indemnité est réclamée à l'entrepreneur principal, ou si des poursuites sont exercées contre lui, les dispositions de cette loi lui seront appliquées *en substituant les obligations de l'entrepreneur principal à celle de l'employeur*. Toutefois, le montant de l'indemnité sera calculé d'après le salaire payé par le sous-entrepreneur à l'ouvrier.

Si le contrat est relatif au battage en grange, au labourage ou à tout autre travail agricole, et si le sous-entrepreneur fournit et emploie à cet effet des MACHINES actionnées par un moteur mécanique, il sera et sera *seul tenu de payer l'indemnité à l'ouvrier* qu'il aura employé à ce travail.

(2) Lorsque l'entrepreneur principal sera tenu de payer une indemnité aux termes de cet article, il aura droit à être indemnisé lui-même par celui qui eût été, à défaut de cet article, tenu de payer cette indemnité et toutes les questions relatives au principe et au montant de cette indemnité seront, faute d'accord, fixées par l'arbitrage prévu par la présente loi.

(3) Rien, dans cet article, ne doit être interprété comme empêchant l'ouvrier de réclamer l'indemnité prévue par la loi au sous-entrepreneur plutôt qu'à l'entrepreneur principal.

(4) Cet article ne vise pas le cas où l'accident surviendrait ailleurs que sur les lieux, ou autour des lieux où l'entrepreneur principal a entrepris d'exécuter le travail, ou qui sont, de toute autre façon, sous son contrôle et sous sa direction.

Art. 5.

(1) Si un employeur, après s'être déchargé de sa responsabilité sur une compagnie d'assurance, vint à faire faillite, et au cas où un concordat interviendrait avec ses créanciers, ou, s'il s'agit d'une société, en cas de liquidation, *les droits de l'employeur à l'égard de l'assureur touchant cette responsabilité seront transférés à l'ouvrier et lui appartiendront*, nonobstant toute disposition contraire des lois relatives à la faillite et à la liquidation des sociétés.

Ce transfert conférera à l'assureur des droits et les moyens de défense, et lui imposera les obligations de

l'employeur, toutefois la responsabilité de l'assureur envers l'ouvrier n'excédera pas celle dont il était tenu envers l'employeur.

(2) Si la responsabilité de l'assureur envers l'ouvrier est inférieure à celle de l'employeur, l'ouvrier pourra intervenir dans la faillite ou la liquidation pour le surplus.

(3) La charge de l'indemnité fait partie des dettes qui, en vertu de l'article 1^{er} de la loi de 1888 sur les paiements *par préférence en matière de faillite*, et l'article 4 de la loi de 1889 sur le même objet relative à l'Irlande ont un *privilège d'antériorité* sur toutes les autres dettes *dans la distribution de l'actif du failli ou de la société en liquidation*. La somme privilégiée ne doit pas excéder cent livres par bénéficiaire et l'obligation doit avoir pris naissance avant la date de la déclaration de faillite ou de la liquidation.

Les lois précitées, ainsi que la loi de 1897, qui les amende, s'appliqueront conformément à cette disposition. Si l'indemnité dont il s'agit est payable par semaine, son montant total sera dans ce cas égal à la somme qui eût été fixée pour le rachat de cette rente hebdomadaire si l'employeur l'avait effectué conformément à la première cédula de la présente loi.

(4) En cas de liquidation d'une société, aux termes de la loi de 1887 sur les mines d'étain, si l'indemnité est due à un mineur ou à ceux qui sont à charge, elle bénéficiera de la même priorité que celle qui est accordée aux salaires des mineurs par l'article 9 de cette loi, et cet article s'appliquera conformément à cette disposition.

(5) Les prescriptions de cette article relatives aux pri-

vilèges d'antériorité ne s'appliqueront pas au cas où le contrat serait postérieur à la faillite de l'assureur ou à la liquidation de la société.

(6) *Cet article n'est pas applicable au cas où la société se liquiderait volontairement* dans le seul but de se reformer ou de fusionner avec une autre.

Art. 6.

Dans le cas où l'accident qui donne lieu à une indemnité résulte de circonstances entraînant l'obligation légale, pour une autre personne que l'employeur, de payer des dommages et intérêts :

(1) L'ouvrier peut poursuivre à la fois cette personne à fin de dommages et intérêts, et tout autre, tenue par la présente loi de lui payer une indemnité ; mais il ne cumulera pas le droit à des dommages et intérêts et le droit à une indemnité.

(2) Si l'ouvrier a reçu l'indemnité prévue par la présente loi, la personne qui l'a payée et tout autre personne qui aurait été appelée à le faire en vertu de la disposition relative aux sous-entrepreneurs, aura droit à être indemnisée par le tiers responsable ci-dessus désigné. Toutes les questions relatives au principe et au montant de cette indemnité seront, faute d'accord, tranchées par jugements, ou, si les parties y consentent, par l'arbitrage organisé par la présente loi.

Art. 7.

(1) La présente loi s'appliquera aux patrons, marins, apprentis marins et apprentis pêcheurs, à condition qu'ils soient compris dans la définition qu'elle donne des ouvriers et qu'ils fassent partie de l'équipage d'un bâtiment inscrit sur les registres du Royaume-Uni ou d'un autre bâtiment anglais dont le propriétaire, ou, s'il y en a plusieurs, le « manager » (1) propriétaire ou le manager, résident ou aient leur principal établissement dans le Royaume-Uni sous bénéfice des conditions suivantes :

a) La déclaration de l'accident et la demande d'indemnité doivent, sauf quand la victime est le patron lui-même, être faites au patron du bateau comme s'il était l'employeur, mais si l'accident survient ou si l'incapacité commence à bord, cette déclaration n'est pas nécessaire.

b) En cas de mort du patron, du marin ou de l'apprenti, la demande d'indemnité doit être faite dans les six mois à dater du jour où la nouvelle du décès sera parvenue à l'intéressé.

c) Si un patron, un marin ou un apprenti blessé est congédié ou débarqué dans une possession britannique ou à l'étranger, les dépositions concernant les circonstances et la nature de la blessure seront reçues par un juge ou magistrat dans les possessions anglaises et par

(1) Voir l'article 13.

un consul à l'étranger, puis transmises par eux au Ministère du Commerce. Ces dépositions ou leurs copies certifiées serviront de preuve à l'appui de la demande, comme il est prévu par les articles 691 et 695 de la loi de 1894 sur la marine marchande.

d) Au cas où le patron, le marin ou l'apprenti décédé n'auraient eu personne à leur charge, aucune indemnité ne sera due si le propriétaire du bateau est tenu de supporter les frais d'enterrement conformément à la loi de 1894 sur la marine marchande.

e) L'indemnité hebdomadaire ne sera pas due pour la période durant laquelle l'armateur du bateau est, en vertu de cette même loi, telle qu'elle a été modifiée, ou de toute autre, tenu de payer les frais d'entretien du patron, du marin ou de l'apprenti blessés.

f) L'indemnité due par l'armateur aux termes de cette loi sera versée en entier, nonobstant toute disposition de l'article 503 de la loi de 1894 sur la marine marchande relative à la limitation de la responsabilité de l'armateur dans certains cas de décès, de blessure ou de dommage ; mais la limitation fixée par ce dernier article s'appliquera à l'indemnité prévue par l'article de la présente loi relatif aux moyens de poursuite contre l'employeur et le tiers responsable, comme si cette indemnité était due à titre de dommages et intérêts pour décès ou pour accident.

g) Les paragraphes (2) et (3) de l'article 164 de la loi sur la marine marchande de 1894 (relatifs aux salaires des marins perdus avec leur navire) s'appliqueront aux demandes d'indemnités faites par ceux qui étaient à la

charge des patrons, des marins et des apprentis perdus avec leur navire; et cette demande devra dans ce cas, pour être valable, être faite dans les dix-huit mois à dater du jour où le navire est censé s'être perdu corps et biens.

(2) La présente loi n'est pas applicable à ceux des membres de l'équipage d'un bateau pêcheur qui sont rémunérés par le partage des bénéfices ou de la recette brute de la pêche.

(3) Cette article s'appliquera aux pilotes que vise le titre X de la loi de 1894 sur la marine marchande, comme si le pilote employé était un marin et faisait partie de l'équipage.

Art. 8.

(4) Dans le cas où le médecin chargé de délivrer le certificat, et nommé, en vertu de la loi de 1901 sur les usines et ateliers, pour le district où l'ouvrier travaille, certifiera que cet ouvrier est atteint d'une des maladies énumérées dans la troisième cédule annexée à la présente loi et que cette maladie le rend incapable de gagner son salaire normal en effectuant le travail auquel il était employé;

Dans le cas où l'ouvrier, par application de l'une des dispositions de la loi de 1901 sur les usines et ateliers a interrompu son travail habituel par suite d'une des maladies susdites qu'il y a contractée;

Dans le cas où il meurt des suites d'une de ces maladies; et lorsque la maladie est provoquée par la nature

du travail que l'ouvrier a effectué pendant les douze mois qui ont précédé la date de son incapacité ou celle de l'interruption de son travail (qu'il ait été employé par un ou plusieurs employeurs), l'ouvrier, ou ceux qui sont à sa charge, ont droit, en vertu de la présente loi, à une indemnité, comme si la maladie ou l'interruption de travail susdites étaient le résultat d'un accident occasionné par ou pendant le travail, avec les modifications suivantes.

a) L'incapacité ou l'interruption de travail dans ces cas seront considérées comme le résultat de l'accident.

b) S'il est prouvé que l'ouvrier au moment de son embauchage avait volontairement et inexactement déclaré, par écrit, n'avoir pas été précédemment atteint de la dite maladie, il n'y aura pas lieu à indemnité.

c) L'indemnité sera due par l'employeur qui, le dernier au cours de ce délai de douze mois, aura occupé l'ouvrier au travail qui a occasionné la maladie.

En outre :

(1) L'ouvrier ou ceux qui sont à sa charge fourniront à cet employeur, s'il les en requiert, toutes les indications qu'ils peuvent posséder relativement aux noms et adresses de tous les employeurs qui l'ont occupé pendant ledit délai de douze mois. A défaut de ces indications, ou si elles sont insuffisantes pour permettre à l'employeur d'agir conformément aux dispositions ci-dessous, ledit employeur ne sera pas tenu de payer l'indemnité, s'il prouve que ce n'est pas pendant la période

où il a employé l'ouvrier que celui-ci a contracté cette maladie ;

(2) Si ce dernier employeur allègue que l'ouvrier n'a contracté la maladie que pendant qu'il était sous les ordres d'un autre, il peut citer cet autre employeur devant l'arbitre et s'il prouve cette allégation, cet autre, employeur sera lui-même tenu de payer l'indemnité ;

(3) Si la maladie est de celles qui se développent lentement, tout employeur qui, pendant ledit délai de douze mois, aura employé l'ouvrier à un travail duquel elle résulte, sera tenu de verser à l'employeur débiteur de l'indemnité une contribution dont le montant sert, à défaut d'accord, déterminé par l'arbitrage prévu par la présente loi pour le règlement des indemnités.

d) Le chiffre de l'indemnité sera proportionnel au salaire payé à l'ouvrier par l'employeur débiteur de cette indemnité.

e) La déclaration de la mort, de l'incapacité ou de l'interruption de travail doit être faite à l'employeur qui a, le dernier pendant ledit délai de douze mois, employé l'ouvrier au travail d'où il résulte la maladie.

Cette déclaration sera valable quoique l'ouvrier ait volontairement rompu son contrat.

f) Si un employeur ou un ouvrier est lésé par le fait qu'un médecin, chargé ou non de délivrer les certificats, donne ou refuse de délivrer le certificat d'incapacité de travail, ou fait suspendre, ou refuse de laisser interrompre le travail dans les conditions de cet article, le litige sera, conformément aux règles fixées par le Secré-

taire d'Etat, porté devant un médecin-arbitre qui statuera sans appel.

(2) Si, à l'époque de l'incapacité ou de l'interruption, de travail, l'ouvrier était, ou venait d'être employé à l'un des travaux énumérés dans la 2^e colonne de la 3^e cédula annexée à la présente loi et si la maladie dont il est atteint est celle qui leur correspond dans la 1^{re} colonne de cette même cédula, cette maladie sera, à moins de preuve contraire fournie par l'employeur, tenue pour une conséquence de la nature du travail, sauf dans le cas où le médecin chargé de délivrer les certificats certifiera que, à son avis, la maladie n'a pas été provoquée par la nature de ce travail.

(2) Le Secrétaire d'Etat fixera par voie de règlement les honoraires dus aux médecins (y compris les dentistes) consultés en vertu de cet article, qu'ils soient ou non chargés de délivrer des certificats.

(4) En ce qui concerne l'application de cet article, la date de l'incapacité sera celle que le médecin chargé de délivrer les certificats aura fixée pour point de départ de l'incapacité, ou, s'il ne peut déterminer cette date celle du certificat.

a) Dans le cas où le médecin-arbitre admet l'appel interjeté contre le médecin chargé de la délivrance des certificats, à raison de son refus de délivrer un certificat d'incapacité, la date de cette incapacité sera fixée par le médecin-arbitre.

b) Dans le cas où l'ouvrier meurt sans avoir obtenu de certificat d'incapacité, ou, s'il n'était pas, au jour de son

décès, titulaire d'une indemnité hebdomadaire, la date de l'incapacité sera celle du décès.

(5) Dans ce cas, et conformément aux conditions déterminées par le Secrétaire d'Etat à cet effet, un médecin nommé par le Secrétaire d'Etat sera pourvu des droits et des pouvoirs accordés par cet article au médecin chargé de la délivrance des certificats et il lui sera substitué en ce qui concerne l'application de cet article.

(6) Le Secrétaire d'Etat pour édicter des règlements pour étendre, en les modifiant ou non, les dispositions du présent article à d'autres maladies et à d'autres industries ainsi qu'aux préjudices, autres que ceux qui en résultent d'un accident, provoqués par la nature de travaux énumérés dans ces règlements.

(7) Si, d'une enquête demandée par un employeur ou un ouvrier de l'une des industries auxquelles cet article s'applique, il résulte qu'une société d'assurances mutuelles ou une compagnie d'assurances répond des risques de cette industrie, et si la majorité des employeurs de cette industrie est assurée contre ces risques à cette société ou compagnie, le Secrétaire d'Etat, du consentement de cette société ou compagnie, pourra ordonner à tous les employeurs de la-dite industrie, par un règlement, provisoire et sous des conditions et exceptions à déterminer par le même règlement, de s'assurer, à la-dite société ou compagnie. Dans le cas où une société de cette nature est constituée mais n'est ouverte qu'aux employeurs d'une certaine localité ou d'une certaine catégorie, le Secrétaire d'Etat pourra, en ce qui

concerne l'assurance. considérer l'industrie dont il s'agit comme une industrie distincte.

(8) Le règlement provisoire prévu par cet article ne sera valable qu'après avoir été ratifié par le Parlement ; et si, pendant que l'une ou l'autre Chambre en est saisie, une pétition est déposée contre ce règlement, le bill de ratification sera déferé à une commission spéciale, ou le pétitionnaire aura qualité pour intervenir comme en matière de bills privés. — Toute loi qui confirme un règlement provisoire pourra être repoussée, modifiée ou amendée par un règlement provisoire fait et ratifié ainsi qu'il vient d'être dit.

(9) Des crédits votés par le Parlement pourvoiront à toutes dépenses les engagées par le Secrétaire d'Etat relativement à ces règlements, aux règlements provisoires et aux bills de ratification.

(10) Cet article ne préjudicie pas aux droits de l'ouvrier à une indemnité en raison de toute maladie que cet article ne vise pas, si cette maladie constitue un dommage personnel pour cause d'accident selon les termes de la présente loi.

Art. 9.

(1) Cette loi ne s'applique pas aux personnes employées dans les armées de terre ou de mer ; mais, en dehors d'elles, elle s'applique à ceux des ouvriers employés directement ou indirectement par l'Etat auxquels elle serait applicable si l'employeur était un simple particulier.

Lorsqu'il s'agira d'une personne employée dans le ser-

vice privé de la Couronne, le chef du Département de la Maison Royale auquel cette personne était attachée au jour de l'accident sera considéré comme son employeur.

(2) La Trésorerie pourra, par un règlement (warrant) présenté au Parlement, modifier, selon les dispositions de la présente loi, le règlement (warrant) fait conformément à la 1^{re} section de la loi de 1881 sur les pensions, et, malgré toute disposition contraire de cette dernière loi, ou de tout règlement (warrant) antérieur, arrêter un contrat d'indemnité qui devra être certifié par le greffier des sociétés de secours mutuels.

Art. 10.

(1) Le Secrétaire d'Etat pourra choisir parmi les médecins qualifiés (*legally qualified medical practitioners*) les médecins-arbitres exigés par la loi, et déterminer avec l'approbation de la Trésorerie les frais et honoraires qui leur sont dus en vertu de cette loi. Ces frais et honoraires leur seront attribués conformément aux règlements de la Trésorerie sur les crédits votés par le Parlement. Si un *médecin-arbitre* est consulté en qualité de praticien, par l'employeur, par l'ouvrier, par les assureurs intéressés, ou sur leur demande, et que sa consultation ait quelque rapport avec un des cas ci-dessus prévus, il ne peut plus statuer comme arbitre dans ce litige.

(2) Les honoraires de l'arbitre choisi par le juge de la Cour du comté en vertu de la 2^e cédula de la présente loi seront imputés, conformément aux règlements de la Trésorerie, par les crédits votés par le Parlement.

Art. 11.

(1) Si les propriétaires d'un bâtiment sont, en tant que tels, requis à la fin d'indemnité due en vertu de la présente loi ; et dans le cas où ce bâtiment se trouve dans l'un des ports, dans l'une des rivières d'Angleterre ou d'Irlande ou à moins de trois milles de leurs côtes, tout juge d'une *Court of record* d'Angleterre ou d'Irlande peut, à charge pour le demandeur de prouver au juge, en se conformant aux règlements de cette Cour, que les propriétaires sont probablement tenus à cette indemnité et qu'aucun des propriétaires ne réside en Angleterre, ordonner à un fonctionnaire des douanes ou à tout autre fonctionnaire qu'il désignera, de saisir le bâtiment jusqu'à ce que les propriétaires, l'agent, le patron ou le consignataire du bâtiment aient payé l'indemnité ou aient accepté (moyennant garanties suffisantes) de se soumettre à l'action qui pourrait leur être intentée, et de payer l'indemnité et les frais auxquels ils pourraient être condamnés. Les fonctionnaires requis à cet effet retiendront le bâtiment ainsi qu'il vient d'être dit.

(2) Dans toute action en indemnité, la personne qui aura fourni les susdites garanties, sera constituée défenderesse et la production de l'ordre du juge relatif auxdites garanties prouvera l'obligation où se trouve cette personne de se constituer défendresse.

(3) La saisie d'un bâtiment opérée conformément aux prescriptions de l'article 692, de la loi de 1894 sur la marine marchande, comme l'était la saisie des bâtiments

prévue par cette même loi. Si le bâtiment est la propriété d'une société, celle-ci sera considérée comme résidant dans le Royaume-Uni, si elle y possède un bureau où l'on puisse signaler les actes judiciaires.

Art. 12.

(1) Tout employeur *de toute industrie à laquelle le secrétaire d'Etat étendra les dispositions* de cet article est tenu d'adresser chaque année, avant la date fixée par le secrétaire d'Etat ou à cette date, un état complet spécifiant le nombre d'accidents qui, aux termes de la présente loi, ont donné lieu à des indemnités, pendant l'année écoulée et le chiffre de ces indemnités, ainsi que toutes les autres circonstances y relatives qu'il plaira au secrétaire d'Etat d'exiger. Faute de se conformer à cette prescription, et après preuve de ce défaut, faite conformément aux prescriptions de la loi sur les jugements sommaires, il sera condamné à une amende qui n'excédera pas 5 livres.

(2) Les règlements du secrétaire d'Etat contenant des ordres de ce genre seront présentés aux deux Chambres aussitôt que possible après leur établissement.

Il faut entendre dans l'application de la présente loi, à moins que le texte n'en dépose autrement :

Par « employeur » tout groupe de personnes ayant ou non, la personnalité civile, ainsi que le représentant légal de l'employeur décédé. Dans le cas où les services de l'ouvrier ont été temporairement prêtés ou loués à une

autre personne par celui qui a passé un contrat d'apprentissage ou de travail avec l'ouvrier, ce dernier employeur continuera, en ce qui concerne les dispositions de la présente loi, à être considéré comme l'employeur de l'ouvrier dont les services ont été transférés.

Le terme d'ouvrier ne désigne ni ceux qui, employés à un *ouvrage non manuel*, gagnent *plus de 250 livres* par an, ni ceux dont le travail a un caractère provisoire et qui sont employés à d'autres travaux qu'à ceux de l'industrie ou de la profession de l'employeur, ni les employés d'une police (police force), ni les ouvriers travaillant à domicile, *ni les membres de la famille de l'employeur habitant sous son toit*. Mais, sauf ces exceptions, ce terme s'applique à tous ceux qui ont passé un contrat de travail ou d'apprentissage avec un employeur ou qui travaillent en vertu de ce contrat, qu'il s'agisse d'un travail manuel, de bureau ou de tout autre travail, que le contrat soit exprès ou tacite, écrit ou verbal ; les dispositions qui visent l'ouvrier blessé s'étendent en cas de décès, à son représentant légal, à ceux qui étaient à sa charge et autres personnes à qui ou au profit de qui l'indemnité doit être payée.

On entend « par personnes à la charge » de l'ouvrier les membres de sa famille qui, au jour de son décès, dépendent absolument ou en partie de son salaire, ou bien en dépendraient sans l'incapacité qui résulte de l'accident. Si l'ouvrier laisse un descendant illégitime au premier ou au second degré, lequel dépendait de son salaire, ou si, étant lui-même illégitime, il laisse un ascendant, au premier ou au second degré, qui dépendait

de son salaire, lesdits enfants et parents seront considérés comme étant à sa charge.

On entend par « membre de la famille » les *epoux, père, mère, grands-parents, beaux-parents, fils, fille, petit-fils, petite-fille, beaux-fils, bru, frère, sœur, frère et sœur consanguins et utérins.*

Les termes de bâtiments « marin » et « port » sont employés dans la même acception que dans la loi de 1894 sur la marine marchande.

On entend par « manager » en matière maritime, toute personne mise à la tête du bâtiment par le propriétaire ou pour lui.

On entend par « police » (*police force*) la police à laquelle s'applique la loi de 1890 sur la police ou celle de 1890 pour l'Écosse, la police de la cité de Londres, la police royale d'Irlande et la police métropolitaine de Dublin.

On entend par « travailleur à domicile » toute personne qui reçoit des matériaux pour les façonner, les nettoyer, les laver, les transformer, les orner, les terminer, les réparer, les rendre propres à la vente, soit chez elle, soit dans tout autre lieu qui n'est pas sous la surveillance ou sous le contrôle du fournisseur de ces matériaux. L'exercice des pouvoirs et des droits d'une autorité locale ou de toute autorité publique sera considéré comme métier ou la profession de cette autorité.

Le mot de comté, juge de la Cour du comté, greffier de la Cour du comté, demandeurs (*plaintiffs*) et règlement de la Cour, devront être remplacés quand il s'agira de

l'Ecosse par ceux de Cour de sheriff, sheriff, clerc de sheriff demandeur (*pursuer*) et « act of sederunt ».

Art. 14.

En Écosse, si l'action intentée en dehors du champ d'application de la présente loi, par un ouvrier contre son employeur, à la suite d'un accident survenu au cours du travail, est portée devant la cour de sheriff à fin de dommages et intérêts, soit en vertu de la loi de 1880 sur la responsabilité des employeurs, soit alternativement en vertu du droit commun ou de cette dernière loi, cette action ne pourra, malgré les prescriptions de la loi de 1880, être portée devant la *Cour of Session*, et l'appel n'y sera recevable que s'il se fonde sur une question de droit. Il sera, dans ce dernier cas, régi par les dispositions de la 2^e cédula relatives à l'appel interjecté contre la décision du sheriff statuant comme arbitre sur une question de droit.

Art. 15.

(1) Tout contrat (autre qu'un contrat substituant un accord certifié en vertu de la loi de 1897 sur les accidents du travail aux dispositions générales de cette même loi) qui serait en vigueur au moment de l'application de la présente loi, et par lequel l'ouvrier renoncerait à son droit d'indemnité, pour tout dommage occasionné par ou pendant le travail, sera considéré

comme rompu, en ce qui touche aux dispositions de la présente loi, à dater du jour où le contrat de travail de l'ouvrier expierait si l'ouvrier déclarait, au moment de la mise en vigueur de la présente loi, vouloir rompre cedit contrat de travail.

(2) Tout accord conclu conformément à la loi de 1897 sur les accidents du travail qui serait en vigueur au moment de l'application de la présente loi, vaudra comme s'il avait été conclu en vertu de la présente loi, à condition d'être certifié à nouveau par le greffier des sociétés de secours mutuels.

(3) Le greffier des sociétés de secours mutuels certifiera à nouveau tout accord qu'il jugera conforme aux dispositions de la présente loi, ou qui aura été modifié selon ses prescriptions.

(4) Si un accord de cette nature n'est pas certifié à nouveau dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur de la présente loi, le certificat antérieur sera annulé.

Art. 16.

(1) La présente loi sera applicable à partir du 1^{er} juillet 1907, mais, sauf à l'égard des médecins-arbitres et de la procédure qui résulte de leur intervention, elle ne s'appliquera dans aucun cas où l'accident serait antérieur à cette date.

(2) *Les lois de 1897 et de 1900 sur les indemnités dues aux ouvriers sont abrogées par la présente loi, mais resteront applicables aux accidents survenus avant sa mise*

en vigueur, sauf dans les cas où la présente loi serait elle-même applicable aux espèces qu'elles visent.

Art. 17.

La présente loi pourra être désignée sous le titre de
Loi de 1906 sur les indemnités dues aux ouvriers.

ANNEXE III

**Projet de loi déposé par M. Breton, modifié par la
Commission de la Chambre des Députés**

Article premier.

La législation sur les responsabilités des accidents du travail est étendue aux maladies d'origine professionnelle sous réserve des dispositions spéciales de la présente loi.

Art. 2.

Sont considérées comme maladies professionnelles les affections aiguës ou chroniques, mentionnées dans un tableau, dressé annuellement par décret, après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles visé à l'article 11, lorsqu'elles atteignent des ouvriers travaillant dans les exploitations correspondantes indiquées audit tableau.

Art. 3.

Lorsqu'un ouvrier quitte une des exploitations assujetties à la présente loi, son employeur demeure res-

ponsable des maladies professionnelles correspondant à cette exploitation, qui peuvent atteindre cet ouvrier durant un délai spécialement fixé, au tableau mentionné à l'article précédent, pour chacune de ces affections.

Toutefois cette responsabilité va en décroissant en raison du temps écoulé entre le départ de l'ouvrier et le moment où survient une incapacité de travail résultant de la maladie et comportant indemnité.

Si, à ce moment, l'ouvrier travaille dans une autre entreprise également classée dans les exploitations correspondantes à ladite maladie, son nouvel employeur n'est responsable que pour le surplus de l'indemnité fixée par les articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898.

Néanmoins, s'il est établi que l'un des employeurs a commis une faute inexcusable ayant pu avoir une répercussion sur la santé de la victime, le tribunal pourra augmenter sa part de responsabilité.

Le dernier des employeurs responsable sera tenu vis-à-vis de la victime ou de ses ayants droit pour le tout de l'indemnité sauf son recours contre les employeurs précédents.

Art. 4.

Tout industriel ayant fait, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique, la déclaration que ses procédés de travail ne comportent plus l'usage des substances susceptibles de provoquer les maladies professionnelles visées par la présente loi ne sera plus soumis aux obligations de cette loi.

Il demeure toutefois responsable, durant le délai de responsabilité fixé pour son exploitation et dans les conditions indiquées à l'article précédent, des maladies professionnelles pouvant atteindre les ouvriers qu'il employait avant le dépôt de cette déclaration.

Toute déclaration du chef d'entreprise reconnue intentionnellement inexacte entraînera à sa charge une condamnation à une amende de 100 à 5.000 francs d'amende, et à un emprisonnement de trois jours à un mois.

Art. 5.

Au cas où la prolongation de l'exercice de la profession présente un danger certain de maladie professionnelle grave, l'ouvrier ou employé intéressé peut réclamer devant le tribunal compétent l'allocation d'une rente viagère correspondant à la moitié de la réduction de salaire que peut lui occasionner l'abandon définitif de la profession et des professions similaires. Le chef d'entreprise peut, de son côté, provoquer l'allocation d'une rente dans les mêmes conditions.

Si le titulaire de cette rente vient à reprendre le travail dans la profession ainsi abandonnée ou dans une profession similaire, il est déchu de ladite rente. Cette déchéance est prononcée à la requête de tout intéressé par le tribunal qui a connu de l'attribution de la rente.

Art. 6.

Toute maladie professionnelle dont la victime demande réparation en vertu de la présente loi doit être, par ses soins, déclarée dans les quinze jours qui suivront la cessation du travail au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Un certificat de médecin indiquant la nature de la maladie et ses suites probables doit compléter cette déclaration, dont la forme sera déterminée par décret.

Copie certifiée de cette déclaration est transmise immédiatement par le maire au chef de l'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

Du jour de la déclaration court le délai de prescription prévu par l'article 18 de la loi du 9 avril 1898.

Art. 7.

Les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868, sont étendues aux risques prévus par la présente loi, pour les maladies professionnelles ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle.

Les tarifs correspondants sont établis chaque année, dans les six mois qui suivront la promulgation du décret prévu à l'article 2, par la Caisse nationale d'assu-

rances en cas d'accidents et approuvés par décret rendu sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre des Finances.

Ces tarifs devront être calculés de manière que les risques et les frais généraux d'administration de la Caisse soient entièrement couverts, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 11 juillet 1868.

Art. 8.

Les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi à la Caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes de maladies professionnelles et de leurs ayants droit, ce tarif pouvant être modifié ultérieurement suivant les résultats de l'expérience.

Art. 9.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions spéciales dans lesquelles fonctionneront les syndicats de garantie qui, concurremment avec les Sociétés d'assurances, pourront garantir les employeurs contre les risques visés par la présente loi.

Art. 10.

Les chefs d'entreprise assujettis à la présente loi devront contribuer au fonds de garantie prévu par l'ar-

ticle 25 de la loi du 9 avril 1898 dans les conditions respectivement déterminées par ledit article ou par l'article 4, paragraphe 2 de la loi du 12 avril 1906 indépendamment de la contribution dont ils sont déjà redevables en matière d'accidents de travail.

Art. 11.

La Commission supérieure des maladies professionnelles, spécialement chargée de dresser le tableau prévu à l'article 2 et d'étudier toutes les questions d'ordre médical et technique qui lui sont déférées par le Ministre du Travail relativement au fonctionnement de la présente loi, est composée : 1° de trois Députés et de deux Sénateurs élus par leurs collègues ; 2° du Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales ; 3° du Directeur du travail ; 4° du Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ; 5° de deux membres du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ; 6° de quatre médecins membres de la Commission d'hygiène industrielle ; 7° d'un conseiller prud'homme patron et d'un conseiller prud'homme ouvrier désignés par le Conseil supérieur du travail parmi ses membres ; 8° d'un professeur de faculté de médecine ; 9° de cinq personnes spécialement compétentes en matière de maladies professionnelles.

Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres, ainsi que la désignation du président, du vice-président et du secrétaire.

Art. 12.

En vue de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de la présente loi, la déclaration de toute maladie ayant un caractère professionnel et comprise dans une liste établie par décret, après avis de la Commission supérieure, est obligatoire pour tout docteur en médecine ou officier de santé qui en peut reconnaître l'existence.

Cette déclaration est adressée au Ministre du Travail par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail et de l'ingénieur ordinaire des mines et indique la nature de la maladie et la profession du malade ; elle est faite à l'aide de cartes-lettres détachées d'un carnet à souches, circulant en franchise et gratuitement mises à la disposition des médecins.

Art. 13.

La présente loi ne sera applicable que 6 mois après la publication des décrets prévus pour son exécution, sauf en ce qui concerne les dispositions de l'article 12 qui entreront en vigueur un mois après la publication du décret prévu à cet article.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

LES MALADIES PROFESSIONNELLES ET L'ARTICLE 1382 DU CODE CIVIL

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE I. — La légitimité de l'intervention de l'état dans les questions ouvrières particulièrement en ce qui concerne les maladies professionnelles.	1
§ 1. <i>Le rôle de l'Etat.</i>	1
A. Généralités.	1
B. Théories de MM. Duguit, Schmoller, Esmein .	3
§ 2. <i>C'est un devoir impérieux pour l'Etat d'intervenir en ce qui concerne les maladies professionnelles.</i>	9
CHAPITRE II. — Les maladies professionnelles .	13
§ 1. <i>Qu'entend-on par maladie professionnelle ?</i>	13
§ 2. <i>Les principales maladies professionnelles</i>	15
Saturnisme.	15
Hydrargyrisme .	18
Arsenicisme .	20
Sulfocarbonisme .	20
Hydrocarburisme (Benzine, nitrobenzine, aniline, etc .	21
Septicémie (Charbon, variole, morve).	24
Ankylostomiase. — Les maladies contagieuses. .	26
Dermatoses. — Cuprisme.	27
Zincisme. — Phosphorisme	28

Nicotinisme. — Sulphydrisme	29
Oxycarburisme (oxyde de carbone; acide carbonique)	30
§ 3. <i>Nécessité d'une prompte intervention législative</i> . .	31
§ 4. <i>Champ d'application minimum qu'on pourrait prévoir pour une loi immédiate sur les maladies professionnelles.</i>	32

DEUXIÈME PARTIE

LA SITUATION ACTUELLE

DANS QUELLE MESURE L'OUVRIER VICTIME D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE EST-IL JURIDIQUEMENT PROTÉGÉ ?

CHAPITRE I. — Les textes.	38
§ 1. <i>Le Code civil et la question ouvrière</i>	38
A. Oubli de la question ouvrière. — Seul l'article 1780 vise les rapports entre patrons et ouvriers	38
B. Raisons de cet oubli.	42
§ 2. — <i>Textes exceptionnels qui accordent réparation à certaines victimes d'accidents professionnels.</i>	44
a) Loi du 29 juin 1874 sur les mines.	45
b) Loi du 13 avril 1898 sur les sapeurs-pompiers.	46
c) Loi du 21 avril 1898 ayant pour objet la création d'une caisse de prévoyance entre les marins français.	47
d) Sociétés de secours mutuels. — Loi du 1 ^{er} avril 1898	48
§ 3. — <i>Mesures préventives</i>	50
§ 4. — <i>Insuffisance de ces textes. — La doctrine et la jurisprudence ont-elles pu suppléer à cette insuffisance?</i>	52
CHAPITRE II. — Les différentes thèses juridiques	56
§ 1. — <i>La théorie de la faute délictuelle</i>	56

TABLE DES MATIÈRES

245

§ 2. — <i>La théorie de la responsabilité contractuelle.</i> . . .	59
§ 3. — <i>La théorie objective ou du risque créé.</i> . . .	66
<i>Conséquences et avantages de cette théorie pour</i>	
<i>l'ouvrier</i>	68
CHAPITRE III. — La jurisprudence	72
§ 1. <i>La jurisprudence avant la loi du 9 avril 1898.</i> . . .	72
§ 2. <i>Influence de l'Ecole historique</i>	74
<i>Quelques arrêts intéressants</i>	76
§ 3. — <i>La loi du 9 avril 1898 et ses conséquences</i> . . .	77

TROISIÈME PARTIE

LÉGISLATION DES MALADIES PROFESSIONNELLES A L'ÉTRANGER

SUISSE	85
§ 1. — <i>Textes législatifs</i>	85
§ 2. — <i>Arrêté du Conseil fédéral du 19 décembre 1887.</i>	87
§ 3. — <i>Arrêté du 18 janvier 1901</i>	88
ANGLETERRE	91
§ 1. — <i>Caractéristique du système anglais</i>	92
§ 2. — <i>L'efficacité du système anglais ?</i>	98
ALLEMAGNE.	101
§ 1. — <i>Loi du 15 juin 1883</i>	102
§ 2. — <i>Insuffisance du système allemand.</i>	104
AUTRICHE	105
AUTRES PAYS	107

QUATRIÈME PARTIE

LES PROJETS FRANÇAIS

CHAPITRE I. — Les projets antérieurs à 1905 . . .	109
Amendement Raspail 1885	109
Proposition Ricard et Guieysse 1891.	110
Amendement Faire 1893	110

Article additionnel de M. Vaillant 1898	111
Première proposition de M. Breton 1901.	112
CHAPITRE II. — Le projet du gouvernement. —	
La 2^e proposition Breton et la proposition de la commission de la Chambre.	113
§ 1. — <i>Le projet gouvernemental</i>	113
Elaboration du projet	113
Ses principales dispositions	113
Critique du projet gouvernemental	121
§ 2. — <i>Proposition Lacroix</i>	124
§ 3. — <i>La 2^e proposition Breton et la proposition de la commission de la Chambre des députés</i>	127
CONCLUSION	
§ 1. — <i>Nos raisons d'être partisan de la proposition Breton modifiée par la commission</i>	145
§ 2. — <i>L'insuffisance de notre législation exige impérieusement une prompt solution</i>	147
 ANNEXE I. — Projet de loi déposé par le Gouvernement en 1906.	
	153
ANNEXE II. — Loi anglaise en 1906	
	178
ANNEXE III. — Deuxième proposition Breton modifiée par la Commission de la Chambre	
	204
TABLE DES MATIÈRES.	213

